

Notes Lukenya

Faire passer l'Assainissement Total Piloté par la Communauté à l'échelle avec qualité

Les résultats d'un atelier à Nairobi, au Kenya, du 24 au 27 juillet 2011



- 1. Préambule**
- 2. Résumé**
- 3. Appui Institutionnel pour le Passage à l'Échelle l'ATPC avec Qualité.**
- 4. Formation, Déclenchement et Suivi à l'Échelle de l'ATPC**
- 5. Stratégies pour la Vérification de la FDAL (fin de la défécation à l'air libre) à l'Échelle**
- 6. Gouvernements, Agences de Financement et l'ATPC**
- 7. Marketing de l'Assainissement en faveur des pauvres et Durabilité au delà de la FDAL**
- 8. Systèmes de Gestion de Suivi, d'Evaluation, d'Apprentissage et de l'Information à l'Échelle**
- 9. Nouvelles Questions et l'Extension de l'ATPC dans divers contextes**
- 10. Quelques sources sur l'Extension de l'ATPC avec qualité.**
- 11. Annexe 1: Participants à l'Atelier**

Contexte et défi

L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) a été innové par Kamal Kar, travaillant pour WaterAid et le CVRE en Bangladesh début 2000. Depuis, le projet s'est répandu à une cinquantaine de pays, en commençant par l'Asie : en Inde, en Indonésie, au Pakistan, au Népal et au Cambodge. La première formation multi-pays en Afrique s'est tenue au début de 2007, à partir de laquelle l'ATPC s'est rapidement répandu. Aujourd'hui, à la mi-2011, on le trouve dans diverses formes dans au moins 27 pays africains. À travers le monde, 14 gouvernements ont adopté l'ATPC comme politique nationale de l'assainissement en milieu rural. Parmi eux, 13 se trouvent en Afrique : le Cameroun, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée Conakry, le Kenya, le Libéria, le Malawi, la Mauritanie, Nigeria, Sierra Leone, la Gambie, le Togo, auxquels on peut ajouter un asiatique : l'Indonésie. D'autres soutiennent ou mettent en œuvre l'ATPC sans politique nationale compréhensive, d'autres encore s'y dirigent.

Par conséquent, l'ATPC se voit passer à l'échelle dans de nombreux endroits, avec une forte augmentation de la formation et du déclenchement. Pendant les premiers stades de l'introduction dans un pays, les ONG se mettent souvent à l'avant (à part en Inde), alors que dès l'établissement de l'ATPC, les gouvernements prennent l'initiative en passant à l'échelle. Actuellement, les gouvernements et leurs fonctionnaires jouent les rôles principaux dans beaucoup de pays. Cela a créé une nouvelle situation avec de nouveaux défis et opportunités. Le défi majeur sera de trouver des moyens de passer à l'échelle, en embrassant rapidement des sous-districts puis des districts, voire des provinces et régions, et de le faire en maintenant ou en améliorant la qualité et la performance. Plusieurs pays africains visent à atteindre l'état FDAL (fin de la défécation à l'air libre) dans les milieux ruraux dans quelques années à partir d'une base faible, ce qui n'a jamais été atteint auparavant. Le Madagascar s'est fixé l'an 2018 comme date-cible pour que ses communautés atteignent la FDAL ; le Malawi en 2016 ; l'Éthiopie, la Mauritanie et la Zambie en 2015, le Kenya en 2015 et le Nord du Ghana en 2012.

Beaucoup aurait déjà été atteint. Les défis sont nombreux : évaluer la qualité de la formation et de la facilitation, les méthodes et la fiabilité de vérifications, trouver de bons entraîneurs et leur permettre de se consacrer à plein temps à l'ATPC, comment définir la FDAL ; ainsi qu'avec les méthodes et l'exactitude de la vérification et concernant les données sur les progrès réalisés. Lorsque les gouvernements ont fixé des objectifs dans le passé ils ont eu tendance à exagérer leurs succès, parfois de manière extrême ; ce qui a rendu difficile de saisir la réalité. Même en tenant compte de cela, il est clair que les choses progressent rapidement. Le nombre d'habitants censés vivre dans des communautés qu'on peut raisonnablement croire être à l'état FDAL a augmenté de plus en plus rapidement. En éliminant les chiffres gonflés, on a estimé il y a un an que 10 millions vivaient dans ces communautés FDAL. À la mi-2011 le chiffre pourrait s'élever à 15 millions, dont la proportion africaine grandit.

Ce qui s'est passé, et qui va se passer, est en contradiction avec la vue précédente qu'il était essentiel de s'étendre lentement, progressivement pour assurer la qualité. Ce point de vue conventionnel a été exprimé dans deux lettres ouvertes.¹ Comme avec le PRA dans les années 1990s, on craignait que la mise en place rapide mènait à de mauvaises pratiques et ferait

¹ Kar and Chambers, Open Letters <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/open-letters-clts>

discréditer l'ATPC. On considèrerait le danger grave, car pour l'ATPC, la formation des animateurs et des entraîneurs doit mettre la main sur la pâte en temps réel dans les communautés, et la formation uniquement en salle de classe avait commencé désastreusement. De plus, toute hâte à passer à l'échelle était considérée comme susceptible de mener au déclenchement sans suivi, de manquer l'état FDAL et de reportage exagéré de communautés FDAL. Ces mêmes soucis perdurent. Cependant l'ATPC se voit irrésistiblement passer en vitesse à l'échelle. On n'accepte pas de progresser lentement. Comme de toute urgence, nous nous sommes réunis pour échanger des idées, pour rassembler les témoignages et les présenter sans délai.

Il n'y a que quelques précédents pour ce qui se passe dans beaucoup de pays africains. On peut tirer des leçons pertinentes de campagnes entreprises dans certains états indiens, notamment en Himachal Pradesh² et dans la province de Java Est en Indonésie³. Mais aucune n'a totalement atteint l'état FDAL. Sur d'autres plans il y a eu l'expérience de ce qui marche et de ce qui ne marche pas, dont on a rassemblé et publié les résultats à partir d'ateliers récents à Lusaka (octobre 2010) ; dans la Déclaration Lusaka⁴, et à Bamako (novembre 2010) dans le Consensus Bamako⁵. Pour en tirer davantage de leçons, de partager l'expérience pertinente mondiale et de les rendre accessible aux législateurs et pratiquants, un petit atelier international a été convoqué à Lukenya au Kenya du 25 au 28 juillet 2011 avec 21 participants de 13 pays africains, asiatiques et ailleurs. On a profité d'une visite au Ministère de la Santé et de l'Assainissement Public à Nairobi, et du Centre Information ATPC qu'on avait mis en place au Ministère en mai 2011, puis des plans et approches pour le rapide passage à l'échelle au Kenya. On a puisé dans des sources écrites, des présentations et des discussions à AfricaSan 3 à Kigali les 19-21 juillet, et de l'apprentissage d'un atelier de partage ATPC, qui avait été convoqué avant l'AfricaSan, rassemblant 65 personnes issues de gouvernements, de la société civile et d'agences internationales dans 22 pays.

Les notes et comptes rendus qui suivent présentent des synthèses autour de thèmes issus de la partage d'idées dans les ateliers. Ils sont concentrés sur des questions d'échelle et de qualité, dont :

- **L'Appui Institutionnel pour le Passage à l'échelle de l'ATPC**
- **La Formation, le Déclenchement et le Suivi de l'ATPC**
- **Des Stratégies pour la Vérification de la FDAL à l'échelle**
- **Les Gouvernements, les Agences de Financement et l'ATPC**
- **Le Marketing d'Assainissement pro-pauvres et la Durabilité au-delà de la FDAL**
- **Le Suivi, l'Évaluation, l'Apprentissage et les Systèmes de Gestion d'Information**
- **Des Questions Naissantes et le Passage à l'Échelle de l'ATPC dans divers contextes**

Nous, participants de l'atelier Lukenya (voir annexe A) espérons que ces notes serviront à tous ceux relevant les défis et opportunités à passer à l'échelle en vitesse et avec qualité, dans tous les pays et continents. Les aperçus et options ci-présentés sont fondés sur l'évidence et l'expérience. Bien que tout participant ne donne son aval à chaque point, il y a eu beaucoup de revérification et de

² Voir Deepak Sanan, 'The CLTS story in India: The sanitation story of the Millennium', Lyla Mehta and Synne Movik (eds) *Shit Matters: the potential of community-led total sanitation*, Practical Action Publishers, Rugby, UK 2010 :87-100.

³ Voir par exemple, Nilanjana Mukherjee et al *Learning at Scale: Total Sanitation and Sanitation Marketing Project: Indonesia Country Update June 2009*, Water and Sanitation Program of the World Bank

⁴ Source pour la Déclaration Lusaka: <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/lusaka-declaration>

⁵ Source pour le Consensus Bamako: <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/bamako-consensusle-consensus-de-bamako-pour-latpc>

consensus. Les recommandations et les idées s'adressent aux législateurs et aux pratiquants. Nous ne les voyons pas comme le dernier mot mais comme des contributions à une lutte commune à laquelle nous sommes tous dévoués avec les champions de l'ATPC dans les gouvernements, les agences internationales, la société civile et surtout les communautés.

On a encore beaucoup à apprendre et il reste du chemin à faire. Nous offrons ces notes comme simple contribution au voyage. Nous les voyons comme des documents vivants, et nous invitons des commentaires, des corrections et des ajouts. Envoyez-les SVP à CLTS@ids.ac.uk

Ce document constitue le résumé des recommandations-clé de la réunion IDS de praticants ATPC tenue en juillet 2011 à Lukenya, Nairobi, juste après la réunion AfricaSan3. Le but de l'atelier était de se concentrer sur les principaux défis auxquels nous faisons tous face en passant l'ATPC à l'échelle. Dans ce contexte, nous avons choisi sept domaines dans lesquels il fallait concentrer le débat. Ce document livre une vue d'ensemble des recommandations faites dans chaque partie- on peut retrouver les exemples, la discussion et des détails supplémentaires dans le rapport complet : <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/lukenya-notes-taking-clts-scale-quality>

1. Appui institutionnel pour passer l'ATPC à l'échelle.

- Création et application d'une politique nationale pour l'assainissement et l'hygiène avec des directives claires pour exécutants et donateurs.
- Accord pour les résultats et buts du pays en termes de l'ATPC, assainissement et hygiène : diffuser à tous acteurs pour étendre la coordination.
- Etablir une coordination nationale pour gérer toute activité d'assainissement et d'hygiène.
- Trouver un juste milieu entre la nécessité de viser haut pour atteindre les buts OMD et être réaliste concernant la fiabilité.
- Reconnaître et récompenser le reportage honnête des insuffisances et des réussites.
- Incorporation des activités ATPC dans les fiches de poste et des contrats de performance du personnel gouvernemental approprié sur tous les niveaux.
- Rendre responsable les leaders politiques pour l'appui réel de l'ATPC
- Fournir la capacité de gestion/la formation de managers ATPC sur tous les niveaux.
- Le renforcement du soutien des fonctionnaires pour convaincre les gouvernementaux appropriés et décideurs d'être champions de l'ATPC.
- Le personnel au niveau district, comprenant travailleurs d'extension, ONG et structures décentralisées devant travailler ensemble pour rendre quotidien l'assainissement et l'hygiène dans leurs activités.
- Augmenter l'allocation gouvernemental de ressources pour l'assainissement et l'hygiène pour viser à atteindre les buts OMD.
- Organiser un atelier d'acteurs pour l'assainissement, pour réexaminer la capacité de chaque acteur de mettre en place l'ATPC, combler les lacunes et planifier des secteurs de travail pour que chacun puisse faciliter le passage à l'échelle.
- L'encouragement des gouvernements à embrasser l'ATPC et l'adopter comme stratégie d'assainissement nationale, donne à notre approche la légitimité nécessaire à passer à l'échelle le déclenchement.
- Ne former les animateurs ATPC que lorsqu'il existe un plan immédiat d'entreprendre le travail pour lequel ils ont été formés.
- S'assurer que toute formation comprend la pratique impliquée en temps réel dans les communautés.
- Les leaders naturels et autres animateurs ATPC devraient être passionnés et engagés dans leur travail. Ils doivent pouvoir démontrer qu'ils pratiquent ce qu'ils préconisent.
- Les entraîneurs-clés doivent avoir des antécédents de communautés déclenchées étant devenues FDAL.

3. Stratégies pour Vérification de la FDAL à l'Échelle

- Planifier pour prévoir le besoin de passer à l'échelle avec vérification, y compris les ressources financières et humaines.
- Préférer des vérificateurs tiers, former et surveiller, et récompenser pour minutie impartiale.
- Promouvoir la participation de communautés dans l'apprentissage. Qu'on réussisse ou qu'on échoue, faire des vérifications des expériences positives, mettre en valeur la fierté, le respect pour soi et la durabilité.

2. Formation ATPC, Déclenchement et Suivi

- Ne pas traiter la vérification comme ponctuel mais faisant partie d'un processus continu.
- Sonder les taux globaux très élevés de réussite ou d'échec dans les pays (plus de 70 pour cent)
- Promouvoir les fêtes après vérification pour établir la fierté et la confiance communautaires, et pour encourager d'autres. Les maçons et autres peuvent profiter de l'occasion pour signaler le progrès.
- Reconnaître que dans le passage à l'échelle, les communautés auraient davantage à organiser leurs propres célébrations avec moins d'intervention de l'extérieur- apporter l'encouragement et le soutien.

4. Les gouvernements, les agences de financement et l'ATPC

- Les gouvernements et les agences de financement doivent être attentifs aux nouvelles subventions axées sur les projets et fermes à intervenir pour empêcher ou renverser de tels engagements à la subvention du matériel de ménage, et être proactifs dans le développement de propositions à apporter aux agences de financement.
- Les plans d'investissement doivent être clairs sur l'engagement à l'ATPC, et le dialogue peut davantage considérer comment convertir d'anciens budgets pour le matériel au support logiciel à haut personnel.
- Les gouvernements peuvent se doter de politiques, de preuves et de champions pour défendre leurs stratégies devant les banques et les donateurs, et leur aider à leur tour à changer de politique et de pratique.
- Permettre aux principaux décideurs politiques de faire l'expérience ATPC pour eux-mêmes sur le terrain, de rendre visite aux communautés FDAL et de les écouter, et d'être présents aux déclenchements.
- Reconnaître les problèmes d'approches contrastées entre les ministères. Une coordination inter-agences impliquant tous les acteurs majeurs peut fournir un forum de discussion pour la politique nationale et pour l'élaboration de conventions collectives.
- Reconnaître que l'ATPC nécessite un financement substantiel, estimer les exigences pluriannuelles et déterminer comment au mieux y répondre.
- La sensibilisation des deux côtés gouvernementaux et financiers à la nécessité d'appropriation gouvernementale.

- Les banques, les donateurs et les gouvernements doivent être sensibles aux réalités du terrain et au besoin d'assurer et d'obtenir des réactions à l'arrivée opportune de fonds au niveau local.
- Des discussions urgentes sur les moyens rentables de partage et d'apprentissage entre gouvernements. Promouvoir l'échange des visites d'apprentissage ou les pratiques prometteuses sont identifiées.
- Un ou plusieurs ateliers aux niveaux appropriés pour l'apprentissage mutuel, le brainstorming, la documentation et l'identification des priorités pour avancer.

5. Marketing d'assainissement pro-pauvres et durabilité au-delà de la FDAL

- Avec l'ATPC, un changement de comportement s'est produit ; faire confiance aux communautés pour maintenir la FDAL et pour améliorer leurs latrines au besoin.
- Soutenir ce changement de norme social à travers des campagnes de communication et la disponibilité d'options d'amélioration à bas prix de l'assainissement sur le marché local.
- Entreprendre la recherche formative et l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement afin d'identifier des stratégies de marketing d'assainissement pro-pauvres financièrement viables- idéalement participatif, avec des leaders ou maçons naturels ayant une pleine compréhension des différentes options technologiques déjà promues.
- Les études de marché devraient commencer avant la création de la demande par l'ATPC, pour laisser le temps au développement de capacité du marché.
- Séquencer de sorte que la promotion et la vente de soient pas unies au déclenchement ATPC.
- Mettre en place un mécanisme de suivi continu pour soutenir le changement durable du comportement, et les améliorations de l'assainissement et de l'hygiène au delà de la FDAL.
- Reconnaître que le passage à l'échelle avec le marketing est susceptible d'exiger des mécanismes de financement pour le fournisseur et le consommateur tous deux.

6. Le Suivi, l'Évaluation, l'Apprentissage et les Systèmes de Gestion d'Informations

- Suivre les indicateurs de contributions et de résultats pour les Notes Lukenya : résumé

septembre 2011 de l'ATPC. Instituer les reportages réguliers à tous les niveaux : sous-district, district et national.

- Suivre la durée entre le déclenchement et la FDAL. Lorsque l'écart entre déclenché et vérifié devient large, enquêter sur les causes et prendre des mesures correctives.
- Des études supplémentaires de l'impact sur la santé et la subsistance sont nécessaires pour la base de preuves et le développement d'indicateurs spécifiques pour la surveillance de la santé et de la subsistance.
- Investir dans des méthodologies de recherche novatrices et dans des approches participatives pour recueillir les preuves à moindre coût, tout en améliorant la compréhension des acteurs sur ce qui fonctionne.
- Pour la surveillance de lavage des mains avec du savon : essayer des sondages avec les vendeurs de savon, en examinant les ventes avant et après le déclenchement.
- On propose un atelier international en Afrique pour partager et comparer les systèmes suivis et évaluation (S & E) pour l'ATPC, les innovations et les expériences.

7. Nouvelles questions et le passage à l'échelle ATPC dans différents contextes.

a. L'Équité:

- Les questions d'équité et d'accès à considérer dans chaque contexte et activité- dans toutes étapes de l'approche ATPC.
- Des modèles de toilettes accessibles et commodas pour handicapés pourraient émerger de processus participatifs qui peuvent également sensibiliser.
- Des initiatives spéciales pour réduire ou éliminer les vulnérabilités et répondre aux besoins de personnes vulnérables, en particulier les femmes et les filles.

b. ATPC urbain:

- Utiliser un cadre fondé sur les droits et les statuts gouvernementaux et municipaux pour soutenir des demandes de services comme les connections aux égouts. Ajouter aux outils de santé publique déjà existants et aux lois de règlement humain.

- Créer un environnement favorable à tous les acteurs participatifs, convoquer des réunions et faciliter les échanges et les négociations.
- Engendrer une conscientisation pour s'assurer que les citoyens connaissent leurs droits, afin qu'ils puissent les revendiquer.
- Rassembler ou subdiviser les domaines spécifiques urbains/périurbains pour atteindre la FDAL, autant que possible autour de la cohérence communautaire.
- Mobiliser et encourager les groupes de jeunes à s'impliquer (par exemple Mathare)
- L'ATPC urbain est un dur à cuire ; nous devons partager nos expériences afin d'améliorer nos approches.

c. Urgences:

- Faire preuve d'audace en cherchant à introduire l'ATPC sur une gamme de conditions ; documenter et comparer les expériences.
- Apprendre des pratiques et des expériences courantes, avec la participation et l'auto-assistance de populations touchées.
- S'orienter vers l'apprentissage rapide et précis, des types de conditions et des paramètres-clés, puis développer une typologie de situations qui peuvent être utilisées de manière normative.
- Évaluer les besoins pour passer à l'échelle dans des conditions de déplacement.

d. Les populations nomades:

- Acquérir de l'expérience avec l'ATPC, où les nomades et transhumants ont des communautés stables où certains vivent soit tout soit la plupart du temps, et d'autres reviennent de façon saisonnière.
- Utiliser les media, surtout la radio pour communiquer avec les populations nomades.
- Dans le suivi de l'ATPC, et dans le déclenchement dans des endroits où les passants, transhumants ou migrants pratiquent la DAL, encourager la pratique du maintien de latrines routières ou autres.
- Faire bien comprendre que des tranchées peu profondes, et la méthode du chat, pourrait bien être la meilleure solution possible et peuvent être acceptables et hygiéniques tant que d'autres options demeurent irréalistes.

Résumé fait par J. Bevan (UNICEF WCARO) avec revue de Jolly-Ann Maulit (EWB, Malawi), septembre 2012. Pour plus d'informations voir le site IDS: www.communityledtotalsanitation.org

Introduction

Le secteur de l'assainissement et de l'hygiène a généralement manqué d'un solide cadre institutionnel. Dans de nombreux pays, il a été une mauvaise relation institutionnelle, éclipsé par l'eau. C'est en partie la raison pour laquelle de nombreux pays sont sur la mauvaise voie pour atteindre l'objectif OMD de l'assainissement.

Comme dans d'autres secteurs de développement, l'assainissement environnemental et l'hygiène exigent une structure forte appuyée par un engagement politique claire et des directives de mise en œuvre. Les pays qui l'ont mise en place sont plus susceptibles d'atteindre les OMD. Dans les paragraphes suivants on a souligné les défis auxquels doit faire face le secteur, ainsi que les expériences et les opportunités de passer à l'échelle l'ATPC et quelques recommandations, afin que les gouvernements et leurs partenaires du secteur puissent transformer la situation.

Des questions-clés institutionnelles qui demandent une réponse :

- Quelles structures et systèmes institutionnels doivent être en place pour faire passer l'ATPC à l'échelle ?
- Comment le cadre institutionnel peut-il faciliter la promotion, la mobilisation des ressources et le passage à l'échelle des innovations sur le terrain ?
- Quel rôle jouent les collectivités locales (districts) et comment former leur capacité à mieux gérer l'ATPC ?

On note d'abord **trois défis** :

1. L'Engagement du gouvernement
2. La définition des objectifs
3. La coordination et l'harmonisation entre les exécutants.

L'expérience et les idées couvrent :

1. Le développement de la stratégie
2. Des groupes de travail ou des comités directeurs nationaux
3. Les expériences des pays, les leçons et les recommandations ou idées.

Trois défis :

1. L'engagement gouvernemental

L'engagement du gouvernement est crucial pour faire passer l'ATPC à l'échelle et pour maintenir les changements de comportement qui l'accompagnent. Il existe souvent des défis dans les structures institutionnelles actuelles qui entravent cet engagement.

Une politique claire sur l'assainissement environnemental et l'hygiène :

- L'engagement du gouvernement à tous les niveaux est essentiel à la construction d'institutions fortes qui passeront l'ATPC à l'échelle. L'absence d'une politique claire guidant

les activités d'assainissement et d'hygiène reflète un manque d'engagement gouvernemental pour les initiatives d'assainissement et d'hygiène à travers l'application de l'ATPC. Cela gêne l'harmonisation d'efforts qui peuvent mener aux questions de durabilité et d'extensibilité de l'ATPC.

L'application de politiques et directives (responsabilité) de l'assainissement et de l'hygiène.

- Même lorsqu'un gouvernement tient une politique d'assainissement et d'hygiène traçant des directives pour les exécutants, l'adhésion aux termes de cette politique présente un défi. Par exemple, plusieurs pays ont des politiques de « non-subvention », bien que les gouvernements n'aient souvent pas de mécanismes en place pour tenir les exécutants responsables du maintien de la politique.

Plans stratégiques pour l'ATPC

- La plupart des pays n'ont pas de plans de travail annuels qui sont suivis et appliqués pour l'ATPC. Même si un tel plan est créé, il est parfois difficile pour les gouvernements de le mettre en œuvre dû à leur dépendance de fonds externes pour la mise en œuvre ; quand aucun fonds n'apparaît les activités ATPC n'ont souvent pas lieu. Un tel manque de plans stratégiques correspond avec un investissement gouvernemental faible dans l'assainissement et l'hygiène au sein du budget public, et l'ATPC vu comme une approche de mise en œuvre par des étrangers au lieu du gouvernement.

Des champions au sein des structures gouvernementales :

- Ceux-ci sont nécessaires pour la réussite de l'ATPC. L'engagement du gouvernement à l'ATPC est difficile à réaliser sans ces champions en place à multiples niveaux de la structure gouvernementale.

Nombres de fonctionnaires dédiés à l'ATPC et le développement de leurs capacités.

- Même avec des champions, plus de capacité est nécessaire pour mettre en œuvre les activités ATPC dans la plupart des gouvernements. Le manque de capacité comprend, mais ne se limite pas :
 - Au petit nombre de personnel travaillant sur l'ATPC
 - A la difficulté de trouver des moyens créatifs de mise en œuvre de l'ATPC avec des ressources réduites, y compris les demandes de recherche et de coordination de multiples sources de financement.
 - A la capacité de faire appliquer les politiques nationales d'assainissement.
 - Au manque de systèmes de surveillance et d'évaluation des programmes ATPC et les retours d'informations sur le terrain.

Les structures de coordination entre secteurs

- Certains pays ont d'efficaces Groupes de Travail Nationaux, mais beaucoup manquent de structures de coordination efficaces entre les secteurs impliqués dans l'ATPC (normalement de la santé, de l'eau et de l'éducation, entr'autres). Ce manque de coordination mène parfois à la concurrence entre secteurs et à la stagnation des activités ATPC due aux intérêts et demandes opposés au sein du gouvernement. Là où des structures de coordination

existent, tant au niveau national que local, plusieurs sont dysfonctionnelles et non-efficaces dans la coordination de tous les acteurs impliqués dans la réussite de l'ATPC.

Ressources adéquates :

- Pour la plupart des gouvernements enthousiastes de l'ATPC, il existe un goulot dans l'obtention de ressources pour adopter l'ATPC comme programme national. L'ATPC est souvent introduit dans un pays par les ONG comme projet spécifique, plutôt que par la structure gouvernementale comme une approche pour accélérer la mise en œuvre du programme d'assainissement et d'hygiène. Les budgets gouvernementaux pour l'ATPC dépendent souvent de financements extérieurs incertains, au lieu du budget national. Cela peut poser des problèmes, par exemple dans la préparation de plans de travail annuels, avec des implications pour l'extension et la durabilité de l'ATPC

Recommandations/idées

Création et application de la politique nationale de l'assainissement et de l'hygiène, et directives. Les pays ont besoin de politiques pour l'assainissement et l'hygiène, qui fourniront le cadre de toute initiative dans ces pays.

2. Détermination des objectifs

Les organisations et les gouvernements sont souvent contraints de fixer des objectifs inatteignables qui peuvent nuire à la qualité de la mise en œuvre de l'ATPC.

Les donateurs et la communauté internationale poussent souvent les pays à planifier des buts ambitieux et irréalistes, ce qui peut conduire à des comportements risqués de gestion au sein des gouvernements et de la part d'autres exécutants dans le pays. La détermination d'objectifs élevés et le reportage de nombreuses activités nuisent parfois à la qualité de la mise en œuvre et au réalisme du reportage. C'est particulièrement dangereux pour l'ATPC dont le processus s'est montré intensif et difficile à prédire. Et le maintien de la qualité, essentiel à toutes les étapes du processus, du pré-déclenchement à la vérification, la certification et l'au-delà, peut être ébranlé. Au pire, le reportage extrêmement irréaliste des réussites, comme cela s'est produit dans certains contextes tels en Asie, génère des illusions, trompe les décideurs politiques et permet pour un temps des pratiques inefficaces à continuer.

Recommandation/idée

Atteindre un équilibre entre la nécessité de viser haut afin d'atteindre et de dépasser les OMD, et le réalisme de ce qui est faisable.

Reconnaître et récompenser le reportage honnête des insuffisances et des accomplissements. Surveiller la proportion de vérifications qui laissent tomber les communautés (voir Vérification et les sections S et E).

Accepter que ce soit dans l'intérêt national de connaître les réalités, même si cela signifie que les objectifs ambitieux ne peuvent être atteints.

3. La coordination et l'harmonisation entre exécutants

Les exécutants de l'ATPC doivent coordonner et harmoniser leurs approches en vue d'atteindre un impact collectif. Les structures de coordination actuelles dans la plupart des pays doivent être améliorées pour soutenir le passage à l'échelle de l'ATPC avec qualité.

Les ONG et les gouvernements doivent collaborer et coordonner la mise en œuvre de l'assainissement et de l'hygiène, en évitant la duplication des efforts, la sape des initiatives gouvernementales par les ONG et la confusion parmi le personnel de terrain et les membres de la communauté. Les relations de collaboration doivent exister et être soutenues par des mécanismes entre acteurs (gouvernement, exécutants, ONG, secteur privé, membres de la communauté) pour maximiser les ressources. Les partenariats entre des organisations de la même sensibilité sont importants à la facilitation, et peuvent également créer une pression de groupe et une concurrence horizontale, de qui peut servir dans l'extension de l'ATPC.

L'harmonisation des approches entre tous les exécutants de travail sur l'assainissement et l'hygiène est très importante. On trouve parfois dans le conflit des approches incompatibles. Les contradictions entre la subvention des ménages et l'ATPC sont aujourd'hui largement comprises et acceptées. Autrement, l'absence de cette harmonisation peut conduire à l'usage de multiples approches qui peuvent parfois se contrebalancer. Par exemple quelques pays utilisent encore le PHAST (Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement) qui n'est pas compatible avec l'ATPC, tandis que d'autres commencent avec le marketing de l'assainissement sans avoir atteint l'état FDAL.

Recommandations/idées

Pour la coordination :

- Se mettre d'accord sur les résultats et les objectifs pour le pays en termes d'ATPC, d'assainissement et d'hygiène.
- Disséminer ceux-là à tous les acteurs, pour qu'ils y adhèrent.
- Voir aussi les sections ci-dessous.

Pour l'harmonisation :

- S'entendre sur les résultats et les objectifs pour le pays en termes d'ATPC, d'assainissement et d'hygiène. Les disséminer à tous les acteurs pour l'adhésion.
- Les donateurs et les gouvernements doivent parvenir à un consensus sur l'approche du gouvernement.
- Encourager tous engagés avec l'ATPC à travailler ensemble dans un esprit de collaboration et d'engagement aux plans nationaux de l'ATPC.

Expériences et idées

1. Le développement de la stratégie.

Malawi : la stratégie de création de la FDAL Malawi dès 2015.

L'ATPC s'est montré efficace comme approche pour éliminer la pratique de la défécation à l'air libre au Malawi. Depuis son introduction, plus de 2000 villages ont été déclenchés dans 12 districts, dont 800 ont été déclarés FDAL, un taux de 37% déclenchement-FDAL. Compte tenu de son potentiel à promouvoir des avantages significatifs pour la santé, le gouvernement du Malawi a décidé de passer à l'échelle l'approche dans tous les 28 districts en 2011. L'objectif ultime est d'éliminer totalement la défécation à l'air libre dès l'an 2015, créant un Malawi à l'état FDAL. Les recommandations-clés définies dans la Politique Nationale de l'Assainissement s'accordent avec la stratégie FDAL Malawi

dès 2015. Cette stratégie comprehensive aide à rassembler tous les acteurs potentiels (y compris les institutions traditionnelles et les leaders naturels) pour la promotion de l'assainissement à l'échelle nationale, pour le travail commun vers les mêmes rendements et résultats, et pour ne pas se contredire pas les uns les autres dans ses efforts. Différents acteurs ATPC se sont réunis en mars 2011 pour formuler une stratégie d'atteindre la FDAL au Malawi dès 2015 et ont noté que l'approche actuelle nécessitait quelques changements, comprenant le passage à échelle d'approches de l'assainissement et de l'hygiène ainsi que l'ATPC et le marketing de l'assainissement ; la participation accrue des chefs traditionnels ; la publicité pour la stratégie ; la mobilisation des ressources ; et une meilleure coordination. (Ulemu Chiluzi, Plan & Jolly Ann Maulit, EWB Malawi)

Le Kenya : Stratégie et processus de soutien

L'ATPC a été introduit dans le pays en 2007 par Plan Kenya. Suite à cela, l'approche a été adoptée par beaucoup d'acteurs de l'assainissement dans le pays. L'acteur-clé, comme dans tous les pays, a été le gouvernement, et dans le cas du Kenya le ministère de tutelle, le Ministère de la Santé Publique et de l'Assainissement (MSPA)

Après avoir été satisfait de l'efficacité de l'ATPC à déclencher le changement de comportement et l'amélioration de couverture en latrines, le ministère s'est adressé à l'UNICEF pour soutenir l'intensification de l'approche, en particulier dans les régions du pays où la défécation à l'air libre a été galopante et il existe une forte incidence d'épidémies de diarrhée.

L'UNICEF a accepté de soutenir le MSPA avec des ressources pour une telle intensification, y compris la formation d'une masse critique d'animateurs dans les districts où l'ATPC devait être passé à l'échelle. L'UNICEF a également soutenu le MSPA dans l'établissement d'un centre d'apprentissage qui servirait de forum au partage des expériences de la mise en œuvre continue de l'application ATPC, y compris le développement d'un site internet.

Puisque l'ATPC était assez nouveau au pays, et que l'intensification avec qualité importait, le SNV, largement expérimenté dans le renforcement des capacités, est monté à bord pour soutenir l'assurance qualité à travers la surveillance du processus de mise en œuvre et l'offre de services d'appui.

Relevant de la stratégie plus large de l'assainissement du pays, on peut discuter et analyser l'ATPC de temps en temps dans les réunions d'acteurs de l'assainissement du pays. Les organisations participantes animent ou promeuvent chacun à leur tour de tels forums. Ils servent à fournir des nouvelles sur ce qui se passe avec l'ATPC dans le pays. (Philip Otieno, Plan Kenya)

Recommandations/idées

- Là où elle n'existe pas, mettre en place une unité de coordination nationale pour coordonner et superviser toute activité de l'assainissement et de l'hygiène dans le pays.
- Cette unité doit également harmoniser les systèmes de gestion d'information, les approches et le reportage.

2. Les Groupes de Travail Nationaux ou les Comités Directeurs

L'évaluation de l'Afrique de l'Ouest et du Centre : l'importance du Comité Directeur National

Une évaluation de l'UNICEF a récemment été faite dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, sur les facteurs essentiels à la réussite de l'ATPC. L'un de ces facteurs a été la création d'un comité directeur de coordination nationale, ou d'une unité qui peut faire partie du forum existant WASH, y compris tous les partenaires exécutants de l'approche, et géré par l'agence d'assainissement dirigeante. Les acteurs devraient inclure les ministères concernés (la santé, l'eau et l'éducation) ainsi que les partenaires ONG/OBC. La tâche de certains groupes serait de tenir des réunions régulières pour aider la coordination nationale, en définissant la stratégie de la mise en œuvre et les critères de vérification. D'autres activités peuvent inclure le développement des outils ATPC, des systèmes Gestion et Evaluation (G & E), l'assurance qualité, et l'association de l'ATPC avec des campagnes liées. « Le consensus national pour l'approche ATPC est nécessaire afin de s'assurer que tous les parties prenantes soutiennent la stratégie et font partie du processus pour le passage à l'échelle. L'UNICEF ne peut passer à l'échelle tout seul. » (Jane Bevan WCARO)

Ethiopie : l'harmonisation des approches par le biais national du groupe de travail national de l'assainissement et de l'hygiène

L'harmonisation est un processus d'alignement des efforts et des approches pour accélérer la mise en œuvre de l'assainissement et de l'hygiène travers l'application de l'ATPC, un groupe de travail national de l'assainissement et de l'hygiène (GTNAH) préside par les Ministère Fédéral de la Santé. Le forum est ouvert aux acteurs qui sont directement ou indirectement engagés dans l'assainissement et l'hygiène. Les Ministères de la Santé, de l'Education, de l'Eau et de l'Energie et des partenaires majeurs tels l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale, (Programme pour l'Eau et de l'Assainissement-Afrique (PEA-WSP-AF) International et les ONG nationaux entre autres, se réunissent tous les mois pour discuter des questions liées à des approches à l'assainissement et l'hygiène, L'AHTPC. Ce forum a joué un rôle déterminant dans l'harmonisation des approches pour l'ATPC et la coordination des efforts des divers acteurs dans le pays. Le GTNAH sert d'organisme consultatif au ministère fédéral de la santé dans la planification, la mise en œuvre et la surveillance de l'AHTPC. (Muchie Kidanu)

Malawi : Le Groupe de Travail de la FDAL au Malawi dès 2015

Un élément-clé de la stratégie de l'état FDAL au Malawi des 2015 est la coordination, et on a créé un groupe de travail au niveau national pour résoudre ce problème. Il y a un manque de reportages et d'exigences normales dans la récolte des données, menant à la duplication des efforts et à la confusion au niveau du district. En outre, les différents districts appliquent l'approche ATPC de différentes manières et ont des normes différents de réussite, et quelques OGN fournissent encore des subventions, ce qui contredit cette approche. La stratégie de la FDAL au Malawi des 2015 introduit de nouveaux éléments qui sont nécessaires pour le passage à l'échelle ; donc les activités de coordination deviennent encore plus importantes. Le groupe de travail national va coordonner toutes les activités relatives aux éléments de la stratégie, et fournira des renforcements aux exécutants à l'échelle nationale. Le groupe de travail se compose de membres du Ministère de l'Irrigation et de Développement de l'Eau, du Plan Malawi, de l'UNICEF, des Ingénieurs sans Frontières (ISF) du Canada, et de Canadian Physicians for Aid Relief (CPAR). Les principales activités du groupe de travail comprennent l'organisation d'événements nationaux, la coordination de la mise en œuvre, le garanti de l'assurance qualité à travers les visites au district, le suivi du progrès global de la stratégie, et la mise à disposition d'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre. Parmi les rendements clés du groupe de travail, la finalisation de la stratégie de la FDAL et la diffusion aux acteurs principaux, l'harmonisation des outils de gestion de données et de reportage, et l'appui de ressources supplémentaires pour soutenir la stratégie (Jolly Ann Maulit & Ulemu Chiluzi, Malawi).

Recommandation/idée

Créer des plans de travail annuels pour l'assainissement et l'hygiène sur de multiples niveaux de gouvernement et par tous les acteurs y compris les ONG ; ceux-ci devant tous être alignés avec la politique et les objectifs nationaux.

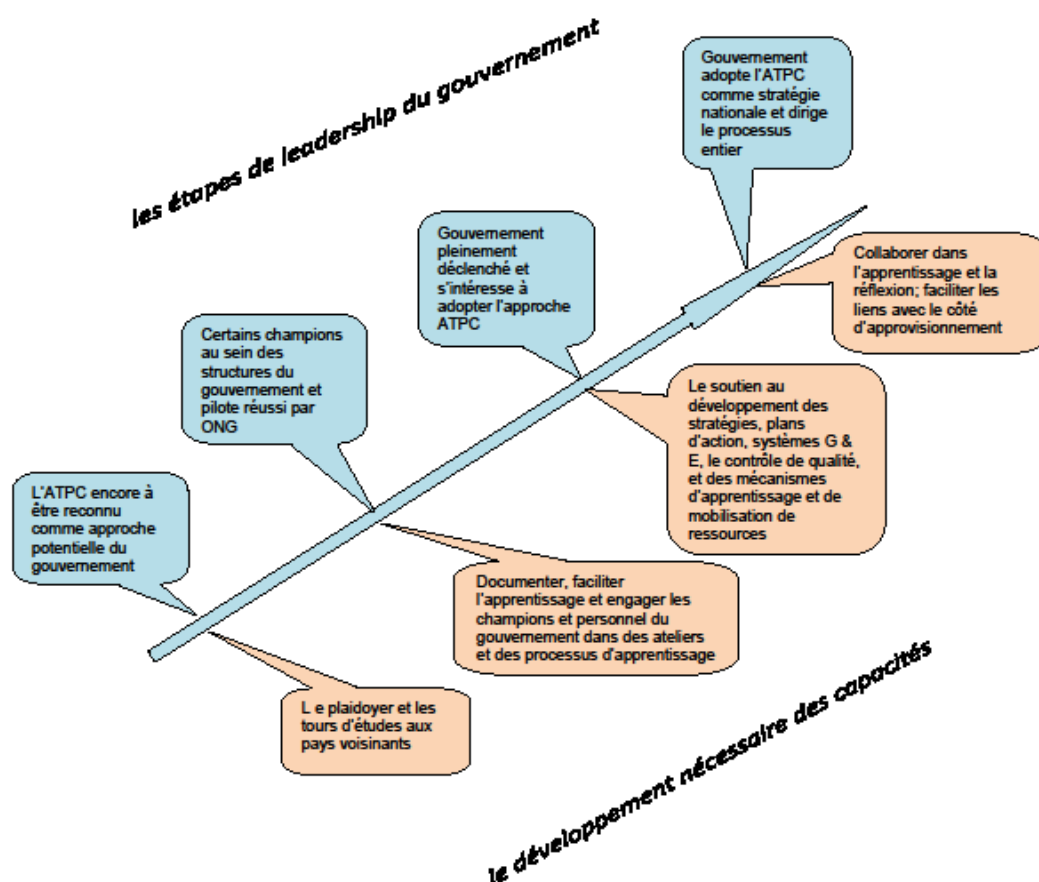
3. Les systèmes de soutien pour le gouvernement

Les systèmes de soutien pour le gouvernement sont nécessaires pour l'ATPC à l'échelle. Cela comprend la capacité de construction sur les multiples niveaux de mise en œuvre.

Le Kenya : la direction du gouvernement- une condition préalable pour le passage à l'échelle vertical mais avec des épreuves.

Bien que le leadership du gouvernement soit important pour passer l'ATPC à l'échelle, dans la plupart des cas les structures traditionnelles du gouvernement manquent de types de connaissance, de compétences, de systèmes et de procédures nécessaires à l'institutionnalisation de l'ATPC. Afin de répondre à ce défi, le SNV emploie une approche stratégique pour renforcer la capacité des agences du ministère chargé du secteur et sous-nationales pour s'assurer qu'elles sont capables de faire passer l'ATPC à l'échelle avec qualité. Au Kenya, le SNV, en partenariat avec l'UNICEF, a soutenu le MSPA dans l'établissement et le renforcement de mécanismes institutionnels et la capacité à de différents niveaux. Cet appui a compris l'adaptation de manuels de formation ATPC, des outils de suivi de processus, et la préparation et la mise en œuvre de la feuille de route ATPC. Le SNV facilite également des ateliers d'apprentissage et de réflexion aux niveaux du district et du sous-district. (Chiranjibi Tiwari, Kenya)

Une Approche au Développement des Capacités (Source Chiranjibi Tiwari)



Recommandation/idée

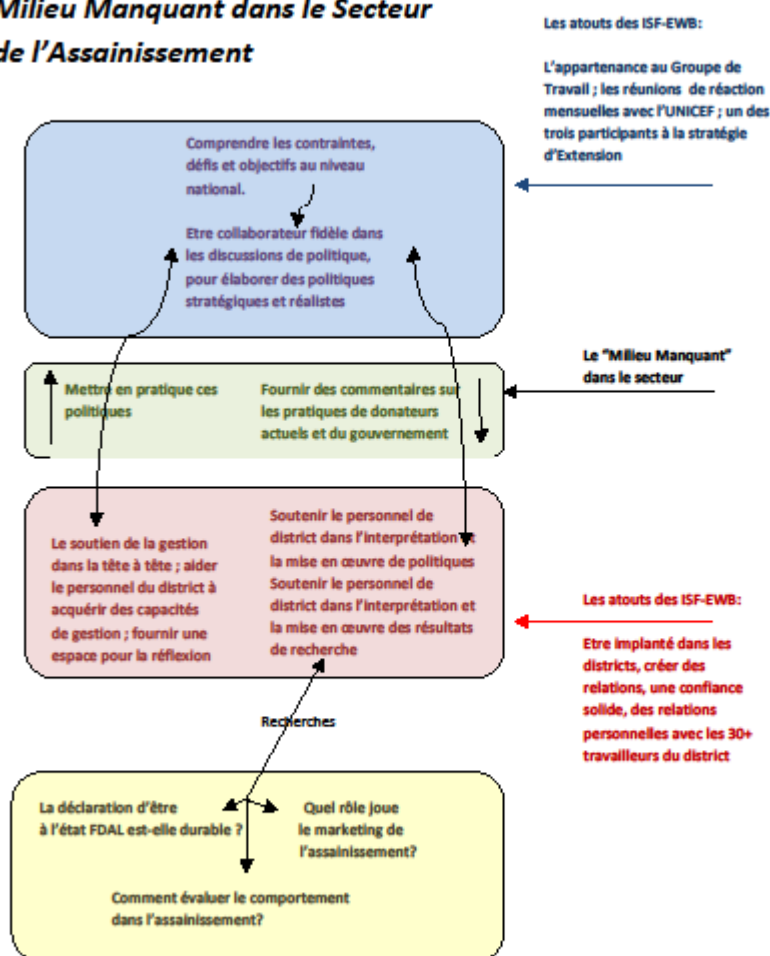
La construction des capacités pour le personnel de gouvernement et les unités de coordination du gouvernement.

- Fournir la formation/l'entraînement des capacités de gestion pour les managers ATPC à tous les niveaux.

Le Malawi : L'ISF-EWB Canada Soutien de District à l'ATPC

L'ISF fournit l'entraînement de management et le soutien de développement organisationnel pour une meilleure planification, coordination, suivi et évaluation des programmes ATPC. Ils travaillent en étroite collaboration avec les Equipes de Coordination de District pour l'Assainissement et l'Hygiène afin de tracer des ONG travaillant sur l'assainissement dans le district, créent un plan de travail qui coordonne les efforts des ONG et des gouvernements, et diffusent l'information sur les endroits qui nécessitent un soutien d'ATPC. Leur rôle de construction des capacités dans la situation du secteur de l'assainissement au Malawi se voit dans le schéma ci-dessous :

Le Rôle de l'ISF-EWB: Combler le Milieu Manquant dans le Secteur de l'Assainissement



4. Expériences des Pays, Leçons et Recommandations/Idées

L'Indonésie : L'Approche ATMA adaptée à la Demande en Indonésie

Dans la situation très décentralisée indonésienne, l'obtention de l'adhésion du gouvernement de district a été essentielle au succès et à la durabilité de nouvelles approches. Donc, au lieu de sélectionner des régions pour une intervention de projet, les décideurs politiques nationaux et la WSP-EAP (Asie de l'Est et le Pacifique) ont ensemble formulé une stratégie à commencer avec le projet de l'Assainissement Total et le Marketing de l'Assainissement (ATMA) à l'échelle, en utilisant une approche en fonction de la demande des acteurs. On a proposé à Tous les 29 districts de Java Est de participer au projet ATMA, qui est une combinaison de l'ATPC et de Marketing de l'Assainissement. Cette opportunité a été présentée comme un apprentissage d'un court terme de neuf mois pour les districts de savoir comment atteindre l'état FDAL dans les prochaines années. On a souligné qu'il incombait aux gouvernements de district d'optimiser la connaissance qu'ils pourraient tirer de l'occasion.

On a fixé comme condition essentielle la non-fourniture de subventions de ménages et le partage de l'investissement pour la participation à l'occasion de l'ATMA. Les chefs administratifs et politiques du district (Bupatis) étaient tenus d'envoyer des lettres d'engagement confirmant leur accord avec les conditions, et tous les districts l'ont fait. Par la suite, des tournées ont eu lieu au niveau du district, où les acteurs au niveau district ont été invités à un atelier où on a expliqué l'aide au renforcement des capacités ATMA et les acteurs intéressés ont été invités à opérationnaliser les interventions de l'ATMA. Les bureaux de Santé du district ont entrepris à répéter le même processus répondant à la demande au niveau du sous-district, et le gouvernement du sous-district a fait de même avec les chefs du village. ON a demandé aux chefs de village qui voulaient une intervention de déclenchement ATPC pour aider à atteindre l'état FDAL, de présenter des lettres d'intérêt. Le déclenchement ATPC a été fourni en réponse aux lettres d'intérêt présentées par ces chefs.

Le projet ATMA a cessé en décembre 2010 et tous les 29 gouvernements de district continuent avec les nouvelles approches introduites par l'ATMA en utilisant leurs propres fonds. La plupart des districts ont maintenant des Plans Stratégiques d'Assainissement approuvés par l'Administration du District et les organismes législatifs du district, assurant un financement pluriannuel pour les nouvelles approches d'assainissement rural (ATPC et marketing de l'Assainissement). Les deux tiers des districts ont suivi le processus répondant à la demande jusqu'au niveau de la communauté, et obtiennent des résultats nettement supérieurs aux autres districts qui n'ont pas mis en œuvre l'ATMA en répondant à la demande.

Recommandations/idées

Approche adaptée à la demande

- Commencer à travailler sur l'ATPC ou il existe une demande pour l'approche (condition favorable/réactif à la demande) ; fournir l'aide technique et le soutien pour les districts qui en demandent.

L'Ethiopie : Les systèmes de soutien en Ethiopie

Dès que le déclenchement se fait dans un village ou kebele, le suivi et les supervisions de soutien se font dans les villages pour vérifier si on a construit des latrines, comme prévu dans l'atelier de déclenchement de la communauté. Là où il existe des coordinateurs du Plan ATPC, ils visitent les

villages avec les HEW et d'autres chefs kebele fréquemment et donnent des encouragements ; ils discutent également avec le comité élu pour l'éradication de la merde du village et avec les travailleurs kebele de vulgarisation sanitaire. En cours de route des réunions au niveau du village sont organisées avec le comité d'éradication de la merde et puis avec le comité de coordination de l'ATPC kebele. En cas de l'ATPE (Ecole), des réunions sont également organisées avec le comité technique ATPC scolaire. Le principal est aussi membre du comité de coordination ATPC kebele.

Au niveau du district il y a une réunion mensuelle du groupe technique de l'ATPC du district qui examine des rapports envoyés par les kebeles et visite les kebeles pour donner une supervision de soutien. Au bureau de santé du district il y a un superviseur HEW (agent de vulgarisation sanitaire) pour tous les cinq kebeles ou postes de santé et son devoir est de soutenir la mise en œuvre des 16 paquets de santé dont sept sont de santé environnementale.

Le bureau de pays du coordinateur de Plan International ATPC visite également chaque unité de programme tous les trimestres pour suivre les activités et en même temps apporter un soutien dans le domaine requis. Lors de ce parcours des villages et des kebeles sont visités et des discussions entretenues avec les différents acteurs pour partager leurs expériences et en même temps répondent aux problèmes qui peuvent survenir lors de la discussion. Pendant ces visites on partage les expériences d'autres unités de programme, ce qui contribue à une meilleure façon de faire les choses.

Le département de santé de la zone et le bureau de santé visitent également pour voir ce qui se passe dans les différents districts et villages. (Atnafe Beyene, Ethiopie)

La Zambie : la défense du financement ATPC pour la FDAL en Zambie

L'urgence de rencontrer les OMD pour l'eau et l'assainissement des 2015 présente une excellente occasion d'amasser des fonds pour l'ATPC. Comme dans d'autres pays donc aussi avec Zambie. L'ATPC est une des approches les moins chères et les plus innovantes pour l'atteinte de l'OMD pour l'assainissement dès 2015, y compris l'hygiène (hygiène personnelle, lavage des mains, hygiène de l'eau et assainissement environnemental) dans sa mise en œuvre. (Giveson Zulu, Zambie)

Recommandations/idées pour et de la Zambie

- Renforcer le soutien gouvernemental pour créer des champions.
- Le plaidoyer doit être renforcé pour que les fonctionnaires puissent convaincre les responsables concernés d'être les champions de l'ATPC. La communauté internationale peut influencer les gouvernements à adopter l'ATPC comme stratégie nationale.
- La structure institutionnelle à soutenir la politique de l'assainissement peut comprendre :
 - La création d'un département d'assainissement ou d'un ministère pour surveiller et soutenir la mise en œuvre et définir la mentalité FDAL pour le pays.
 - L'inclusion d'ONG dans des groupes de travail techniques pour favoriser la collaboration.
 - La mise en place de systèmes pour rendre durable l'ATPC et pour permettre à gravir les échelons d'assainissement suivant la FDAL.
 - La formation d'une équipe d'animateurs ATPC aux niveaux national, régional et local et les soutenir quand ils planifient des activités.
 - La mise en place d'un système à rendre responsable les stagiaires pour répandre l'ATPC et pour utiliser leur entraînement.

L'Ethiopie : la Mise en Oeuvre au Niveau Local en Ethiopie.

Il est extrêmement important que l'ATPC (l'AHTPC dans le contexte éthiopien pour inclure l'hygiène) se voie attribuer une unité désignée pour coordonner et suivre les activités quotidiennes à tous les niveaux. Il est particulièrement important que l'AHTPC ait un solide cadre structurel au niveau de la mise en œuvre. En Éthiopie, les exécutants sont les agents de vulgarisation (AdV) sont les exécutants primaires de l'AHTPC en particulier dans le suivi pré- et post-déclenchement qui pousse les communautés à l'état FDAL et par la suite à grimper l'échelle de l'assainissement. Les AdV fournissent un soutien aux leaders naturels et aux bénévoles de communauté dans ces processus et dans la documentation de progrès. (Muchi Kidanu, Éthiopie)

Pakistan : L'institutionnalisation de la Reconnaissance au Niveau des Collectivités Locales

Dans certaines régions l'acceptabilité et l'appréciation valent plus au niveau local qu'à un niveau supérieur. Donc, après la vérification et la certification, l'autorité du gouvernement local doit allouer des fonds comme motivation et comme une récompense en matière de projets communaux et de publicité. Il s'agit d'assurer l'adhésion du leadership de gouvernement local et politique, de créer un sentiment d'appropriation locale et de générer la concurrence. Pour y parvenir, on doit à tout prix obtenir le consensus entre toutes les parties du gouvernement. (Syed Shah Nasir Khisro, Pakistan)

Malawi : intérioriser l'ATPC dans les structures gouvernementales au niveau national, de district et de systèmes communautaires.

Pour apporter une contribution significative aux niveaux central, national, de district et de la communauté, les gouvernements doivent adopter les éléments suivants dans la position stratégique, pour enfin atteindre leurs objectifs d'assainissement FDAL :

1. Des politiques claires sur l'ATPC et d'autres approches.
2. Après l'adoption de l'ATPC, une politique nationale de l'ATPC doit être intériorisée par tous concernés, des hauts fonctionnaires jusqu'au personnel du district et de la localité y compris les agents de vulgarisation, ce qui aidera à intégrer toutes les activités requises pour l'extension et la durabilité de l'ATPC dans le travail quotidien.
3. Le personnel au niveau du district, comprenant agents de vulgarisation, ONG et structures décentralisées, doivent collaborer pour incorporer l'assainissement et l'hygiène dans leur travail quotidien. Cela s'applique au niveau du village avec le suivi et la surveillance, soutenant les leaders naturels et les enfants, et s'engageant avec les leaders de communauté dans des groupes inclusifs de dialogue sur l'assainissement et l'hygiène. (Ulemu Chiluzi)

Malawi : équipes au niveau Autorité Traditionnelle (AT) : une Innovation pour la Décentralisation de la Mise en Oeuvre au Niveau Local.

La mise en œuvre de l'ATPC, poussée par le district, pose parfois un challenge à cause de l'insuffisance des ressources pour conduire le personnel au niveau du district dans le terrain pour le déclenchement, les suivis et la vérification. Une innovation est en passe d'être évaluée, au Malawi, où l'ATPC sera piloté par la communauté à travers la formation d'équipes ATPC au niveau de l'Autorité Traditionnelle (AT). Les districts sont divisés en AT avec un leader traditionnel, nommé l'AT (chef), responsable du sien. L'hypothèse est que la décentralisation de la mise en œuvre vers les AT conduira à une action plus axée sur la collectivité et réduira la dépendance sur les fonds externes. Des équipes dans plusieurs AT seront formées en ATPC et en gestion du processus ATPC entier, du pré-déclenchement à la vérification. Les équipes seront

composées d'AT (chef), de personnel de vulgarisation du secteur, de leaders religieux et naturels et d'autres bénévoles au niveau du terrain, ainsi que d'ONG actives dans le domaine.

Avec la formation ATPC en cours, ils seront encouragés à créer leurs propres systèmes et programmes pour s'assurer que leur AT parvienne à l'état FDAL. La première AT à être déclarée FDAL aura une cérémonie de reconnaissance. L'avantage et la motivation à mettre en œuvre et atteindre la FDAL sera la reconnaissance par des responsables-clés du gouvernement qu'on dispose d'un village propre et à l'état FDAL. Une fois réussie, ce système institutionnel local peut effectivement faire passer l'ATPC à l'échelle de manière rentable. (Jolly Ann Maulit, Malawi)

Recommandation/idée

- Demander ou établir des institutions à la base où l'ATPC peut être logé. Ceux-ci peuvent être dirigés par des chefs traditionnels et le personnel de vulgarisation du gouvernement avec le soutien de bénévoles comme des leaders naturels ou compris des femmes et des jeunes.

Malawi : Financement du Secteur d'Assainissement

Le Malawi, supposé être un pays décentralisé dont la mise en œuvre de l'eau et de l'assainissement dévolue aux gouvernements de district, alloue moins de deux pour cent du budget de district aux activités autour de l'eau et de l'assainissement ; la plupart de ce budget est consacré à l'eau. Cela rend presque impossible la mise en œuvre d'activités, encore moins à long terme, sans fonds de projet externe. L'évidence à la base est qu'il existe peu de financement pour pleinement appuyer toutes les initiatives d'assainissement et d'hygiène y compris le suivi et la surveillance. Le soutien budgétaire aux programmes d'assainissement gouvernementaux est essentiel pour accélérer le progrès de l'assainissement au Malawi. (Jolly Ann Maulit & Ulemu Chiluzi, Malawi)

Recommandation/idée

Augmenter l'allocation de ressources pour l'assainissement et l'hygiène afin d'être sur la bonne voie pour atteindre les OMD.

Le Kenya : Performance Liée à l'ATPC

Au Kenya, les ministres doivent publier des objectifs, pour lesquels ils sont tenus responsables chaque année. Le chef de la santé publique tient l'assainissement (avec l'ATPC comme approche-clé) parmi ses responsabilités ; chaque année sa sécurité d'emploi dépend de sa capacité d'améliorer l'état de l'assainissement dans le pays.

L'ATPC a également été intégrée dans les plans de travail du personnel gouvernemental et de leurs fiches de poste. Cela a suivi les premières expériences dans le domaine. Alors que la direction de Ministère de la Santé Publique et de l'Assainissement (MSPA) a été essentielle, il existait aussi des défis. Dans tous les six premiers districts, une partie seulement du personnel MSPA était impliquée dans le processus ATPC à plein temps. On a également remarqué que les processus ATPC ont souffert pendant les campagnes contre le paludisme ou la polio, parce que le personnel du MSPA a dû s'investir dans ces priorités concurrentes. En apprenant de cette réalité, le MSPA a transposé l'ATPC aux Plans d'Opération Annuels du personnel, et recruté un Coordinateur ATPC Régional à plein temps. (Chiranjibi Tiwari, Kenya)

Recommandations/idées

- Rendre les leaders politiques responsables de l'appui efficace à l'ATPC.
- Introduire des contrats de performance et des indicateurs pour l'ATPC.
- Inclure les activités ATPC dans les fiches de poste et les contrats de performance du personnel de gouvernement à tous les niveaux.

Résumé des recommandations

Pour résumer, les points suivants sont recommandés pour l'appui institutionnel à l'ATPC :

- La création et l'application d'une politique nationale pour l'assainissement et l'hygiène avec des directives claires pour les exécutants et les donateurs ; ce qui fournira le cadre pour toutes les initiatives de l'assainissement et de l'hygiène dans le pays, y compris l'ATPC.
- Atteindre un équilibre entre la nécessité de viser haut afin d'atteindre et de dépasser les OMD, et le réalisme sur ce qui est faisable. Accepter qu'il sert l'intérêt national de connaître les réalités même si cela implique que les objectifs ambitieux ne peuvent être atteints.
- Reconnaître et récompenser le reportage honnête des insuffisances et des réussites. Suivre la proportion de vérifications qui laissent tomber les communautés (voir Vérification et les sections S & E).
- Se mettre d'accord sur les résultats et les objectifs pour le pays en termes d'ATPC, d'assainissement et d'hygiène, puis les diffuser à tous les acteurs pour qu'ils s'y adhèrent, afin d'étendre la coordination.
- Créer des plans de travail annuels pour l'assainissement et l'hygiène aux multiples niveaux de gouvernement et par tous les acteurs y compris les ONG ; tous devant être alignés avec la politique et les objectifs nationaux.
- Inclure les activités ATPC dans les fiches de poste et les contrats de performance du personnel gouvernemental concerné à tous les niveaux.
- Rendre responsable les leaders politiques pour l'appui efficace à l'ATPC
- Mettre en place une unité de coordination nationale pour coordonner et surveiller toutes les activités de l'assainissement et de l'hygiène dans le pays. Cette unité devrait également harmoniser les systèmes de gestion d'information, les approches et les rapports.
- Fournir la formation des capacités de gestion des managers de l'ATPC à tous les niveaux. Les unités de coordination devraient également être revitalisées et renforcées.
- Commencer le travail sur l'ATPC là où la demande pour l'approche existe, et fournir l'aide technique et le soutien à ceux qui le demandent.
- Le plaidoyer doit être renforcé afin que les responsables du gouvernement puissent convaincre les décideurs concernés d'être les champions de l'ATPC. La communauté internationale peut influencer les gouvernements à entreprendre l'ATPC comme stratégie nationale.
- Les structures institutionnelles qui peuvent être créées pour appuyer la politique de l'assainissement peuvent comprendre :
 - La création d'un département ou d'un ministère de l'assainissement pour superviser et soutenir la mise en œuvre et pour établir la mentalité FDAL pour le pays.
 - L'inclusion des ONG dans des groupes de travail clés pour favoriser la collaboration.
 - La mise en place de systèmes pour rendre durable l'ATPC et pour permettre à gravir les échelons de l'assainissement suivant la FDAL.

- La formation d'une équipe noyau d'animateurs ATPC aux niveaux national, régional et local et les soutenir dans leurs activités.
- La mise en place d'un système à tenir responsable les stagiaires pour l'extension de l'ATPC et l'utilisation de leur entraînement.
- Le personnel au niveau du district, y compris les agents de vulgarisations gouvernementales, les ONG et les structures décentralisées, doivent travailler ensemble pour faire de l'assainissement et l'hygiène une partie de leurs activités quotidiennes. Cela s'applique au niveau du village avec suivi et surveillance, en soutenant les leaders naturels et les enfants et en s'engageant avec les chefs et les membres de la communauté.
- Augmenter l'allocation gouvernementale de ressources pour l'assainissement et l'hygiène afin de se placer sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Des contacts à suivre et des sources écrites.

Muchie Kidanu, Spécialiste du WASH, UNICEF Ethiopie

Jolly Ann Maulit, EWB Canada

Jane Bevan, UNICEF Afrique de l'Ouest

Atnafe Beyene, Plan Ethiopia

Chiranjibi Tiwari, SNV, Kenya

Giveson Zulu, UNICEF Zambie

Ulemu Chiluzi, Plan Malawi

Shah Nasir, Pakistan

Modibo Diallo, gouvernement, Mali

Pour une liste complète des participants et des adresses de contact, svp voir l'annexe de la série complète de Notes.

Chiranjibi Tiwari, « Role of district level reflection and government leadership in scaling up CLTS : Lessons from process monitoring of CLTS in Kenya », SNV Kenya

Nila Mukherjee TSSM: Indonesia Country Update June 2009-Learning at Scale, WSP, World Bank

Samuel Musyoki and Robert Chambers, Going to Scale with CLTS. What works? July 2011, voir le site CLTS (ATPC)

Introduction

Beaucoup de pays en Asie et en Afrique mettent actuellement en œuvre l'ATPC et essayent de le faire passer à l'échelle. De nombreuses questions se sont posées autour des moyens de le faire rapidement et avec qualité, notamment comment:

- Atteindre et maintenir la qualité de la formation
- Le déclenchement peut être effectué à l'échelle
- Optimiser le suivi après le déclenchement et
- Reconnaître les leaders naturels et les soutenir dans leur rôle dans l'extension de l'ATPC, ainsi que dans la réalisation des conditions FDAL plus largement, au-delà de leurs propres communautés.

Les rubriques dans cette note sont les suivantes :

Les défis, contraintes et opportunités

- Politique et priorités
- Mauvaise pratiques
- Trouver de bons formateurs et d'animateurs et les libérer à plein temps
- Déclencher avec suivi adéquat et immédiat.

Expériences et idées

- Indonésie : la recherche-action sur les pré-conditions pour atteindre et maintenir les communautés à l'état FDAL.
- Ethiopie : passer à l'échelle à travers les enseignants et les écoles
- S'assurer que le bon personnel assiste aux formations.
- Mali : prise en main de sélection pour les équipes de formations régionales.
- Kenya : passer à l'échelle à travers les agents de vulgarisation sanitaire.
- Plans de travail annuels et objectif personnels.
- Mobiliser et sensibiliser de différents types de leaders.
- Zambie et Malawi : travailler avec des autorités traditionnelles.
- Ethiopie : les comités d'éradication de merde et les associations professionnelles.
- Reconnaître le potentiel versatile des enfants
- Passer à l'échelle grâce à des Leaders Naturels.

Les défis, contraintes et opportunités

Les contraintes sont négatives. Mais elles présentent toutes des opportunités. En les retirant, le potentiel peut être libéré. Voici quelques contraintes principales, chacune avec son côté positif, qui ont entravé le passage à l'échelle efficace de l'ATPC :

1. Politique et Priorités

- L'assainissement a été une faible priorité pour les ministères d'exécution. De nombreux concernés ont alloué plus de ressources et ont fait plus attention à passer à l'échelle des systèmes d'approvisionnement en eau, qu'à l'assainissement.
- Les politiques de subvention du matériel des ménages, et les mentalités ont été retranchés. Cela a sapé le passage à l'échelle de l'ATPC. Malgré toutes les preuves, il y a encore des gouvernements et des ONG qui persistent avec les subventions du matériel des ménages, et entravent ou empêchent les interventions de non-subvention de l'ATPC.

2. Eviter les mauvaises pratiques

- Beaucoup de mauvaises pratiques prennent trois formes et devraient être faciles à éviter.
- Les consultants ont prétendu être compétents quand ils n'ont pas de bons antécédents de communautés déclenchées ayant atteint l'état FDAL. Cela a mis des pays entiers sur la mauvaise voie, nécessitant une nouvelle formation de recyclage.
- La formation en classe a été poursuivie avec des jeux de rôles mais sans déclenchement actif en temps réel dans les communautés. Ce qui ne fonctionne tout simplement pas. Ceux qui sont formés n'acquièrent pas la confiance et l'expérience pratique qui sont essentielles.
- La formation en cascade ponctuelle (formation des formateurs de formateurs) sans encadrement et soutien de suivi pratique dans les communautés, laissant à ceux qui sont formés d'essayer d'introduire l'ATPC tous seuls.

3. Trouver de bons formateurs et animateurs et les libérer pour être engagés à plein temps.

Les bons formateurs et animateurs sont d'habitude, et peut-être ont toujours été, la plus grande contrainte au passage de l'ATPC à l'échelle avec qualité. Dans la plupart, sinon tous les pays ils constituent une ressource nationale très rare et absolument essentielle. Cette situation et ses implications ont rarement été bien reconnues et suivies. Parmi les défis :

- Trouver et engager de bons animateurs ATPC sur lesquels on peut compter pour une formation ATPC de qualité ou des activités de mise en œuvre. Les plus capables sont souvent ceux qui ont d'autres, plus lourdes responsabilités. Quelques employés déjà formés comme animateurs ATPC, retournent à leurs postes et sont chargés d'autres devoirs non-liés à l'ATPC, ou sont surchargés d'autres tâches.
- Un manque de personnel, de pigistes et d'agences capables de très bonne formation de formateurs (L'Inde, par exemple, n'a que trois ou quatre organisations reconnues comme compétentes dans la formation pratique de l'ATPC, ce qui a vraiment ralenti la propagation de l'ATPC.

4. Le déclenchement avec suivi immédiat et adéquat.

Ca, c'est est une question super-importante qui nécessite une attention continuelle.

- Une erreur commune, c'est la concentration sur le déclenchement sans suivi adéquat, qui se révèle rapidement pendant la surveillance. La proportion de communautés déclenchées aux communautés certifiées à l'état FDAL est globalement faible- souvent vers les 25-40 pour cent. Cela reflète d'une part le décalage à passer à l'échelle. D'autre part ça révèle un déclenchement de faible qualité. Mais peut être le plus significatif c'est le manque de suivi approprié après le déclenchement. Les cas sont moins rares quand il n'y a eu aucun suivi du tout.
- L'expérience du SNV au Kenya (voir le tableau ci-dessous) montre que suivant un déclenchement réussi, l'état FDAL nécessite un suivi et une interaction avec la communauté. Le graphique

montre la situation typique dans l'un des districts du Kenya. (Source : Chiranjibi Tiwari (ctiwari@snvworld.org))

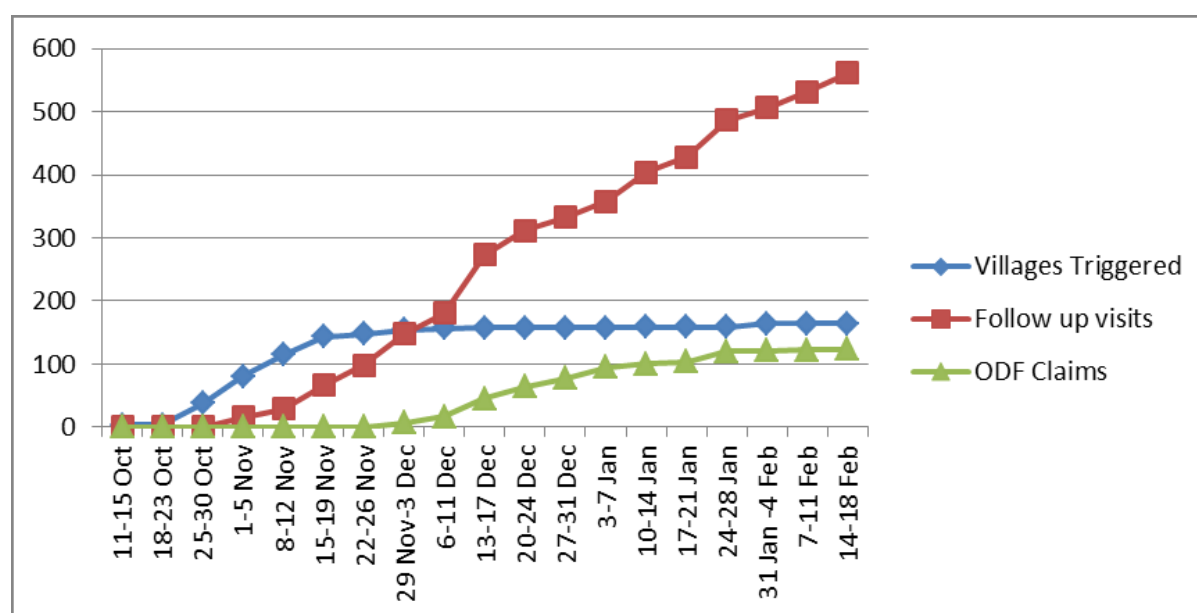


Tableau 1: déclenchement, visites de suivi et déclarations de FDAL dans le district de Siaya (triggered= déclenché, follow up=suivi, ODF claims= prétentions d'être à l'état FDAL)

Cela indique la réelle signification que peuvent avoir des visites de suivi en comblant l'écart entre le déclenchement et la prétention d'être à l'état FDAL. Chaque fois que l'écart est large, faudra sonner l'alarme. Des écarts importants sont survenus a différents moments au Malawi, au Nigeria et dans d'autres pays. En Sierra Leone, le bulletin trimestriel de l'UNICEF rend compte de nombres déclenchés et nombres certifiés par l'ONG et le district, ce qui donne un premier avertissement lorsque des mesures correctives peuvent être nécessaires. En Erythrée, quand l'écart est devenu trop grand, le gouvernement a stoppé des nouveaux déclenchements afin que le personnel et d'autres ressources puissent être concentrés sur le suivi et l'atteinte de la FDAL dans les communautés déjà déclenchés ; seulement après, le déclenchement pouvait-il être repris.

Expériences et idées

Indonésie : recherche-action sur les pré-conditions pour atteindre et maintenir les communautés à l'état FDAL.

La recherche-action avec 80 communautés en Java Est, Indonésie, qui avait connu des initiatives d'Assainissement Total et de Marketing d'Assainissement (ATMA) pendant 2007-2010 révèle que :

- *Les communautés qui sont devenues FDAL rapidement, ont maintenu leur statut FDAL beaucoup mieux que celles qui ont mis plus longtemps.* 95 pour cent de celles qui sont devenues FDAL dans les deux mois sont restes FDAL de 4-28 mois après la vérification.
- *Des résultats FDAL qui se matérialisent tard, de nombreux mois après le déclenchement, devraient être soumis à une vérification intensive et à des réévaluations périodiques.* Seulement 80 pour cent des communautés qui sont devenues FDAL tard sont restées FDAL. Parce que les sanctions contre la défécation à l'air libre ont rarement été appliquées dans ces communautés, la vraie proportion restée FDAL pourrait être encore plus faible.
- *Le changement de comportement de l'assainissement est dur à déclencher dans les communautés sur les rives et fronts de mer, et des stratégies spéciales doivent être*

développées pour elles. En outre, des stratégies de communication sur le changement des comportements, doivent viser ceux qui partagent les latrines différemment que ceux qui chient à l'air libre, vu que les motivations sous-jacentes sont assez différentes.

- *Le déclenchement ATPC de mauvaise qualité était invariablement associé avec le manque de réalisation de l'état FDAL.* Cependant, le déclenchement ATPC de bonne qualité à lui seul ne garantissait pas des résultats de la FDAL.
- *A condition que le déclenchement ATPC était d'une qualité suffisante, le progrès vers la réalisation et la durabilité de l'ATPC a été accélérée par :*
 - Le capital social de la communauté et l'implication du leadership dans le processus de changement qui ont assuré le suivi du post-déclenchement, l'action d'entraide collective et le suivi.
 - La disponibilité et l'abordabilité locale d'attributs de latrines désirées par des consommateurs (pauvre, riches et ménages moyens).
 - L'absence de subventions fournies de l'extérieur à quelques ménages.
 - La surveillance de progrès post-déclenchement et le suivi par des agences externes en collaboration avec des communautés.

Source : Mukherjee, Nilanjana, Robiarto, Amin, Saputra, Effentrif et Wartono, Djoko (2011) . la réalisation et la durabilité de communautés FDAL : apprendre des communautés de Java Est. Note de recherche du programme d'assainissement et d'eau. Rapport complet au www.wsp.org/scalingupsanitation

Alors que de nombreux facteurs influent sur la vitesse à parvenir à l'état FDAL, le fait que la FDAL était le plus durable dans les communautés qui l'atteignaient dans les deux mois renforce l'argument pour le suivi immédiat à l'action rapide communautaire après le déclenchement.

Ethiopie : le passage à l'échelle par les enseignants et les écoles.

L'Ethiopie a fourni l'exemple du passage de l'ATPC à l'échelle à travers les enseignants et les écoliers. Les écoles, enseignants et élèves ensemble, sont d'abord déclenchées avec l'évaluation de l'école même. Ensuite on montre aux enseignants un vrai déclenchement pratique dans une communauté pour qu'ils puissent voir comment ça se fait. Le jour consacré à l'éducation sanitaire, les élèves convoquent leurs communautés (des unités de développement d'environ 30 ménages normalement) en concurrence pour emmener le maximum de personnes. Deux ou trois unités arrivent ensemble. Les enseignants se divisent en paires, chaque paire déclenchant une telle réunion. Un comité d'éradication de merde est formé pour chaque unité de développement avec six membres dont un adolescent et un élève enfant. Les élèves suivent avec une surveillance hebdomadaire et des rapports à l'école, d'où les rapports passent à l'administrateur local. Une fois formés, les enseignants d'une école se sont montrés capables de déclencher 30-50 unités de développement en un jour. Pilotée à Shebedino Woreda, cette approche est en cours d'extension.

Source : Berhanu Tunisia Berhanu.tunisia@plan-international.org Atnafe.behene@plan-international.org et <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/school-led-total-sanitation-reflections-potential-shebedino-pilot>

S'assurer que le bon personnel assiste aux formations

Le personnel censé faire déclencher et animer l'ATPC devrait assister aux formations ATPC, et seront libres de le faire. Il arrive souvent que les organisations envoient un personnel administratif, pour assister à des ateliers de formation ATPC, bien qu'ils ne jouent aucun rôle conséquent dans le déclenchement de l'ATPC. Ce qui est remarquable gaspillage.

Mali : sélection pratique pour les équipes de formation régionales

Au Mali une équipe de formateurs nationaux organise des formations au niveau régional. Pendant chaque formation ATPC quelque 15 communautés sont déclenchées. Les formateurs nationaux se divisent entre les différents groupes pour superviser le déclenchement. Ils arrivent donc à reconnaître qui sont les « déclencheurs » naturels dans les équipes. On invite ensuite les personnes sélectionnées à créer une équipe de formation régionale, et de passer à former d'autres animateurs. L'équipe nationale continue de les soutenir si nécessaire.

Kenya : Passer à l'Echelle à travers le Personnel de Vulgarisation Sanitaire

Au Kenya, le déclenchement ATPC avait été effectué à travers les structures de ministères concernés, ce qui a servi de bonne pratique, et a amené à bord le personnel de santé publique de vulgarisation et des travailleurs en santé communautaire. Par conséquent une plus large zone géographique a été atteinte, ainsi que les résultats en matière de réalisations de la FDAL. Toutefois, la recherche d'un personnel passionné et dévoué à l'ATPC a été un défi majeur. Dans tous les districts pilotes, une partie seulement du personnel MPHS a été impliquée dans les processus ATPC à temps plein. On a également observé que les processus ATPC ont sombré pendant des campagnes contre le paludisme et la polio puisque le personnel MPHS avait à détourner leur attention à ces priorités concurrentes. Dans la saisie de cette réalité, le MHPS a reflété l'ATPC dans ses plans d'opération annuels (POA) de personnel MPHS, et a recruté un coordinateur ATPC régional à plein temps.

Les Plans de Travail Annuels et les Objectifs Personnels

Le développement de plans de travail annuels et de plans stratégiques de cinq ans avec des objectifs clairement énoncés pour les ministères de ligne a également contribué à intensifier le déclenchement dans quelques comtés au Kenya. De tels plans marchent lorsque les ressources nécessaires- humaines, financières et matérielles- sont acquises pour soutenir la mise en œuvre. Cela se lie avec les contrats de performance pour les fonctionnaires de vulgarisation publique, les obligeant à déclencher un certain nombre de villages et de suivre jusqu'à ce qu'ils atteignent l'état FDAL- ce qui a contribué à la fois à les responsabiliser et à la réussite de l'ATPC.

Mobiliser et sensibiliser les différents types de leaders

Les chefs de communauté et des personnes influentes comme des leaders religieux, des propriétaires, des dirigeants d'organisations à base communautaire (OBC) et des politiciens locaux devraient être sensibilisés et encouragés à soutenir les leaders naturels dans leur travail. Là où il y a des partis politiques, l'ATPC a servi de forum commun où les politiciens peuvent travailler ensemble. La bonne volonté et l'appui passionné de tous les leaders locaux peuvent être essentiels à la réussite de l'ATPC.

La Zambie et le Malawi

En Zambie, le chef Macha à Choma a démontré comment un leadership local puissant, ainsi qu'une campagne intensive, peuvent beaucoup accomplir dans un temps court. Il a cherché à inspirer d'autres chefs de faire ainsi. De la même manière, le Malawi pilote le passage à l'échelle du déclenchement en travaillant dans les structures décentralisées- nommées AT- qu'on trouve dans les districts, pour déclencher et soutenir leurs régions traditionnelles correspondantes à atteindre l'état FDAL.

Ethiopie : les Comités d'Eradication de Merde (CEM) et les Associations d'Affaires

Une autre expérience de l'Ethiopie, concerne la formation de CEM qui organise des réunions hebdomadaires de leaders religieux, de leaders OBC, et d'hommes politiques au niveau du village. Ceux-ci connectent avec des réseaux de LN mis en place aux niveaux d'association paysanne, du district et de la zone. Cela correspond également avec et soutient un réseau pour établir des associations d'affaires qui, à leur tour, favorisent et évaluent les demandes ménagères pour produits

sanitaires en fonction de leur pouvoir d'achat. Le produit demandé peut ensuite être fourni aux ménages par les membres du réseau enracinés dans chaque village.

Reconnaître le potentiel versatile des enfants

Le rôle important que joue l'enfant dans les processus ATPC a été reconnu dès les premiers jours de l'ATPC (voir par exemple le manuel page 50-53). Il est généralement bon qu'ils soient déclenchés séparément, au même moment que les adultes, puis de présenter aux adultes. Leur part dans le suivi et la surveillance de la DAL est bien connue. Les écoles et les enseignants influencent le comportement des parents et leur prise de décision à travers leurs élèves. Lorsque les écoles sont déclenchées, les enfants peuvent se porter volontaires pour jouer un rôle actif dans la communauté. L'enfant peut devenir un leader naturel. Au delà de tout cela, et contrairement aux idées qu'ont beaucoup d'adultes par rapport à ce dont les enfants sont capables, les enfants en Sierra Leone poursuivent eux-mêmes le déclenchement d'adultes, en adaptant et en sélectionnant des parties de la routine du déclenchement, puis le suivi. En déclenchant, au lieu de la marche du transect, ils apportent la merde à la communauté, puis utilisent beaucoup d'humour avec des blagues locales. Ils utilisent également le théâtre et les sketches. Source : Ramatu Jalloh, UNICEF Sierra Leone.

Passer à l'échelle à travers les Leaders Naturels

On a longtemps rêvé que les leaders naturels puissent convertir l'ATPC en mouvement d'auto-propagation, mais ça ne s'est pas encore réalisé. Il y a eu de nombreux cas où les leaders naturels ont déclenché et encouragé d'autres communautés voisines mais ils n'ont rarement, voire jamais, continué très longtemps. Il y a eu des interventions pour fournir les LN avec des contacts et de poster leurs photos, noms et coordonnées sur l'internet. Cependant, même avec cela, il se peut qu'ils n'aient pu encore vraiment décoller. Une grande convention de LN au Pakistan a suscité l'enthousiasme et l'énergie mais n'a pas conduit à un système généralisé et durable d'appui. En même temps, grâce à leur admissibilité dans les communautés, les LN devraient être des acteurs significatifs à passer l'ATPC à l'échelle avec qualité. Cette zone appelle à une avancée décisive. Cela est plus important que jamais dans les pays comme le Malawi, la Zambie, le Ghana et le Kenya qui se sont fixé des objectifs ambitieux à pleinement atteindre l'état FDAL dans les zones rurales.

Les enjeux et les contraintes se sont montres nombreux, y compris :

- Généralement, les LN ont beaucoup d'autres exigences
- On n'a pas complètement compris pourquoi à ce jour, ni les ONG ni les gouvernements n'ont réussi à soutenir les LN dans leurs initiatives indépendantes. Cela mérite la réflexion et l'analyse.
- Si il y a rémunération, elle doit couvrir le suivi et non seulement le déclenchement.
- Le nombre de LN capables à consacrer beaucoup de temps à déclencher et à suivre a été jusqu'alors faible.
- Il y a eu des situations où certains des LN ont été reconnus pour leurs exploits, en étant emmenés sur des visites d'exposition et à des conférences pour partager leurs expériences. Cependant, ça a parfois créé un ressentiment de la part d'autres membres de la communauté qui sont sentis exclus. Ceux-ci ont parfois recouru au sabotage des activités de l'ATPC dans leurs villages ou communautés.
- Des taux élevés d'abandon parmi les LN à cause d'aspirations non-assouvies et du challenge de maintenir la motivation.
- La formation adaptée aux LN est à ses débuts et doit être évoluée de manière participative avec leur apport créatif.
- Le gouvernement et le personnel ONG peuvent avoir besoin de développer leurs propres capacités pour favoriser, ou avec les LN, co-animer des ateliers pour faire évoluer des approches et des méthodes appropriées.

Les éléments suivants constituent quelques unes des bonnes pratiques pouvant assister à l'intensification du déclenchement, de la formation et du travail avec des LN. La Sierra Leone a fait des progrès : un manuel de formation pour LN a été élaboré pour affiner leurs compétences de facilitation et de déclenchement ; et les LN se font reconnaître en étant approvisionnés de vélos, de casquettes et de t-shirts. Au Nigeria, les LN participent également à la promotion de l'assainissement et de l'hygiène, par exemple dans le lavage des mains. Ils sont également intégrés dans les comités WASH avec responsabilité particulière pour l'ATPC, et rapportent sur le progrès de leurs villages respectifs sur le statut de la FDAL.

Recommandations/idées pour les Leaders Naturels

- Faire de l'identification des LN qui sont capables de propager l'ATPC une priorité dans les premières étapes du déclenchement et du suivi.
- Renforcer leurs capacités et leur confiance par une formation et une pratique adaptées.
- Se faire des relations et partager des matériaux pertinents comme le guide Sierra Leone pour LN.
- Encourager les LN dans l'essai d'approches différentes et dans le partage des expériences.
 - Les contrats avec différents types de rémunération ou de récompense (tarifs journaliers, les primes pour les communautés qu'on peut certifier FDAL de manière crédible, la fourniture de vélos etc.)
 - Les études sur le terrain pour évaluer de telles approches et expériences, si possible avec des comparaisons transnationales.
 - Des ateliers de participation de LN pour réfléchir et élaborer des stratégies.
 - Initier et faciliter des réseaux de LN pour l'entraide, l'apprentissage et le progrès.
 - Organiser un ou plusieurs ateliers à l'échelle nationale et internationale, impliquant les LN, pour réfléchir sur l'expérience et pour planifier les voies à suivre afin d'amplifier leur impact et de déclencher un mouvement plutôt d'auto-propagation. On peut également les soutenir à créer des forums de réseau où ils peuvent apprendre de leurs expériences mutuelles concernant les défis, les réussites et les opportunités façonnés pour étendre l'ATPC.

Recommandations/idées- général

Examiner les expériences et les idées ci-dessus pour évaluer leur pertinence pratique et l'application possible.

Là où les gouvernements ne se sont pas pleinement engagés avec l'ATPC, s'engager auprès d'acteurs-clés et les inviter à témoigner d'un déclenchement sur le terrain.

Convoquer des ateliers d'acteurs de l'assainissement pour examiner la capacité de chaque intervenant à contribuer à l'ATPC, de combler les lacunes significatives, et de créer un esprit d'équipe ainsi que le sens du but commun de passer à l'échelle.

- S'assurer que
 - a. Les formateurs-clés ont une expérience de communautés déclenchées passant à l'état FDAL.
 - b. Toute formation comprend des exercices pratiques en temps réel dans les communautés.
 - c. De nouveaux formateurs et animateurs peuvent commencer sans délai après leur propre formation, sont également encadrés et soutenus.
- Sélectionner pour la formation des personnes qui, si convenables et enthousiastes, auront de bonnes chances à pouvoir travailler à plein temps ou pour une grande partie du temps en tant que formateurs ou animateurs. Trouver des moyens d'identifier ceux qui ont « compris » et tenter vigoureusement de les libérer afin qu'ils puissent travailler à plein temps.

- Construire et soutenir des équipes de formateurs et d'animateurs à de différents niveaux.
- Concentrer des ressources et l'attention sur le soutien du suivi et de l'encouragement de communautés et d'émergents LN après le déclenchement, et viser à la réalisation précoce de la FDAL.
- Chercher et piloter des innovations, et partager les expériences.

Sources et contacts de suivi des contributeurs :

Philip Otieno (philip.otieno@plan-international.org)
 Chiranjibi Tiwari (ctiwari@snvworld.org)
 Berhanu Tunsisa (berhanu.tunsisa@plan-international.org)
 Atnafe Behene (Atnafe.behene@plan-international.org)
 Syed Shah Nasir Khisro (sskhisro@gmail.com)
 Jane Bevan (jbevan@unicef.org)
 Nilanjana Mukherjee (bubul44@gmail.com)
 Vinod K. Mishra (vinodmishra2810@gmail.com)
 Ada Oko-Williams (AdaOko-williams@wateraid.org)
 Modibo Diallo (modibo57@yahoo.fr) jollyannmaulit@ewb.ca)
 Giverson Zulu (giveson@gmail.com)

Resources utiles disponibles à www.communityledtotalsanitation.org

Kamal Kar avec Robert Chambers (2008) Handbook on community-led Total Sanitation.
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation>
 IDS et Plan International
 Kamal Kar (2010) Facilitating « Hands On » Training Workshops for CLTS: A Trainer's Training guide
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/facilitating-hands-training-workshops-clts-trainers-training-guide>
 Déclaration de Lusaka
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/lusaka-déclaration>
 Consensus de Bamako
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/bamako-consensusle-consensus-de-bamako-pour-latpc>
 Samuel Musyoki & Robert Chambers (juillet 2011) Going to Scale: what works
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/going-scale-what-works>
 Sierra Leone guide des Leaders Naturels:
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/clts-training-manual-natural-leaders>
 Ouganda manuel de formation des formateurs
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/training-trainer-s-manual-uganda>
 et Guide de formation des animateurs
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/training-guide-clts-facilitators-uganda>

Introduction

La vérification est un processus pour évaluer l'état d'hygiène et de la FDAL d'une communauté. La certification est la reconnaissance officielle de l'atteinte de la FDAL et d'autres conditions nécessaires. La vérification et la certification peuvent avoir lieu en même temps, ou elles peuvent être séparées et entreprises à différents moments. Elles peuvent être menées par les mêmes personnes ou la même agence, ou bien même par des personnes et agences différentes. Il y a également une grande variété de pratiques dans les processus de vérification et de certification dans différents pays et souvent à l'intérieur du pays. Par conséquent il existe l'expérience d'un éventail d'options concernant le vérifieur, les critères de la vérification, et le processus.

Cette note énumère les défis et les opportunités de passer à l'échelle avec qualité, présente également des expériences contrastées et des idées tirées de pratiques dans six pays, concluant avec des recommandations/idées, sources supplémentaires d'information et une annexe sur l'Inde.

Les Défis et les Opportunités

Passer à l'échelle avec vérification pose de nombreux défis :

- Identifier et normaliser les bonnes pratiques pour l'application régulière à l'échelle.
- Reconnaître que les bonnes pratiques de vérification varient dans le contexte de pays différents, par exemple de la manière dont la FDAL et l'assainissement amélioré sont définis dans le programme ou dans le pays.
- Déterminer qui devrait effectuer les vérifications. Cela constitue une partie à la crédibilité du processus et devient plus important lorsque les programmes s'étendent.
- Faire du processus de vérification une expérience positive pour les communautés, afin qu'elles apprennent, soient habilitées et améliorent leurs pratiques.
- S'assurer que la vérification et la certification peuvent rester au contact des prétentions communautaires d'être à l'état FDAL sans temps d'attente excessif.
- Maintenir les normes de vérification à des niveaux qui ne sont ni si strictes que presque tous échouent, ni si laxistes que presque tous réussissent.
- Gérer le passage à l'échelle tout en encourageant les célébrations de vérification et de certification de la FDAL.
- Assurer des ressources, et la capacité d'effectuer des vérifications de manière opportune et efficace, sur une large échelle parfois en expansion exponentielle. On doit anticiper, faire face à, et planifier pour ce défi, au début des programmes.

Expériences et idées

1. L'Inde

La principale leçon de l'expérience indienne est que si la vérification est laxiste et liée à des récompenses financières ou autres, elle est très vulnérable à de nombreux abus. Cette leçon et les avertissements proviennent de l'expérience indienne avec le Nirmal Gram Puruskar (NGP- voir manuel pp 54-55). Bien que le NGP ne soit pas lié dans la plupart des cas avec l'ATPC, il inclut la vérification de l'état FDAL. Depuis 2004 le schéma NGP donne des prix aux Gram Panchayats (GP)

(entités de gouvernement locales) qui atteignent l'état FDAL et sont non polluantes. Les leaders de GP réussis vont à Delhi pour être honorés par le Président et reçoivent de grandes récompenses financières. Les normes et les processus ont été les mêmes de 2004 à 2008. Leur application a d'abord été très stricte : un GP au district Mandi qui avait fait un grand effort a échoué parce que TOILET avait été peint par erreur sur les portes de deux remises (et ceci malgré le fait que ces remises n'avaient point de pan toilettes) Plus tard, comme les candidats pour la bourse ont multiplié de manière exponentielle dans les milliers à travers l'Inde, la vérification et la certification ont été sous-traitées à des ONG qui à leur tour ont sous-traité à d'autres ONG qui dans certains cas ont encore sous-traité à des personnes pour une fraction de la rémunération d'origine. Il y avait beaucoup de plaintes que les évaluateurs avaient été achetés par les GP. Le résultat a été des faux rapports, décrit par une source bien-informée comme une farce. Puis en 2008 et en 2009, une équipe menée par Vinod Mishra, le directeur de la formation, Key Resource Centre, Nainital, a été commandée pour vérifier dans chaque Etat, le statut de la FDAL des communautés NGP. Ils ont inspecté 1018 demandeurs GP dans six Etats (Jammu et Kashmir, Punjab, Rajasthan, Himachal Pradesh, Kerala et Karnataka) et ont certifié 417 GP et 3 Panyachats de bloc. Cependant, en 2009 le taux de réussite est devenu minime, avec seulement un des 621 demandeurs ayant réussi en Haryana, et aucun en Bihar. Ce taux d'échec élevé a suivi l'adoption par le gouvernement d'un système de vérification en ligne dans lequel des vérificateurs tiers d'ONG ou d'organismes de recherche provenant d'autres Etats sont tenus de rester la nuit dans les communautés. Ils fournissent les données au programme informatique qui détermine ensuite la réussite ou l'échec. Les inspections nécessitent d'être rigoureuses, y compris par exemple d'examiner les ongles d'enfants dans les écoles. On peut dire que l'Inde a été trop stricte au début, puis beaucoup trop laxiste, et maintenant encore très stricte, voire trop stricte. Ce système semble n'inviter que peu de participation communautaire ou d'apprentissage.

Voir www.ddws.mic.in et l'annexe pour plus d'infos. Une compte rendu compréhensif de la procédure se trouve dans WSP Monitoring Systems for Incentive programs : Learning from large scale rural sanitation initiatives in India, Water and Sanitation program, World Bank, November 2010.

Recommandation : le contrôle étroit et la surveillance régulière du processus de vérification lorsque le pays passe à l'échelle.

2. L'Ethiopie

Dans le passé les différentes institutions et organisations ont eu des guides de vérification différents. Le Ministère de la Santé a développé un protocole de vérification qui sera utilisé à travers le pays par tous les acteurs. Un projet de guide préparé par le groupe de travail ATPC au niveau gouvernemental est déjà en usage. Le guide sera finalisé, approuvé et distribué dès la fin de 2011.

La séquence, suivant le projet de guide de vérification est :

- L'auto-vérification du village
- Le kebele (la plus petite unité administrative) vérifie et écrit une lettre demandant la vérification par le district.
- Le district envoie son propre personnel pour vérifier et donner la certification.
- Enfin, la communauté fête son statut de FDAL.

Le protocole de vérification comprend des indicateurs à utiliser par des organismes de vérification aux différents niveaux du village à l'échelle nationale.

Recommandation : le développement de protocoles nationaux de vérification en coordination avec tous les acteurs.

3. L'Indonésie

Les animateurs du gouvernement local organisent des événements de vérification de la FDAL. Les équipes de vérification incorporent le personnel de centres de santé communautaires et de niveau sous-district, ainsi que des représentants d'autres communautés FDAL. Les membres et les animateurs de la communauté sous vérification ne participent pas à la vérification. Un protocole standardisé est utilisé qui :

- Explique les définitions de la FDAL et l'assainissement amélioré/non-amélioré, ainsi que le but et le processus de vérification ;
- Fournit une liste de contrôle d'observation de l'environnement et des installations domestiques, et
- Fournit des questions pour guider les interviews avec les ménages et les chefs de communauté.

En outre, pendant sa visite, l'équipe de vérification vérifie les indicateurs d'engagements communautaires. Ceux-ci comprennent :

- Les règlements du village/sanctions pour vérifier la défécation à l'air libre ;
- L'existence d'un système de suivi impliquant des leaders-clés de communauté, et
- Les installations sanitaires dans les écoles, qui fonctionnent

Les résultats de la vérification FDAL sont immédiatement partagés avec la communauté et si nécessaire, un délai pour la ré-vérification est réglé (expérience du projet ATMA de Java Est).

Recommandation : la vérification peut inclure les engagements communautaires pour maintenir la FDAL.

4. Malawi

Il n'existe encore aucune méthode de vérification standardisée mais le GdM est en train de finaliser une stratégie qui décrit le processus de vérification. Un modèle pour la vérification sera développé par l'unité de coordination nationale et distribué à travers le pays. Le nouveau processus de vérification sera mené conjointement par des chefs de communauté, des représentants de district et des ONG travaillant dans le domaine. En termes d'installations matérielles, les critères de vérification ont deux niveaux :

- Niveau 1 : FDAL : Chaque ménage utilise une latrine en prive, il n'y a pas de caca dans la brousse (100% couverture de latrines, le partage est acceptable)
- Niveau 2 : FDAL ++ : chaque ménage a une latrine avec couvercle et installation de lavage des mains (100% couverture, le partage est acceptable) ; chaque institution religieuse, marche et centres de santé dans le secteur ont des latrines avec couvercle et une installation pour se laver les mains (100% couverture)

Recommandation : le processus de vérification peut inclure des différentes étapes de la FDAL.

5. Pakistan

Un comité de vérification composé de trois membres est constitué d'un chef de communauté, d'une agence de facilitation et d'un candidat du gouvernement local. Le comité organise des réunions avec des acteurs au niveau de la communauté et avec des institutions communautaires, et vérifie

physiquement l'éradication de la DAL. Il examine les rues et les espaces ouverts et visite au hasard quelques ménages pour vérifier si les installations existent et sont correctement utilisés. La certification FDAL est délivrée par le gouvernement local. Elle expire au bout de six mois quand la même équipe visite encore pour déterminer si la communauté est toujours à l'état FDAL.

Recommandation : le statut de FDAL peut être limité dans le temps et soumis à la ré-certification.

6. Le Kenya

Pour son programme ambitieux d'atteindre un Kenya rural à l'état FDAL des 2013, le gouvernement du Kenya et ses partenaires ont produit *A Practitioners Guide for ODF certification in Kenya*. Ce guide comprend la formation d'énumérateurs, à inclure le lavage des mains, la chaîne d'eau potable, l'hygiène alimentaire, et l'hygiène et l'assainissement de l'environnement domestique. Les premières grandes vérifications ont été effectuées par l'ONG KWAHO en Nyanza dans les provinces de l'Ouest. Des 349 villages prétendant être à l'état FDAL, 162 ou 48 pour cent ont été trouvés FDAL et 187 ou 54 pour cent non-FDAL. Les critères de vérification comprennent la couverture de latrines, le lavage des mains et la couverture des égouttoirs.

Le processus de vérification au Kenya

La certification tiers doit vérifier et certifier que :

Tous les ménages ont des latrines qui fonctionnent

Il y a des sentiers menant aux latrines pour confirmer l'usage

Les évaluateurs visitent physiquement les latrines pour établir l'usage

Les évaluateurs visitent des endroits antérieurs DAL comme la brousse, les champs ouverts, des plantations de maïs, derrière les maisons etc.

Tenir des discussions avec des enfants pour vérifier l'information fournie par les adultes. Stopper également au hasard des enfants en route et leur demander où ils chient.

Utiliser les odeurs comme guide aux endroits où l'odeur est mauvaise pour établir ce qui se passe.

Les points d'eau sont souvent des sites pour la DAL. Rendre visite aux sources d'eau communautaires dans le village telles les sources, ruisseaux, rivières, forages etc. et certifier qu'elles soient à l'état FDAL.

(KWAHO 2011 :6)

Le processus de vérification a une orientation positive pour la communauté, même si elle n'est pas à l'état FDAL. Une injonction pour les évaluateurs était de 'Ne pas être chien de chasse mais chien de garde'. Le KWAHO a écrit 'l'aspect le plus important de l'exercice de certification était d'encourager et de célébrer les progrès de l'assainissement et les innovations atteints par différentes communautés. Même quand la communauté n'avait pas atteint l'état FDAL nous avons mandat à encourager les leaders naturels, les équipes ATPC, vers l'atteinte du statut FDAL. L'approche avait également incorporé une enquête appréciative dans la voie du progrès pour les communautés qui n'avaient pas atteint le statut FDAL.' (KWAHO 2011 :7)

Recommandation : faire de la vérification une expérience positive et encourageante pour la communauté même si elle s'avère ne pas être encore à l'état FDAL.

7. Côte d'Ivoire



Inspection de Latrines dans la communauté Sileoule, Bouaké.

Il y a deux grandes régions en Côte d'Ivoire où l'ATPC se déploie actuellement- Bouaké et Tiassalé. Des missions d'échange de vérification sont organisées d'avance entre les deux. Ces missions peuvent durer de quelques jours à une semaine, et les équipes comprennent des membres du gouvernement, des ONG, des autorités locales et des représentants de communauté. Les critères sont très claires et les équipes d'évaluation prennent le rôle très au sérieux. A la fin de chaque journée, une séance de compte rendu est tenue pour comparer leurs notes et de faire des recommandations, et les dates sont fixées pour quelconques ré-vérifications nécessaires.

Après les recommandations finales des équipes, des célébrations sont organisées pour féliciter les communautés qui ont réussi. Cette pratique interrégionale est non seulement plus objective que l'utilisation d'équipes purement locales, mais s'est également avérée très utile pour l'interpénétration et l'échange de pratiques et d'idées.

Recommandation : inclure les pratiquants ATPC d'autres régions dans le processus de vérification.

Les indicateurs et le processus pour la vérification

Une option de vérification est de demander aux communautés de suggérer leurs propres indicateurs et d'effectuer leurs propres vérifications. Cela peut correspondre, avant qu'elles ne se mettent en avant pour une vérification externe.

Les indicateurs varient assez largement entre les pays et les organisations. Toutefois, quelques uns sont très fréquents sinon universels :

- Chacun dans la communauté a l'accès à l'élimination sanitaire des matières fécales. La couverture des latrines est évaluée, en gardant à l'esprit que la communauté peut être à l'état FDAL à travers le partage.
- Les latrines ont des couvercles.
- Les latrines sont utilisées (il y a des sentiers de latrines, d'autres indicateurs)
- Il n'existe aucune zone de DAL, ni aucune preuve de DAL.
- Les installations pour le lavage des mains avec du savon ou des cendres sont présentes et utilisées.
- L'élimination sans danger des matières fécales de jeunes enfants.
- L'Assainissement scolaire satisfaisant et les installations pour lavage des mains, séparées pour les filles et les garçons.

D'autres critères qui ne sont pas universels, ou sont secondaires, comprennent :

- La propreté des latrines
- Les égouttoirs
- La propreté de l'eau des ménages
- La propreté de l'environnement- l'élimination des déchets solides ; le compostage ; le drainage de liquide ; le puits perdu ; la propreté générale des rues
- Les latrines pour passants et/ou travailleurs migrants
- La distance des puits pour éviter la pollution des eaux souterraines
- Les latrines dans les marches, les espaces publics, les buildings gouvernementaux, les centres de transport... et elles sont maintenues propres.

Les directives de vérification du Ghana (liste de contrôle pour la vérification et la certification de la FDAL communautaire, 2010) comprennent une seconde étape après la FDAL dite « Communauté propre modèle » où les critères suivants s'appliquent :

- Au moins 90 pour cent de toutes les maisons de la communauté devrait avoir une meilleure latrine.
- Une augmentation dans la pratique de lavage des mains (prouvée par les installations de lavage des mains avec du savon ou autre agent) près des toilettes, dans des institutions comme les écoles et des postes de santé.
- Une amélioration dans l'assainissement général de l'environnement (prouvée par le maintien de sites de dépôt d'ordures, la gestion des eaux usées, le nettoyage des buissons, l'absence des crottes d'animaux et les allées propres) dans la communauté.
- Les preuves que les premières latrines rudimentaires sont à gravir les échelons de l'assainissement.

Un bon processus comprend souvent :

- La vérification par un troisième parti
- La visite comme surpris non-déclarée
- Des transects et des inspections visuelles
- Des visites de ménages et des discussions (souvent au hasard, un pourcentage du total)
- Des discussions avec des enfants, des personnes âgées également
- Une attitude positive et appréciative, même quand la communauté ne se qualifie pas, s'orienter vers l'avenir et renforcer les actions à atteindre ou maintenir l'état FDAL
- Le suivi subséquent conduisant à la ré-vérification et/ou à la célébration

Recommandations/idées

En tirant des expériences et des approches ci-dessus, et d'autres sources, nos recommandations et idées sont les suivantes :

- Planifier à l'avance en anticipant la nécessité de passer à l'échelle avec vérification. Eviter la situation d'un pays où il y avait à un moment 200 communautés d'attente, et seulement 20 qui avaient été vérifiées. Identifier qui ou quelles organisations seront capables de traiter les demandes rapidement croissantes pour la vérification.
- S'assurer que les ressources seront suffisantes. Les fonds nécessaires à la vérification à l'échelle seront importants et devront être budgétisés bien à l'avance, en particulier quand un programme est ambitieux et en pleine expansion.

- Préférer les vérificateurs tiers. Ceux qui ont des intérêts dans les résultats positifs ne devraient pas être impliqués. On devrait récompenser les vérificateurs pour la rigueur impartiale. Le choix des participants présente beaucoup d'options y compris : leaders naturels et d'autres de communautés voisines, des ONG d'autres endroits, les travailleurs sanitaires locaux, et d'autres fonctionnaires ou bénévoles. La vérification de devrait pas être sous-traitée.
- Former et suivre les personnes dans les organisations tiers de vérification. S'assurer que l'ATPC leur est familier.
- Encourager la participation de la communauté dans le cadre d'un processus d'apprentissage. Que ce soit un échec ou une réussite, faire de la vérification une expérience positive, en se tournant vers un avenir de fierté et du respect de soi, de durabilité et/ou de réalisations. Avec la participation et la transparence dans la vérification, une communauté non-FDAL apprendra comment atteindre le statut de la FDAL et pourrait être motivée de le faire bientôt. Les résultats de la vérification peuvent être partagés dans des réunions ouvertes, en prenant soin de ne pas humilier.
- Ne pas traiter l'acte de vérification comme exceptionnel mais faisant partie d'un processus continu. Au Pakistan et dans d'autres pays, une équipe de vérification revisite la communauté après un certain temps, peut être six mois. Au Kenya, on revisite pour confirmer le statut de la FDAL avant la célébration. Certains protocoles nationaux comprennent différents niveaux de la FDAL (par exemple le Ghana, le Malawi).
- Examiner les taux très élevés de réussite (disons plus que 70 pour cent) ou les taux très élevés d'échec (encore, plus que 70 pour cent). Avec les échecs élevés, envisager d'arrêter le déclenchement et concentrer sur le suivi post-déclenchement. Avec les réussites, poser des questions à propos de la viabilité des critères et de leur application.
- Utiliser les célébrations après la vérification pour renforcer la fierté et la confiance communautaires, et pour encourager d'autres. Les fonctionnaires du gouvernement, les politiciens, les leaders locaux et d'autres acteurs devraient être invités, et les leaders naturels honorés. Reportages de presse et de télévision, selon les exigences. Les mâcons et d'autres peuvent profiter de l'occasion, menant à gravir les échelons de l'assainissement vers la durabilité.
- Reconnaître qu'en passant à l'échelle, les communautés peuvent plus avoir à organiser leurs propres célébrations avec moins de participation externe. Dans la mesure du possible, fournir l'encouragement et le soutien.

Sources:

WSP 2010 Monitoring Systems for Incentive Programs : Learning from large-scale rural sanitation initiatives in India, Water and Sanitation program, World Bank, novembre.

Mukherjee, Nilanjana, Wartono, Djoko and Robiarto, Amin. 2011. Managing the flow of Monitoring Information to Improve Rural Sanitation in East Java. Water and Sanitation Program KWAHO 2011 ODF Third Party Vérification: Nyanza and Western Provinces, Kenya Water for Health Organisation and GOK-Unicef WASH Program

GOK/UNICEF/KWAHO/IN TOUCH A Practitioner's Guide for ODF Certification in Kenya.

Kar, Kamal with Robert Chambers 2008 Handbook on Community-Led Total Sanitation pp.54-5.

Chambers, Robert 2009 Going to Scale with community-Led Total Sanitation: Reflections on Expérience, Issues and Ways Forward, Practice Paper Number 1, IDS Sussex, pp 28-30.

Annexe 1: la vérification NGP et la certification en Inde.

La vérification peut aller du haut vers le bas dans ses approches ciblées. La vérification NGP en Inde a suscité des faux rapports parce que tous les cadres de district veulent être en mesure de rendre compte de réussites.

Le gouvernement de l'Inde conduit la vérification de la FDAL depuis 2004 et fournit les prix Nirmal Gram Pruskar (NGP) par le Président de l'Inde à des villages qualifiés. Tout Gram panchayat, Bloc Panchayat ou panchayat de district qui répond aux critères peut faire une demande pour ce prix. Une équipe NGP composée de 15 membres du Gouvernement d'Inde sélectionne les agences de vérification à niveau national et leur donne la responsabilité pour la vérification du statut de la FDAL.

De 2004 à 2009, les agences de vérification étaient également les agences de recommandation. En 2008, le gouvernement a commencé une vérification croisée par un tiers, de 10% de panchayats recommandés, puis en 2009 l'a fait à 100%.

De 2004 à 2009, le format du sondage comprenait quatre sections : Profil du Village, Communauté Centrée sur la Discussion de Groupe, des Installations d'Assainissement d'Ecoles et d'Aganwadi (garderie), Gestion des Déchets solides et liquides et Propreté Générale.

Des changements significatifs, réalistes et utiles sont survenus dans le processus et les indicateurs en 2010 (voir www.ddws.nic.in). Les agences de vérification qui effectuent le sondage sont maintenant séparées de l'agence de recommandation. Toute agence de vérification envoie trois personnes (deux enquêteurs et un chef d'équipe) à chaque gram panchayat (GP) où ils passent 24 heures. Le Gd'I (Gouvernement de l'Inde) a créé cinq formats différents pour les sondages :

- Information générale sur les GP- les revenus de villages et d'habitations, et la discussion avec les membres du panchayat, les enseignants, les membres aganwadi....
- Enquête-ménage – si les ménages comptent moins de 500 alors l'enquêteur doit rendre visite à 50 ménages, et si les ménages en comptent plus, l'enquêteur doit visiter 100 ménages pour la vérification à domicile.
- L'Enquête sur l'école est très descriptive, et comprend nombre d'étudiants, de salles de classe, et d'installations sanitaires pour garçons et filles, la disponibilité d'enseignants etc. les enquêteurs font un rapport individuel pour chaque école.
- L'enquête Aganwadi est également très descriptive, et comprend nombre d'enfants, de salles de classe, et d'installations sanitaires pour garçons et filles, la disponibilité d'enseignants etc. Les enquêteurs font un rapport distinct pour chaque aganwadi.
- La gestion des déchets solides et liquides et la propreté générale.
- Les preuves photographiques que les enquêteurs ont été dans la communauté, prend la forme d'une photo d'eux en présence d'un chef de communauté, montrant également quelques points de repère.

Après l'enquête, l'agence d'enquête remplit la saisie en ligne. Le Gd'I a développé un logiciel pour l'identification de ceux qualifiés à recevoir le NGP. En cas d'échec, les Etats ont trois semaines pour faire appel avec preuve. Si le Gd'I se trouve satisfait de l'appel, une seconde équipe d'enquête rend visite au GP pour vérifier les faits.

Le nouveau processus est plus stricte et plus impartial, bien que vulnérable aux abus en raison des grandes récompenses monétaires qui suivent la certification. De nombreux Etats ont toujours un grand nombre de prix NGP pour les GP qui ne sont réellement à l'état FDAL. Il n y a pas de participation communautaire ni d'habilitation dans le processus de vérification.

Source : édité de l'Annexe 3 de la vérification NGP partage par Vinod Mishra, directeur, Formations, KRC, Naintal, dans « Knowledge Links, *Mapping CLTS in india : terrain and trajectory* », juin 2011 sur le site CLTS.

Introduction

Cette section concerne les agences de financement (en particulier les banques et les donateurs)⁶, les gouvernements, et les ONG, auxquels ils fournissent un financement pour l'assainissement rural à l'échelle. L'accent est principalement sur l'Afrique où le financement est parfois encore lié aux subventions de matériel des ménages ruraux, pleinement ou en partie. L'élément de subvention provient souvent d'une fourniture gratuite de matériel externe sur des technologies prescrites. Il existe, toutefois, des preuves accablantes et largement reconnues, de l'inefficacité et des effets contre-productifs de ces politiques. C'est extrêmement grave car l'ATPC s'avère difficile, voire impossible là où les subventions ont été ou sont fournies. Le challenge pour les gouvernements est de changer leur politique pour éliminer ces subventions et ces strictes prescriptions de technologie, afin de persuader les agences de financement mêmes de changer, et si nécessaire de refuser les fonds là où les agences ne sont pas disposées à changer. Cela s'est déjà produit en Afrique. L'opportunité existe de créer une situation dans laquelle l'ATPC peut passer à l'échelle avec qualité, et pour les banques et les donateurs de fournir des ressources d'une manière qui permet ça soit fait. En même temps, nous reconnaissons le besoin de subventions dans certaines situations, telles que les grands projets d'infrastructure urbaine et des contextes institutionnels comme les écoles.

L'ATPC, sans subventions de matériel de ménage, est déjà soutenu et promu par au moins une douzaine de banques et de donateurs, et par 20 ONG majeures. 13 gouvernements africains: ceux du Cameroun, de l'Erythrée, de l'Éthiopie, du Ghana, de la Guinée Conakry, du Kenya, de Libéria, du Malawi, de la Mauritanie, de Nigeria, de Sierra Leone, de la Gambie et Togo, et ailleurs d'un autre, l'Indonésie, ont adopté l'ATPC comme politique nationale. D'autres soutiennent ou appliquent l'ATPC mais toujours pas comme politique nationale universelle, et plus vont dans cette direction. Plusieurs pays africains visent à atteindre l'état FDAL (fin de défécation à l'air libre dans toutes zones rurales) dans quelques années dans une échelle de temps qui n'a jamais été atteinte nulle part. Le Madagascar a fixé l'an 2018 comme date cible pour l'atteinte de la FDAL dans toutes les communautés rurales, le Malawi 2016, l'Éthiopie, la Mauritanie et la Zambie 2015, le Kenya 2013, et le Rwanda et la région nord du Ghana 2012.

La plupart des pays énumérés ci-dessus ont effectué des changements majeurs dans leurs stratégies d'assainissement national afin de mettre en œuvre l'ATPC. Le changement de politique, suivi par la mise en œuvre dans de nombreux pays qui ont adopté ou se sont orientés vers l'adoption de l'ATPC, ont été facilités et négociés par des groupes inter-agences de coordination nationale, tels que CIC (comité inter-agence de coordination) au Kenya et ses équivalents ailleurs. Impliqués sont les acteurs majeurs, y compris les ministères concernés, les agences de financement et les ONG, et ils fournissent des forums dans lesquels la politique nationale peut être débattue et les accords élaborés.

Expériences, Défis et Idées

⁶ 'Les banques' comprend ici les Institutions de Finance Internationales, qui sont principalement prêteurs, et «les donateurs» signifie les agences multilatérales et bilatérales qui fournissent surtout des subventions. Les agences de financement se réfèrent à toute banque, donateur, OING également, et d'autres qui versent des fonds pour l'assainissement rural.

1. La coordination entre ministères au sein d'un gouvernement

L'un des problèmes récurrents de l'assainissement est qu'il tombe sous l'égide de plusieurs ministères différents. Les différentes orientations de ministères d'un pays peuvent poser des problèmes. Dans beaucoup de pays comme le Tchad, le Ghana et la Zambie, l'assainissement relève de la compétence des ministères de Gouvernement Local et de Développement Rural, de l'Ingénierie de la Santé Publique ou de l'Eau, dont beaucoup ont par leur nature une histoire de construction d'infrastructure plutôt que de changement de comportement collectif. A leurs yeux, ceux qui gagnent en priorité, sont le financement de l'infrastructure au niveau des ménages en forme de latrines subventionnées et le comptage de structures nouvellement édifiées.

En revanche, dans d'autres pays comme l'Ethiopie, l'Indonésie et le Kenya, l'assainissement relève de la compétence des ministères de la Santé et de la Santé Publique. Les professionnels dans ces ministères valorisent souvent l'approche ATPC en raison de ses impacts sur la santé, par exemple, dans les réductions importantes de patients souffrant de diarrhée et de choléra dans les hôpitaux et les cliniques. Dans quelques pays un ministère a préconisé et plaidé pour les subventions pour matériel de ménages tandis qu'un autre s'y oppose et soutient l'ATPC. Malheureusement le premier se voit historiquement susceptible d'être favorisé par les donateurs et prêteurs qui cherchent des voies simples et familières à déboursier de prêts importants ou de subventions. Ceux-ci peuvent également s'avérer séduisants pour des politiciens s'intéressant plus au gain à court terme et aux avantages politiques, qu'aux améliorations durables et à long terme.⁷

Idéalement, un processus participatif serait lancé, où la politique de l'assainissement/développement stratégique comprendrait tous les acteurs concernés (dans l'eau, la santé, le gouvernement local, l'enseignement, les logis etc.) et ferait face également aux défis de la couverture à la fois domestique et institutionnelle, urbaine et rurale. En Tanzanie par exemple, il existe une série de « Protocoles d'Accord » écrits, entre tous les ministères concernés pour définir leurs rôles et responsabilités à l'égard de l'assainissement ; ces PD constituent une partie importante de la politique d'assainissement national nouvellement négociée.

Recommandations/idées

Pour les champions de l'ATPC :

- Permettre aux principaux décideurs politiques de faire l'expérience ATPC pour eux-mêmes sur le terrain, en rendant visite aux communautés de la FDAL, et en les écoutants, et enfin d'assister aux séances de déclenchement.

Pour les gouvernements :

- Reconnaître les problèmes entre ministères. Le cas échéant, organiser des visites a des pays voisins qui ont trouve des solutions. Là où cela n'existe pas, créer un groupe de coordination inter-agence comme le Comité Commun de Coordination Inter-Agence au Kenya ou un groupe de travail national comme en Ethiopie, qui inclut tous les acteurs majeurs y compris les ministères concernés. Ceux-ci peuvent ensuite servir de forum pour la discussion de politique nationale et l'élaboration d'accords conjoints.

⁷ L'Inde présente un cas où des sommes énormes sont versées sans grand effet sur les subventions pour le matériel de ménages individuels, contraignant, voire empêchant l'extension de l'ATPC, pendant que 6% du PIB disparaît à cause du mauvais assainissement.

Pour les banques et les donateurs :

Ne pas verser de fonds pour les subventions aux ménages pour l'achat de matériel, et insister que les prêts et les bourses sont pour les logiciels, le développement des capacités et d'autres frais de la mise en œuvre ATPC.

2. *Les engagements persistants de subventions aux ménages pour l'achat de matériel*

Le soutien des banques et des donateurs à la subvention des ménages pour le matériel dans les pays africains perdure encore sous trois formes :

- a. Les projets approuvés plus tôt, avant que les gouvernements n'aient adopté l'ATPC comme politique, et qui sont appliqués dans des zones spécifiques d'un pays.
- b. Les projets en voie de réalisation où on prépare de nouveaux projets pour l'extension et/ou la multiplication du projet.
- c. Les projets où les stades préparatifs de base sont achevés, avec l'autorisation en cours.

Recommandations/idées

Nous recommandons que les Gouvernements, les banques, les donateurs et d'autres bailleurs de fonds identifient ces situations et se montrent vigilants et décisifs dans leur intervention ; celle-ci aussi opportune que possible, de façon à prévenir ou renverser de tels engagements à la subvention aux ménages pour le matériel, en tenant compte de la difficulté de changer de politique et de pratique une fois définies et approuvées. L'idéal serait que ce dialogue soit convoqué et animé entre les gouvernements africains du même avis qui ont adopté l'ATPC comme politique.

Le dialogue pourrait par ailleurs considérer comment convertir les budgets pour le matériel dans de tels projets, en soutien logiciel à personnel intensif, tel la formation à grande échelle d'animateurs et de personnel de vulgarisation du gouvernement, en renforçant la capacité des Leaders Naturels, et la mise en œuvre des programmes ATPC. On pourrait présenter aux agences de financement des exemples tels le projet « WSLIC2 » en Indonésie, qui s'est converti en mi-chemin, d'une approche peu performante de fonds renouvelables pour matériels, à l'ATPC non-subventionné.⁸

3. *La planification de l'investissement*

Là où les banques ou bailleurs de fonds financent la préparation de plans d'investissement de l'assainissement et de l'hygiène, il devrait idéalement y en avoir une partie explicitement pour l'ATPC. Le financement actuel des plans tend à être plus général, ne concernant pas directement l'ATPC. Au Malawi, par exemple, la stratégie FDAL concernant la FDAL est approfondie. L'AfDB finance le plan d'investissement de l'assainissement et de l'hygiène et l'UNICEF soutient la préparation de la stratégie FDAL au Malawi.

Recommandation/idée :

Les plans d'investissement doivent être clairs concernant l'engagement à l'ATPC.

⁸ Voir Nilanjana Mukherjee and Nina Shatifer "The CLTS story in Indonesia: Empowering communities, transforming institutions, furthering decentralization", in Mehta and Movik eds. *Shit Matters, Practical Action Publishing* 2011 pp.145-159.

Les gouvernements doivent être proactifs dans l'élaboration de projets à présenter aux agences de financement.

4. Les prévisions budgétaires et les sources de financement

De plus en plus de banques et de bailleurs de fonds adoptent des politiques soutenant l'ATPC, sans subventions aux ménages pour l'achat de matériel. En même temps, l'ATPC requiert un financement suffisant. L'ATPC emploie beaucoup de personnel et requiert donc des fonds importants pour ce personnel, pour le soutien logiciel, le renforcement des capacités et la mise en œuvre. Dans certains pays africains qui planifient le passage à l'échelle, les ressources financières sont désormais une contrainte. Les éléments majeurs peuvent être la formation, le soutien aux animateurs et aux Leaders Naturels, les campagnes, le suivi après le déclenchement, les vérifications, les célébrations et le marketing d'assainissement (après la FDAL). On peut estimer les coûts, qui à ce jour sont évalués dans une gamme de \$5 à \$10 par personne. La Mauritanie, par exemple, cherche le financement à son budget détaillé pour le reste des 5550 villages ruraux devant atteindre l'état FDAL des 2015, d'un total de \$11,1 million. Il y a un besoin de financement, que ça provienne du Gouvernement, des banques ou des bailleurs de fonds, ou d'une combinaison de ces trois. La question majeure est : d'où viendront ces fonds ? S'ils proviennent du budget propre du gouvernement, cela indique l'appropriation et l'engagement. Mais le soutien de la banque ou du donateur peut être nécessaire au démarrage aux avancées.

Recommandation/idée :

- La reconnaissance que l'ATPC nécessite un financement important, comment estimer des exigences pluriannuelles et déterminer comment les satisfaire.
- La conscientisation des deux côtés gouvernementaux et financiers, sur la nécessité d'appropriation gouvernementale, le déploiement de ses propres ressources, et, le cas échéant, le besoin de soutien des agences de financement, y compris à surmonter les contraintes.
- Le financement pour le développement du marché en faveur des pauvres, pour faciliter la recherche, l'apprentissage, la documentation, le partage et l'élaboration de solutions novatrices et bon marché afin que les communautés puissent accéder à l'assainissement à faible coût, et augmenter la durabilité suivant l'atteinte de la FDAL.

5. Ponctualité

Lorsque les banques ou les donateurs versent des fonds, la ponctualité de sa livraison est essentielle. Le déclenchement ATPC est souvent saisonnier, pour profiter des moments de l'année, par exemple après la récolte quand la main d'œuvre et l'argent sont relativement disponibles. Les retards dans l'accès de fonds de bailleurs aux usagers sur le terrain ont des effets sérieux et nuisibles sur les programmes et la morale du personnel, et rendent difficile la planification. Tel que cette transmission du Malawi : l'échec chronique de la planification est une question systémique. Il y a peu d'incitations à planifier car le décaissement de ressources des donateurs est difficile à prédire. Cela veut dire que les plans peuvent tomber à l'eau même s'ils ont été faits.⁹

Recommandation/idée

⁹ Maulit, J.A. & M. Kang, "Effects of program and institutional design on district-level CLTS management in Malawi", intervention à la 35^{ème} Conférence Internationale WEDC, Loughborough UK, juillet 2011, p. 2.

- Les banques, les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent être sensibles aux réalités sur le terrain et doivent assurer et chercher des commentaires sur l'arrivée ponctuelle de fonds au niveau local. La recherche et les autres commentaires peuvent avoir un effet positif, dans l'identification des exemples de sagement de moral et de planification à cause de l'arrivée imprévisible et tardive d'autorisations à recevoir des dépenses dans le domaine.

6. Les conflits de la politique

Il existe un domaine crucial pour passer l'ATPC à l'échelle : là où un Gouvernement s'est engagé à l'ATPC comme politique, et les agences de financement financent encore ou souhaitent financer des programmes ou des projets avec des subventions aux ménages pour le matériel ou d'autres approches ou conditions incompatibles avec l'ATPC. Il y a maintenant de plus en plus d'exemples de Gouvernements qui réussissent à rejeter ces conditions et persuadent les banques et les donateurs de changer. Les Gouvernements ont trouvé qu'ils peuvent dire : « Ceci est notre feuille de route » et que les banques et donateurs parviendront à l'accepter dû à leur engagement à la politique gouvernementale.

Il y a des précédents forts et inspirateurs :

- Au Ghana, la Banque mondiale avait sanctionné un projet avec fourniture de sanplats subventionnés, mais après trois mois de résistance du gouvernement, a cédé et a conformé à sa politique de non-subvention.
- Les états au Nigeria ont eu autant de succès. L'AfDB a négocié avec les deux états concernant le soutien à l'assainissement rural, y compris les subventions pour la stratégie de passage à l'échelle de l'assainissement rural au Nigeria ; les états ont indiqué que l'approche CLTS leur était préférable. Les représentants AfDB ont demandé à voir la documentation officielle du gouvernement qui stipulait l'adoption de l'ATPC pour l'assainissement rural. Face à ces preuves, il a été convenu de ne pas utiliser l'approche de subvention de matériel.
- Au Tchad une situation semblable s'est produite en 2010 avec l'Union Européenne. Suivant la réception d'une lettre du Ministère de l'Eau, qui soulignait l'importance d'approches communautaires portées par les revendications, l'EU a accepté d'ajuster son financement pour soutenir l'initiative ATPC.
- Une leçon du Nigeria explique comment c'était possible, à cause des preuves déjà produites et du potentiel démontré par l'ATPC à atteindre l'extension de l'assainissement dans le pays. Il y a eu une sensibilisation constante de tous les acteurs impliqués sur l'entre-accord général mené par l'ATPC à propos de l'approche ATPC de non-subvention.

Recommandations/idées

- Les gouvernements africains peuvent favoriser l'ajustement de propositions d'agences de financement à la subvention aux ménages pour le matériel, en insistant que les banques et les bailleurs de fonds respectent la politique nationale.
- Les preuves de la rentabilité de l'ATPC par rapport aux subsides de matériel traditionnelles peuvent être signalées à toutes des agences de financement et des recherches supplémentaires effectuées. En cas de scepticisme les agences peuvent être invitées à poursuivre leurs propres recherches.
- Les gouvernements peuvent se doter de politiques, de preuves et de champions pour défendre leurs stratégies face aux banques et aux bailleurs de fonds, et pour les aider à leur tour à changer de politique et de pratiques.

7. Le partage de l'expérience

Le taux de transformation dans un nombre croissant de pays africains est sans précédent. Le terrain à venir est largement inconnu et inexploré. La rapidité prévue de la mise en œuvre milite contre la première idée reçue qu'on doit procéder plus progressivement et gagner de la vitesse. Le défi de passer à l'échelle avec qualité et à la vitesse prévue est intimidant. Il suscite un nouveau devoir : pour l'apprentissage rapide et réaliste et le partage en cours de route. Cela implique la reconnaissance honnête et transparente de ce qui ne marche pas- « les échecs en avant » - et de ce qui marche- de bonnes idées et de pratiques. Il en existe beaucoup déjà. Pour ce partage entre pairs, des initiatives spéciales sont nécessaires. Par qui et comment elles seront organisées, est à discuter. Le plus faisable serait peut-être de prendre les initiatives rapidement et doucement avec une convocation et un soutien international.

Recommandations/idées

- Des discussions urgentes sur les moyens rentables de partager entre pairs et d'apprendre entre gouvernements. Un premier pas rapide pourrait être de déterminer à quel point ça se passe déjà, et par quels moyens. Un second serait de chercher de multiples canaux et des personnes clés dans les gouvernements (ou des agences internationales, donateurs ou ONG, ou consultants free-lance) qui pourraient être des agents de liaison active, d'apprentissage et de partage.
- Echanger des visites d'apprentissage là où il y a des pratiques prometteuses.
- Organiser un ou plusieurs ateliers à des niveaux convenables pour l'apprentissage mutuel, le brainstorming, la documentation, et l'identification de priorités à progresser.

Recueil de l'expérience et auteurs : Robert Chambers (r.chambers@ids.ac.uk), Ulemu Chiluzi (ulemu.chiluzi@plan-international.org), Kamal Kar (kamalkar@yahoo.com)

Le Marketing de l'Assainissement en faveur des Pauvres et la Durabilité au-delà de la FDAL

Introduction

Les communautés efficacement déclenchées avec l'ATPC se lancent sur un voyage de changement de comportement collectif. L'atteinte du statut de la FDAL et la certification sont ainsi d'importants jalons dans un processus plutôt que la fin du voyage. Selon l'exposition d'une communauté aux produits d'assainissement et d'hygiène fournis par le secteur privé, sa capacité économique et son accès aux marchés pour les fournitures d'assainissement et les services, les gens prennent des mesures pour limiter les excréments dans de simples installations auto-construites et improvisées, ou bien aspirent directement à obtenir des options de latrine plus durables et de meilleure qualité. Les plus pauvres tombent d'habitude dans la première catégorie. Ils doivent souvent reconstruire leurs branlantes installations rudimentaires puisqu'elles ne survivent pas à l'usage prolongé, les pluies ou les inondations, ce qui implique que le risque de retomber dans la DAL reste élevé.

L'apport d'un assainissement amélioré à la portée des pauvres nécessite des marchés pour élargir les options en bas de l'échelle. Les fournisseurs de service d'assainissement tendent à se désintéresser de cela parce qu'il leur manque des ressources pour les études de marché et le développement de produits, et ils croient que les pauvres ne seront pas des clients rentables. Les agences gouvernementales non plus négligent cela, comme elles manquent d'expertise dans le développement de marchés. Il y a donc un manque d'options abordables d'amélioration de l'assainissement pour les clients pauvres dans les marchés ruraux dans la plupart des pays qui s'efforcent d'atteindre les objectifs d'assainissement OMD. Cela peut s'avérer une contrainte importante à l'extension durable de l'assainissement rural, malgré la demande et l'impulsion au changement catalysées par l'ATPC.

Dans ce contexte, les participants de l'atelier ATPC Lukenya en juillet 2011 ont examiné l'apprentissage globalement acquis à ce jour sur la façon dont l'ATPC peut être complété avec le marketing de l'assainissement dans l'extension d'améliorations d'assainissement rural avec un impact plus durable sur les comportements.

Les défis

La compréhension du marketing de l'assainissement

- Une compréhension claire et commune de ce que signifie le Marketing d'Assainissement est nécessaire ; ce n'est pas qu'une question de fourniture.
- Le marketing de l'assainissement n'implique pas seulement la fourniture de dalles- cela nécessite la création de la demande, la fourniture de marchandises et le marketing pour se renforcer mutuellement.
- Les marchés dépendent des contextes et des conditions locales, des communications, du pouvoir d'achat etc. le matériel correspondant dans un contexte pourrait ne pas convenir à un autre.
- Le marketing de l'assainissement dans un contexte de programme typique « WASH » nécessite l'apport de compétences dans le marketing et le commerce- celles-ci ne sont actuellement guère disponibles au gouvernement/dans les ONG.

- Le marketing de l'assainissement est une question séparée à l'ATPC avec des acteurs différents, néanmoins liés. On ne peut pas présumer que les animateurs feront du marketing.

Le développement du marché pour l'assainissement en faveur des pauvres

- On a besoin d'une meilleure compréhension entre participants à propos du développement de marchés en faveur des pauvres. Cela doit être fondé sur des preuves solides de recherches formatives spécifiques au pays et l'évaluation des capacités d'approvisionnement.
- Elargir des options pour les pauvres ; l'expansion de marchés existants aux autres non desservis.
- Le financement : l'organisation du financement en faveur des pauvres peut être nécessaire (des emprunts, des versements, du crédit de capital etc.) à la fois pour consommateurs et les fournisseurs et producteurs de services d'assainissement
- Fournir de l'information/une gamme de modèles et de coûts d'options, et faciliter la disponibilité sans être normatif ou vendre un produit prédéterminé.

Les principaux facteurs pour l'Extension de la Durabilité

- Les artistes et maçons sont à disposition dans toutes les communautés ; ils doivent être repérés et soutenus.
- Pour le passage à l'échelle, on pourrait avoir besoin de soutien à de différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement, des maçons aux entrepreneurs/vendeurs, pour agréger l'approvisionnement et la demande au niveau régional/national.
- Il n'existe pas de meilleur modèle; si on facilite le développement du marché en général, des modèles émergeront.
- Les recherches formatives et l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement doivent être soutenues (= subvention publique)
- Des options de produits et des modèles d'affaires pour l'extension doivent suivre les recherches.
- L'assainissement pour les pauvres ruraux constitue un énorme marché inexploité qui pourrait être très rentable.

Les politiques, les stratégies et les pratiques institutionnelles de secteur créent des environnements propices au développement du marché en faveur des pauvres quand ils n'entravent pas la libre croissance de la demande des consommateurs et l'approvisionnement du marché ; par exemple en fournissant des produits subventionnés.

Expériences et idées

1. L'Ouganda : l'assemblage de l'ATPC et le Marketing de l'Assainissement en séquence

Une fois que les villages ont atteint l'état FDAL, les maçons concernés et les équipes noyau de promotion doivent commencer le marketing, la vente et la construction de latrines. Les maçons sont conseillés de ne vendre les latrines aux communautés que lorsqu'ils ont atteint la FDAL, parce qu'avant on avait constaté qu'ils se déformaient et ralentissaient les processus naturels, retardant l'atteinte de l'état FDAL. Lors les réunions d'examen post-FDAL, informer les communautés sur les compétences et les services à disposition. Soutenir les groupes de maçons, surveiller la qualité de construction et le progrès auprès d'autres activités. (Carolyn Nabalema- The Phasing of CLTS and

Sanitation Marketing in Uganda) carol.nabalema@plan-international.org
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/phasing-clts-and-sanitation-marketing-uganda>

Recommandation/idée :

- Le séquençage : S'assurer que le changement de comportement et la FDAL sont atteints avant de vendre des latrines. Sinon cela peut retarder l'atteinte de l'état FDAL (supposant que la définition de la FDAL n'est pas « améliorée » à 100%). Le développement du marché fondé sur les recherches des consommateurs et du côté approvisionnement prend du temps et doit commencer en tandem avec, ou avant le déclenchement ATPC, mais la vente réelle ne devrait commencer qu'après le changement de comportements collectif pour être à l'état FDAL.
- 2. L'Indonésie : 'Un guichet unique pour les consommateurs d'assainissement en Indonésie' ; réduisant les coûts pour les fournisseurs et les consommateurs, en ayant tous les matériels disponibles dans un seul endroit.**

Les consommateurs ont tendance à dépenser beaucoup de ressources à obtenir d'une gamme de fournisseurs les produits et les services nécessaires pour l'amélioration de l'assainissement. Le modèle « guichet unique » livraison de service réunit tout dans un seul endroit, faisant des économies pour tous les consommateurs. En Java Est ce modèle a mené à jusqu'à 25-30% de réductions, et a aidé à développer les entrepreneurs d'assainissement qui reçoivent les commandes et personnalisent les solutions ménagères sur le champ, à condition qu'ils fournissent la main d'œuvre non-qualifiée pour creuser des trous etc. Ils reçoivent aussi des rabais si un hameau peut agréger au moins 10 commandes.

(Nilanjana Mukherjee, WSP) courriel bubul44@gmail.com

Recommandation/idée

- Un "guichet unique" réduit les coûts pour fournisseurs et consommateurs en stockant tous les matériels et les services dans un seul endroit.
- 3. L'Indonésie : les Développements Spontanés dans les Marchés déclenchés par l'ATMA (projet d'Assainissement Total et Marketing de l'Assainissement, WSP) Les interventions en Indonésie**

Sumadi- un maçon qualifié du District Nganjul- a développé trois options d'assainissement supérieur à prix différents et progressivement améliorables, en utilisant des matériels localement disponibles. Sa page unique « Informed Choice Catalogue » (catalogue de choix éclairé) explique le pour et le contre ainsi que les prix.

Sumadi est aujourd'hui (2011) un entrepreneur de l'assainissement avec un réseau de plus de 30 maçons en Nganjuk et les districts voisins. Ce modèle a depuis été reproduit dans plusieurs districts de Java Est. (Learning at Scale, TSSM Indonesia Update : WSP Field Note, juin 2009)
http://www.wsp.org/wsp/sites/wsp.org/files/publications/learning_at_scale.pdf

Recommandation/idée:

- Le développement de modèles évolutifs pour l'amélioration progressive, en commençant avec les modèles et les prix que le plus pauvre peut se permettre. Ces informations ne sont pas facilement accessibles pour les fournisseurs d'assainissement, mais peuvent être mises à disposition par le biais des études de marché.

4. Le Vietnam : Accréditation : l'Approbation de Fournisseurs de Services par l'Accréditation

Les maçons de village qui avaient été formés à travers le projet de l'Entreprise de Développement International ont reçu une accréditation formelle de « maçon certifiée » du Ministère de la Santé, qui a contribué à rassurer les clients de leur crédibilité. (Harnessing Market Power for Rural Sanitation: WSP Field Note, Feb. 2005)

Recommandation/idée:

- L'Accréditation: des maçons certifiés qualifiés par Ministère de la Santé/autorité d'équivalence à laquelle les clients peuvent faire confiance.

5. L'Ouganda : Célébration de la FDAL- une opportunité pour le Marketing

Dans l'approche ATPC Ouganda/Sanmark, on ne préfère démarrer le marketing qu'après l'atteinte de l'état FDAL par la communauté et le changement complet de comportement a été effectué. Les maçons locaux sont ensuite invités à un événement de célébration d'une communauté pour vendre leurs produits et pour démontrer comment améliorer les latrines de ménage. (Caroline Nabalema : The phasing of CLTS and Sanitation Marketing in Uganda).

Recommandation/idée:

- Utiliser la célébration de la FDAL comme forum pour les maçons de vendre les latrines.

6. L'Ouganda : les Prêts pour les Toilettes

Les institutions financières telles les associations de village épargne et prêts (AVEP) et les Sociétés Coopératives d'Épargne et (SCE) tiennent des portefeuilles qui comprennent des prêts d'amélioration aux ménages pour équiper leurs maisons de meilleurs toits, sols etc. le Plan Ouganda fait l'expérience d'engager des institutions financières pour prolonger le crédit à la construction de latrines, dans le cadre du portefeuille bricolage. (Carol Nabalema- Plan Uganda) courriel Carol.Nabalema@plan-international.org

Recommandation/idée :

- Baser les options de financement sur les recherches de changement de comportement. Les versements ou les paiements différés au moment de la récolte on a trouvés plus populaires en Indonésie que les prêts pour les installations d'assainissement. Les prêts pour le bricolage peuvent être liés pour inclure l'assainissement (par exemple en Ouganda).

7. Les études de marché et le développement de produits

En Inde les cuvettes en plastique à chasse verser-tirer développées par NAG & Cie en Pune ont été développées sur une période de six à huit mois avec la pleine participation de communautés à l'état FDAL. La compagnie a compris qu'elle avait besoin de repenser leurs cuvettes en accord avec les préférences communautaires : l'élévation plus raide pour réduire les besoins en eau pour le rinçage ; le revêtement en fibre de verre des cuvettes en plastique pour faciliter leur nettoyage et pour les protéger des brûlures de cigarette ; une tube en U convertie en petit pot pour réduire l'usage d'eau. Ce type de recherche ne pourrait être effectué par des animateurs (Kamal Kar, Fondation ATPC) courriel kamalkar@yahoo.com

Recommandation/idée:

- Les Entrepreneurs qui ont une compétence technique et des aptitudes en conceptions innovantes ont un intérêt particulier dans l'amélioration de matériaux pour un marché favorable aux pauvres.

8. Pakistan : des Personnes-Ressources dans la Communauté (PRC)

Des Personnes-Ressources dans la Communauté sont des activistes de la communauté (= leaders naturels) qui acquièrent une capacité ATPC pour la mobilisation sociale à travers l'enseignement des formateurs maître. Ils deviennent souvent entrepreneurs ou entreprises de petite ou moyenne dimension (PME) après l'évaluation de l'écart entre l'offre (de matériaux et services d'assainissement) et la demande (de la construction de latrines de ménage post-déclenchement de l'ATPC/ATPE et les activités de promotion de l'hygiène).

Ces activistes recevront une formation formelle sur le développement de compétences en affaires afin qu'ils puissent devenir autonomes. Ils peuvent se lancer dans les affaires comme la vente de matériel de couche pour les fossés, de latrines, de dalles utilisées dans la construction de latrines, de cuvettes, de dalles en béton tuilées avec cuvettes en céramique encastrées etc.

Il peut également y avoir des maçons qui auront la possibilité d'évaluer l'ampleur du marché pour latrines et de vouloir s'autonomiser pour devenir de petits entrepreneurs. (Syed Shah Nasir Khisro, IRSP, Pakistan) courriel ssnkhisro@gmail.com

Recommandation/idée:

- Les Leaders Naturels peuvent devenir des commerçants mais il ya une besoin d'évaluer avec précision si les animateurs ATPC et les commerçants peuvent être les mêmes personnes ou si il existe des conflits d'intérêts. Les rôles semblent contradictoires mais l'un peut conduire naturellement à l'autre. Ceux qui fonctionnent à la fois comme animateurs et commerçants doivent comprendre que les deux fonctions ne peuvent être simultanées, puisque la vente perturbe le mouvement vers le changement du comportement collectif. La vente ne doit advenir qu'après la FDAL.

9. Nigeria : les Foires d'Artisans : la facilitation de communautés locales à construire leurs propres latrines et de gravir les échelons de l'assainissement au Nigeria.

Souvent, lorsque les communautés construisent leurs latrines de base, ils signalent divers problèmes dans leur usage, tel une nappe phréatique élevée (l'eau éclaboussant les fesses quand on défèque) ou un sol meuble (les latrines peuvent s'effondrer en quelques mois). La Foire Artisanale est basée sur l'idée que les communautés peuvent avoir la capacité de comprendre et de trouver des solutions

à leurs problèmes. Avec la bonne facilitation la communauté peut analyser jusqu'à trouver des solutions aux défis.

Pendant la Foire Artisanale, les questions vécues sont documentées, et les communautés passent ensuite à discuter sur ce qu'on peut faire pour relever ces défis. Les idées sont présentées comme des esquisses dessinées avec des marqueurs sur un tableau de conférence par des membres de la communauté ou des groupes qui proposent la solution. Elles sont ensuite critiquées par les pairs de la communauté entière. Cela se fait de manière constructive et des modifications à la conception sont faites là où c'est nécessaire. La séance d'après midi concentre sur les démonstrations pratiques du fonctionnement de la technologie proposée. Cette construction implique d'autres hormis le concepteur et s'effectue dans un climat d'amusement, de percussions, de musique et de danse si approprié. La bonne humeur peut alors vraiment s'installer et devient de s'assurer que les gens restent engagés tout au long de la procédure.

Dans la communauté Ujol (Utonken, Ado LGA, Benue State) la Foire Artisanale a conduit à deux conceptions saisonnières- un fossé traditionnel pour la saison sèche, et une verse-rince équilibrante pour la saison pluvieuse quand la nappe phréatique est élevée. (Ada Oko-Williams, WaterAid Nigeria) courriel AdaOko-Williams@wateraid.org

Recommandation/idée:

- Les Foires Artisanales peuvent aider à améliorer les conceptions de latrine à travers un processus créatif communal, comme par exemple le développement de latrines saisonnières. Les modèles d'entreprise peuvent être développés pour fournir des options.

10. Ethiopie : les Fonds de Roulement dans l'approche de l'Assainissement et l'Hygiène Total Pilote par la Communauté (AHTPC)

Le Marketing de l'Assainissement suivant la FDAL est promu à travers des fournisseurs artisans locaux/services locaux choisis des communautés et formés. Afin de répondre aux demandes communautaires pour des sanplats améliorés, le Gouvernement et ses partenaires ont expérimenté en donnant des fonds de démarrage aux communautés par le biais de leurs associations pour acheter du matériel nécessaire à la production de dalles non-disponibles à l'échelle locale, y compris le ciment, des barres de fer de renfort, etc. Cela se voit utiliser comme fonds de roulement au sein de l'association pour permettre aux ménages d'acheter leur propre matériel.

Dans deux régions différentes de l'Ethiopie, le Tigray et la Région Sud (SNNPR) les maçons développent des dalles populaires de latrine taillées dans la pierre locale. Elles sont produites à environ la moitié du prix d'une dalle en ciment. (Muchie Kidanu, UNICEF Ethiopia) courriel mkidanu@unicef.org

Recommandation/idée :

- Les fonds de démarrage peuvent être versés aux communautés pour produire et vendre des dalles, mettant en place un fonds de roulement pour soutenir les ménages qui sont prêts à payer. Localement on peut trouver les solutions du marché, comme avec les dalles en pierre. Pour le passage à l'échelle, il serait prudent de fonder ces décisions sur les études des consommateurs spécifiques au pays/région et sur l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement.

11. Le Kenya : la promotion de micro-entrepreneurs comme fournisseurs de services d'assainissement au Kenya rural.

Au Kenya, l'ATPC a été adopté comme approche nationale pour la promotion de l'assainissement. Depuis juillet 2011, plus de 1000 villages ont été déclarés à l'état FDAL, y compris 746 villages du programme ATPC national dirigé par le Ministère et soutenu par l'UNICEF. Alors que l'ATPC a créé la demande pour des solutions d'assainissement, en particulier dans les provinces de l'Ouest et de Nyanza, la fourniture des solutions d'assainissement a jusqu'ici été insuffisamment abordée. Le SNV prend les devants à développer une approche basée sur le marché aux solutions d'assainissement. Le concept s'appuie sur le modèle de promotion du secteur privé qui a été développé pour l'exploitation et l'entretien de points d'eau ruraux au Kenya sous l'Assistance du Marché financée par le DFID.

Programme (à lancer en 2011). Cela comprend i. les études de marché ii. le renforcement de compétences techniques et de développement/gestion d'affaires de micro-entrepreneurs locaux et iii. La facilitation des liens en avant (aux communautés) et en arrière (aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement au niveau régional/national) de ces micro-entrepreneurs en fonction de leurs plans d'affaires élaborés. Le programme ci-dessus s'appuie encore sur les résultats de l'étude continue de l'assainissement côté fournisseurs commandée par l'International Finance Corporation et le Programme pour l'Eau et l'Assainissement de la Banque mondiale. Plusieurs donateurs ont facilité une approche appelée « faire fonctionner le marché pour les pauvres (M4P)» <http://www.mmw4p.org/dyn/bds/docs/detail/474/6> avec l'accent principal sur les secteurs économiques.

De telles approches peuvent servir à promouvoir les solutions d'assainissement pour les pauvres ruraux (Source : Chiranjibi Tiwari : cti@snvworld.org)

Recommandation/idée :

- Une approche stratégique est nécessaire au développement du marché pour des solutions d'assainissement dans les zones locales. Alors qu'aucune subvention ne devrait être versée aux ménages, les recherches et le développement d'un marché pour les pauvres ont besoin de fonds externes.

12. L'Ouganda : Quel avenir au-delà de la FDAL ?

En Ouganda, le Plan assure une présence considérable au sein des communautés qui sont à l'état FDAL à travers les activités de l'hygiène et de l'assainissement liés à la gestion de l'eau, de la nourriture et de l'hygiène personnelle ainsi qu'une promotion continue de lavage des mains et de l'hygiène de latrine. Les plans sont d'assurer le suivi de ces communautés avec des réunions d'examen au moins tous les six mois pour monter à deux ans après la FDAL. Dans des zones comme le district Tororo où le côté fournisseurs de l'élément du marketing d'assainissement a été développé, cela comprend la vente de latrines après la FDAL pour permettre aux ménages de gravir les échelons de l'assainissement. (Carol Nabalema- Plan Uganda) Carol.Nabalema@plan-international.org

Recommandation/idée:

- Entreprendre la planification à long terme de l'après-FDAL.

Recommandations

Pour résumer, le groupe travaillant sur le marketing de l'assainissement recommande les points suivants pour un marketing pour les pauvres et passage à l'échelle au-delà de la FDAL :

- Avec l'ATPC, le changement de comportement s'est produit- faire confiance aux communautés à maintenir la FDAL et de moderniser leurs latrines comme nécessaire.
- Soutenir ce changement de norme social à travers des campagnes de communication et la disponibilité d'options d'amélioration de l'assainissement à coût faible dans le marché local.
- Entreprendre une recherche formative et une évaluation de la chaîne d'approvisionnement pour identifier des stratégies de marketing de l'assainissement en faveur des pauvres qui sont financièrement viables (les 4Ps : produits, prix, place, et promotion).
- L'étude de marché devrait être lancée avant la création de demande par l'ATPC, pour laisser le temps aux 4P d'être identifiées et la capacité du marché développée.
- Séquencer de sorte que la promotion et la vente ne soient pas rattachées au déclenchement ATPC et le suivi post-déclenchement mais ne commenceront que lorsqu'on aura atteint l'état FDAL.
- Ne pas en finir avec la facilitation de la FDAL mais mettre en place un mécanisme continu de suivi pour soutenir le changement de comportement durable et des améliorations d'assainissement et d'hygiène.
- Reconnaître que l'extension est susceptible de nécessiter des mécanismes de financement pour les fournisseurs et les consommateurs.

Sources & contacts à suivre:

Jane Bevan, UNICEF WCARO jbevan@unicef.org

Nilanjana Mukherjee, WSP bubul44@gmail.com

Carol Nabalema, Plan Uganda Carol.Nabalema@plan-international.org

Chiranjibi Tiwari, SNV Kenya ctiwari@snvworld.org

Resources utiles:

Manuel de directeurs pour le Marketing de l'Assainissement (USAID):
http://www.watershedasia.org/wp-content/watershed_resources/Sanitation_Marketing_for_Managers.pdf

WSP Online Marketing de l'Assainissement boîte à outils: <http://www.wsp.org/wsp/toolkit/toolkit-home>

Suivi, Evaluation, Apprentissage et Systèmes de Gestion de l'Information à l'Echelle

Introduction

Le passage de l'ATPC à l'échelle présente de nombreux défis et opportunités pour la production et la gestion des connaissances. Au niveau de la communauté les gens, le gouvernement et le personnel ONG doivent savoir comment les ménages individuels progressent pour qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires, par exemple d'encourager ceux qui trainent derrière et d'aider ceux qui sont trop faibles pour s'aider eux-mêmes ; cela nécessite une Surveillance et Evaluation (« S et E ») participative. Aux niveaux administratifs locaux et supérieurs, les gouvernements doivent pouvoir recueillir et agréger les données pertinentes pour rester en contact et pour prendre l'action appropriée à faciliter, encourager, soutenir et intervenir : cela nécessite des systèmes de normalisation et de reportage. Au niveau national les décideurs (Groupes de Travail ATPC, Comités de Coordination et ainsi de suite), les leaders politiques et les donateurs doivent suivre et évaluer le progrès en comparant les districts et les régions. Tant au niveau national et international, les données sur les apports, les produits, les résultats et les impacts sont de plus en plus demandées pour justifier les allocations de budget essentielles si l'ATPC doit être vite passé à l'échelle. Et à tous les niveaux, le réalisme immédiat, l'apprentissage et l'adaptation sont essentiels si le passage à l'échelle peut acquérir et maintenir la qualité et ne pas tomber dans le malaise commun de précipitation à l'échelle, qui génère la désinformation et conduit au déclin des normes.

Les titres dans le reste de cette note sont les suivants :

- Le Suivi et l'Évaluation à différents niveaux
- Les Indicateurs
- Les Approches au suivi et aux systèmes de gestion de connaissances
- L'Indonésie- l'Ethiopie- le Kenya
- La mise en place de systèmes d'apprentissage.
- Les réflexions au Kenya- le Malawi- les bulletins ATPC- l'unité de gestion des connaissances et de coordination du Kenya
- Les études d'impact
- Les défis, et les recommandations/idées (également dans le texte principal)
- Sources

Le Suivi et l'Évaluation à Différents Niveaux

Le Niveau de la Communauté

Les questions de base sont : les S et E à qui ? Et à quelle fin ? Le Suivi et l'Évaluation au niveau communautaire doivent être menés par la communauté. Les méthodes participatives de suivi et d'évaluation qui sont bien développées dans l'approche AAP/ERP peuvent servir de base pour le développement de mécanismes S et E pour l'ATPC. Après l'élaboration de plans d'action, une option est d'assister les communautés à élaborer une vision du changement qu'ils veulent voir et des indicateurs pour évaluer le changement. Des bases peuvent définir le point de départ. Celles-ci ne doivent pas être compliquées : elles peuvent s'appuyer sur les cartes participatives, les profils d'assainissement et les inventaires de ménage qui émergent du premier déclenchement ATPC. Les

cartes participatives sont souvent utilisées par les communautés pour suivre leur propre progrès. Ceux-ci peuvent leur permettre de définir et de suivre des bornes en route vers le statut de la FDAL, d'évaluer le progrès et les réalisations vers leurs objectifs d'assainissement, de tirer des leçons pour l'amélioration et de prendre l'action. Les ménages retardataires peuvent être encouragés et les pressions sociales peuvent jouer un rôle. En même temps, ceux qui sont trop faibles ou trop pauvres à pouvoir s'aider eux-mêmes, à creuser des puits et construire des latrines, peuvent être repérés et assistés.

Les Niveaux d'Administration Locale

Les activités de suivi dans le contexte ATPC ont largement concentré sur le suivi des progrès de la mise en œuvre. Les données agrégées dans les communautés peuvent être utilisées pour suivre et comparer le progrès entre communautés et entre les quartiers (ou leurs équivalents) avec l'atteinte du statut de FDAL comme but primordial.

Les sources secondaires de données au niveau du district peuvent également fournir des informations utiles. Des outils d'enquête supplémentaires comme les enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques (CAP). Les données de CAP peuvent être déployées pour l'élaboration d'indicateurs qualitatifs dans les communautés, servant aussi à mesurer les résultats.

Le Niveau National

Au niveau national, la mise à jour de données de surveillance précises sont nécessaires au suivi des progrès de la mise en œuvre, pour donner un premier avertissement quand les choses tournent au mal, et pour signaler les problèmes et les opportunités dont on peut apprendre. Dans la plupart des pays des systèmes de surveillance des progrès avec l'ATPC n'ont pas encore été créés ni introduits.

Les données de recherche et d'évaluation sont également nécessaires pour évaluer les relations entre les interventions ATPC, l'atteinte de la FDAL, et les plus larges objectifs de santé, d'assainissement, de subsistance et de bien-être associées à l'approche ATPC.

Les Indicateurs

Quelques indicateurs venant d'en haut, ainsi que d'aspects pour surveiller et évaluer, sont listés ci-dessous. Les perspectives varient quant à leur signification relative et leur utilité. Toutefois, ils sont souvent exigés, voilà donc une liste récapitulative :

Les objectifs peuvent consister à éliminer les effets négatifs de la défécation en plein air et du manque d'hygiène (la maladie et l'invalidité liées à la matière fécale, l'indignité, l'embarras, l'inconvénient, les coûts du temps entrepris, le risque de la violence sexuelle etc.)

Les informations de base peuvent inclure les cartes avec des ménages et des zones de DAL ; les ménages avec latrines ; les installations en lieux publiques ; le taux de maladie ; et la conformité aux normes, comme les ratios de latrines à élèves dans les écoles.

Les apports comprennent le déclenchement de la communauté ; la facilitation de l'émergence de Leaders Naturels ; les visites post-déclenchement par le personnel de soutien ; les formations fournies ; l'action collective ; les réunions d'examen (mentionnées comme PRODUITS ci-dessus) ; et le développement d'indicateurs participatifs.

Les produits peuvent inclure le nombre de latrines construites ; le nombre d'animateurs formés ; le changement du comportement et des attitudes à l'égard de l'usage de latrine ; le lavage des mains ; l'identification et l'émergence de leaders naturels ; et surtout les déclarations et les vérifications du statut de la FDAL et de son entretien, en gravissant les échelons de l'assainissement ; les ménages et les gens ayant accès au meilleur assainissement.

Les résultats et les effets peuvent inclure la réduction des maladies et des invalidités liées à la matière fécale (les diarrhées, les parasites intestinales, l'ankylostome, l'entéropathie tropicale, schistosomiase etc.) et lié avec cela, les réductions dans les pertes de moyens d'existence à cause de la mauvaise santé, le temps perdu à cause de la maladie, la dénutrition, les absences scolaires, le prix des médicaments et des soins de santé etc. ; une meilleure qualité de vie et une fierté communautaire ; et les pratiques hygiéniques soutenues par le changement de normes et d'attitudes communautaires.

Les approches de la surveillance et des systèmes de gestion des connaissances

Les systèmes de gestion de connaissances ATPC sont souvent inexistantes ou désorganisés ; les praticants et les décideurs politiques peuvent avoir du mal à y accéder. Cela rend difficile le partage de leçons apprises et l'entreprise d'une planification fondée sur des preuves. Par exemple la plupart des systèmes de reportage et de bases de données de la santé comptent tout simplement le nombre de latrines construites. Mais l'ATPC nécessite que la surveillance de procédure prenne en compte le suivi des villages qui ont été déclenchés, de ceux qui attendent la vérification, de ceux qui ont été confirmés à l'état FDAL, et ainsi de suite. Les exigences de reportage dans quelques pays font souvent de multiples demandes et surchargent les exécutants en les obligeant à rapporter différemment aux organisations distinctes. Les systèmes pertinents de suivi et de reportage opportuns et précis sont essentiels. Quelques pays ont fait de bons progrès en les développant mais il reste beaucoup à apprendre et du chemin à faire. Ci-dessous, les innovations au Kenya rural, en Indonésie rurale, en Ethiopie rurale et au Kenya urbain, indiquant à la fois la portée des systèmes de développement, le potentiel et l'importance du partage horizontal Sud-Sud.

L'Indonésie

La surveillance avec des cartes et des SMS. En Java Est les communautés sont capables et motivées à surveiller les progrès vers le statut de la FDAL. Mais à l'égard du reportage au district, le passage à l'échelle avec l'enregistrement manuel des progrès à partir des cartes communautaires est devenu laborieux et lent. Alors le reportage SMS a été introduit. L'Hygiéniste reçoit de l'information des chefs de village ou des représentants puis envoie un rapport mensuel à la passerelle d'ordinateur du District, où l'information de surveillance est renouvelée et consolidée chaque mois pour l'usage dans la gestion des programmes et la budgétisation. Le système est plus facile à utiliser que le premier système manuel, il améliore le flux de données régulier, il réduit radicalement le temps nécessaire pour traiter les données à chaque niveau, et améliore la qualité des données en temps réel grâce à des contrôles automatiques de cohérence. Cependant, cela nécessite que les bureaux de santé du district investissent dans le matériel requis et la formation pour la gestion des logiciels. Les entrées au Programme pour l'Eau et l'Assainissement (PEA) ont compris le développement des logiciels et la formation de personnel gouvernemental du district ainsi que des Hygiénistes dont les portables sont enregistrés le SIG. (Source: Mukherjee et al. *Managing the Flow of Monitoring Information to Improve Rural Sanitation in East Java*, février 2011)

L'Ethiopie

Le suivi et le reportage par les écoliers. A Shebedino en Ethiopie le suivi et le reportage par les écoliers fait partie d'un système intégré d'Assainissement Total Piloté par les Enfants. Après le déclenchement par des enseignants de petites communautés, un membre sur les six personnes du nouveau Comité d'Eradication de la Merde est un écolier. Chaque semaine ces enfants recueillent les données et rapportent aux environ 30 ménages dans leur unité de développement. Les données sont compilées par le maître d'école et passées au Chef du Kebele, l'unité administrative qui coïncide à peu près avec le secteur de l'école. Ces données sont ensuite transmises au niveau supérieur du Woreda (District). Le chef du Kebele peut superviser les progrès chaque semaine et puis suivre avec les communautés qui sont à la traîne. Les données sont normalisées sur des formulaires et envoyées à l'administration du Woreda et potentiellement à la Zone.

Sources/contacts : Berhanu.Tunsisa@plan-international.org, Atnafe.Beyene@plan-international.org et pour une description plus complète :

<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/school-led-total-sanitation-reflections-potential-shebedino-pilot>

Le Kenya

Pour la Surveillance, le Kenya tient dans les zones rurales un système multi-niveaux de vérification FDAL, de suivi et d'évaluation. En commençant par le niveau du ménage, les données sont recueillies pour démontrer les progrès vers l'atteinte du statut de la FDAL, puis concentrées sur la construction de latrines et d'installations de lavage des mains, et l'absence de preuves de la DAL. Les agents de santé communautaires, les techniciens de la santé publique, et des officiers de santé publique de district recueillent les données aux niveaux du ménage, du village et du district respectivement. Il y a un formulaire de suivi hebdomadaire du progrès à remplir par le Chef de District de Santé Publique. Cela comprend le nombre de village évalués et sélectionnés, de séances de déclenchement effectuées, de visites de suivi post-déclenchement rendus au village, de réclamations de villages à l'état FDAL reçues, de villages FDAL certifiés par le bureau de la santé publique du district (DPHO) des villages certifiés par le tiers, de célébrations de village tenues, et de villages à l'état FDAL réalisés par des Leaders Naturels tout seuls sous contrat de performance basé sur l'incitation. Ces données agrégées s'acheminent vers le niveau national. Bien que le plan d'action Kenya FDAL 2013 mandate la surveillance de taux de maladie et d'autres impacts sur la santé, les méthodes actuelles de recueil des données ne comprennent pas ces informations.

Les TIC et la cartographie urbaine participative. La cartographie ouverte des rues par des jeunes bénévoles dans les bidonvilles de Kibera et Mathare 10 à Nairobi a utilisé le GPS, les SIG participatifs et les téléphones portables pour dessiner des cartes thématiques. A Mathare 10 cela a fait partie du suivi après le déclenchement ATPC. L'emplacement et l'intensité de l'usage de toilettes, les zones restantes de défécation en plein air et les égouts à ciel ouvert figurent parmi les caractéristiques enregistrées et peuvent être surveillés en séries chronologiques pour montrer les changements. Les cartes sont open source et promettent d'être des outils formidables pour le plaidoyer, ainsi que l'exigence et l'acquis du droit à l'assainissement, qui est inscrit dans la Constitution du Kenya. Source : Samuel Musyoki.

Recommandations/idées

- Partager pro-activement les innovations comme celles ci-dessus entre les organisations et les pays
- S'efforcer de faire en sorte que de tels développements sont documentés et partagés. Si nécessaire et si faisable, convoquer des ateliers d'écriture (comme a été fait pour le numéro Contes de Merde du PLA)

- Recueillir les mêmes informations de tous les exécutants ATC, mais laisser chacun libre a tenir son propre outil de gestion d'informations tant qu'il peut fournir l'unité nationale avec ce dont elle a besoin.

La Mise en Place de Systèmes d'Apprentissage

Au Kenya : la réflexion au niveau du District : un moyen important à l'amélioration et à l'étalement horizontal de l'ATPC.

Suite à une formation de grande réussite facilitée par l'UNICEF, les Agents de la Santé publique (ASP), les Techniciens de la Santé Publique et les Travailleurs de la Santé Communautaire (TSC) sont allés aux villages avec une passion pour atteindre leurs objectifs de déclencher dix villages chacun. Ils ont très bien facilité les séances de déclenchement. Toutefois, le progrès avec la réalisation de la FDAL a été très lent. Pour aider les TSC, les ASP et les équipes de district à comprendre ce qui s'est mal passé, plusieurs ateliers de réflexion ont été organisés au niveau du district. Les Représentants de DPHO, les Bureaux de l'Education du District, les Bureaux de l'Eau du district, les ONG et les autres programmes financés par des donateurs ont été invités. Ces ateliers de réflexion du niveau de district sont devenus le moyen d'apprendre, d'adapter et de répliquer horizontalement ce succès. Les ateliers ont également servi de forum pour discuter de ce défi et des solutions possibles ; et plusieurs ONG locales et internationales travaillant dans les districts ont souligné leur engagement à faire partie d'une campagne menée par le Ministère dans les districts. Les équipes de district sont couramment occupées à faire la cartographie d'acteurs et explorent la contribution que chaque acteur pourrait faire dans sa zone d'opération.

Lorsque les ateliers participatifs ont été facilités au niveau du district et l'information analysée a été partagée pour la réflexion, l'équipe entière a réalisé qu'ils avaient de l'information factuelle sur le nombre de villages déclenchés et le nombre de latrines construites ; cependant, ils n'avaient aucune idée pourquoi certains ASP/TSP/TSC ont mieux performé que d'autres et pourquoi certains villages ont atteint l'état FDAL plus vite que d'autres. Après avoir discuté des leçons apprises, l'importance de ces ateliers de réflexion au niveau district a été appréciée par tous. Les ateliers d'examen ont constitué le lieu d'analyse, de partage et d'apprentissage à partir de la base. Ils ont également lieu à d'autres niveaux.

Recommandations/idées

1. *L'Apprentissage horizontal, le partage et le soutien :*
 - Organiser des réunions de revue trimestrielles pour le partage de l'apprentissage horizontal et du partage. Celles-ci peuvent servir de forum pour les partenaires afin de se rassembler régulièrement pour harmoniser l'approche ATPC, fournir une expertise et une contribution aux organisations confrères et soutenir la mise en œuvre globale et la coordination de leurs efforts.
 - Inviter également d'autres Districts et leurs participants à venir pour partager et apprendre.
 - Organiser des visites d'échange à tous les niveaux pour contribuer au partage, à l'apprentissage et au soutien horizontaux.
 - Tenir également ces réunions de réflexion à d'autres niveaux : de sous-district, de province ou de région.
2. Le partage, l'apprentissage et le soutien verticaux et les mécanismes de réactions.
 - Partager les aperçus entre les niveaux.

- Introduire des procédures dans les réunions de revue afin de rassembler l'unité de coordination nationale, les gérants locaux (districts et autres acteurs) et le personnel de vulgarisation, à fournir des réponses et l'assistance technique liée à la supervision de soutien.

Au Malawi : la facilitation de commentaires à travers les systèmes ATPC au Malawi

Les réactions reçues des multiples niveaux de la mise en œuvre de l'ATPC sont considérées comme un mécanisme important à la mise en place du soutien à l'ATPC. Depuis 2009 le personnel du programme de l'ISF ont travaillé à de multiples niveaux du système ATPC pour faciliter les réactions et l'apprentissage comme lien essentiel entre les multiples niveaux de la mise en œuvre. Bien que leur travail principal se concentre sur les districts, ils encouragent le personnel du district à fournir les réactions à leur personnel de terrain et à leurs homologues nationaux, y compris les grandes ONG et les ministères concernés. La capacité du personnel de district a été formée pour présenter les informations de manière compréhensible, afin que le niveau national puisse apprendre de leurs expériences de mise en œuvre de l'ATPC. Cela a été utile dans l'apport des réalités du district à la politique nationale, renforçant la faisabilité des plans nationaux. Le niveau national profite d'une meilleure compréhension de la réalité de leurs programmes à la base, peut mieux apporter le soutien nécessaire et se remet sur la bonne voie lorsque les programmes sont détournés de l'atteinte de leurs objectifs. Les commentaires clairs et compréhensibles sont également encouragés, du niveau national au niveau local afin de s'assurer que les politiques soient interprétées clairement par les exécutants et que les changements basés sur les évaluations nationales soient comprises au niveau local. Le positionnement de l'ISF à de multiples niveaux leur permet de jouer ce rôle de liaison.

Recommandations/idées

La Documentation de l'Apprentissage

1. Chaque exécutant devrait entreprendre des innovations, l'apprentissage et des recherches.
2. Tous les partenaires devraient être informés de leurs intentions avant de prendre des initiatives, favorisant donc la transparence et permettant l'acceptation des idées.
3. Les résultats devraient être documentés et présentés à un large public afin que l'information puisse servir à avancer.

Les Bulletins de l'ATPC

L'émergence des bulletins d'informations pour partager les leçons apprises de l'application de l'ATPC et de l'assainissement s'est élargie au cours de la dernière année. Plusieurs pays, y compris la Sierra Leone, le Malawi, le Kenya, et l'Éthiopie publient et font circuler des bulletins pour stimuler l'apprentissage entre pratiquants et décideurs. En Sierra Leone c'est un rapport trimestriel « WASH » qui comprend les données de séries chronologiques par district et par exécutant partenaire. Ces bulletins dans les divers pays repèrent et rapportent sur les innovations et célèbrent les champions et les décideurs politiques. Ils ont suscité des commentaires favorables de lecteurs, indiquant qu'à travers eux on apprend les progrès, les innovations et les moyens de faire face aux défis. Ils peuvent aussi stimuler la compétition entre les districts.

Recommandations/idées

1. Encourager plus de bulletins et élargir leur diffusion nationale et internationale.

2. Partager les expériences et les avis sur leur production et leur gestion.
3. Exploiter davantage leur capacité de soutenir l'apprentissage vertical et horizontal.
4. Envoyez-les à www.communityledtotalsanitation.org pour afficher sur le site.

Au Kenya : la gestion des connaissances et l'unité de coordination mises en place et renforcées.

Lorsque tous les six premiers districts dans le programme ATPC ont commencé les procédures de déclenchement ATPC une mine d'information a été recueillie et analysé et des leçons apprises à de différents niveaux. Cependant, l'obtention d'un personnel dévoué, avec le temps et les capacités de documenter les leçons et de partager avec les autres acteurs a présenté un défi. Afin d'y faire face et d'assurer la coordination nécessaire, le contrôle de qualité et le soutien aux équipes de district le ministère de la santé publique et de l'hygiène (MSPE) a mis en place l'Unité de Coordination ATPC et le Centre de Gestion des Connaissances et a mandaté huit travailleurs à plein temps. Le SNV a fourni un Conseiller Technique à plein temps. On s'attend à ce que le Centre aidera à améliorer la gestion des connaissances, et la coordination avec une large gamme de participants. (Chiranjibi Tiwari, Kenya).

Recommandations/idées

- Les structures de flux d'informations entre le terrain et le niveau national peuvent être mises en place et régulièrement mises à jour pour faciliter la prise de décision à tous les niveaux basée sur l'information précise.
- Les unités de coordination nationales peuvent concevoir un cadre de procédure et de suivi national.
- Les unités de coordination nationales peuvent être mises en place pour collecter, documenter et diffuser les connaissances sur l'ATPC et construire un système de gestion des connaissances. Un pôle de connaissances national peut être établi et rendu accessible à tous les exécutants dans chaque pays, avec un site national et un centre de ressources pour l'ATPC dans le ministère clé.
- Les centres de ressources dans les régions, les provinces et/ou les districts peuvent pris en compte.
- Une base de données de facilitateurs-noyau et d'experts de l'ATPC ainsi que de personnes et d'organisations auxquelles on peut appeler pour le soutien, peut être considéré comme une ressource.

Les études d'impact

Un certain nombre de grandes études à long terme de l'impact sur l'ATPC sont prévues ou en cours.

Le Mali

Une évaluation de l'impact sur la santé sera réalisée par une équipe de chercheurs provenant de trois universités : L'Université de Laval au Canada, l'Université de Stanford aux USA, et l'Université de CEDLAS en Argentine. Cela sera une étude de contrôle, composée de 60 villages recevant des interventions de l'ATPC, et 60 sans aucune intervention. L'étude mettra l'accent sur la santé des enfants, en utilisant des statistiques vitales de santé comme la morbidité, la mortalité, le poids, la croissance, et d'autres preuves de vitalité. Les moyens de subsistance, le bien-être et d'impacts autres que sur la santé, seront aussi pris en compte. L'étude durera trois ans, financée principalement par la Gates Foundation.

L'Inde, L'Indonésie, la Tanzanie

La recherche sur les impacts en partenariat avec les gouvernements des pays le Programme de l'Eau et de l'Assainissement (PEA-WSP) de la Banque mondiale a mis en œuvre des projets d'extension de l'assainissement rural en Inde, en Indonésie, et en Tanzanie, appelé Assainissement Total et Marketing de l'Assainissement (ATMA) durant 2007-10. Ces projets représentent un effort d'améliorer la santé et le bien être des pauvres par une large intervention de l'ATPC, en combinaison avec le développement du marché d'assainissement en faveur des pauvres. Ce projet a fourni l'occasion d'évaluer les couts, l'évolutivité, et les impacts de la santé et du bien être des interventions de l'ATPC+marketing de l'assainissement. Les résultats de cette étude peuvent éventuellement servir d'outil puissant de plaidoyer pour étendre l'ATPC, si des liens solides avec les impacts de la santé et le développement de l'enfant sont établis. Les communautés participant au programme ont reçu un soutien de l'ATMA afin de promouvoir le statut de la FDAL. un groupe de villages sélectionnés au hasard constituera un groupe de contrôle et n'obtiennent aucun soutien ATMA (par contre ils peuvent recevoir avoir un déclenchement ATPC par les facilitateurs du gouvernement local s'ils le demandent car l'ATMA ne peut contrôler les programmes du gouvernement. Dans les deux groupes, le développement externe et les interventions de santé continueront comme avant. Afin de mesurer les impacts de ces interventions, une série intégrée d'enquêtes dans les communautés, les ménages et parmi les individuels sera effectuée avant et après l'intervention. Ces enquêtes reflètent les exigences particulières du programme de chaque pays testé, mais permettront également d'obtenir des indicateurs de résultats comparables à ceux qui sont utilisés dans les autres sites d'étude. L'étude d'évaluation reçoit un soutien principal de la Gates Foundation.

Défis globaux, recommandations et idées (d'autres se trouvent à la fin des parties du texte ci-dessus)

Défi : le développement et l'usage de systèmes nationaux M & E efficaces et effectifs pour informer et améliorer la politique et la pratique à tous les niveaux.

Recommandation/idée : surveiller les indicateurs d'apports et de résultats de l'ATPC. A tous les niveaux- sous-district, district, province ou région, et national- instituer le reportage et la surveillance du nombre et de l'emplacement de communautés déclenchées, du nombre prétendant être à l'état FDAL, du nombre qui ont échoué à la vérification, et du nombre vérifié comme étant à l'état FDAL. Inclure la durée entre le déclenchement et la FDAL.

Recommandation/idée : un atelier international est à convoquer en Afrique pour partager et comparer les systèmes, les innovations et les expériences des pays africains qui ont élaboré ou élaborent de tels systèmes, les participants devant comprendre les hauts représentants de pays qui n'ont pas encore ces systèmes nationaux (par exemple l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie.

Défi : Les écarts entre les communautés déclenchés et ceux qu'on a vérifiées comme FDAL sont devenus larges. Cela s'est montré évident comme problème à de différents moments en Ethiopie, au Malawi et au Nigeria. Beaucoup de déclenchements, n'ayant que quelques communautés déclarées être à la FDAL peut indiquer par exemple :

- Un déclenchement de mauvaise qualité
- Le suivi inadéquat
- Un retard dans les vérifications

Recommandation/idée : là où l'écart entre le déclenché et le vérifié devient large, examiner les raisons et prendre des mesures correctives comme en Erythrée ou, lorsque l'écart s'est élargi, tout nouveau déclenchement a été stoppé pendant un moment afin de concentrer sur le suivi.

Défi : une très grande proportion de vérifications est positive ou négative

Recommandation/idée. Sonder les raisons. Les explications possibles pour les grandes valeurs :

- Les procédures de très haute qualité (apprendre de celles-ci)
- Une vérification laxiste (la renforcer)
- Ceux qui vérifient ont un intérêt dans les déclarations de la FDAL

Il existe des récompenses pour la FDAL, qui influent sur les résultats

- Les explications possibles pour un nombre réduit :
- Le déclenchement de mauvaise qualité et/ou le suivi (améliorer les procédures)
- Une vérification trop stricte

Défi : le manque de données suffisantes, montrant les liens directs et de causalité entre l'approche ATPC et les buts de la santé publique comme la réduction de la morbidité et la mortalité.

Recommandation/idée : les études supplémentaires de santé et de bien être (comme celle qui est actuellement menée en Inde, en Indonésie, au Mali et en Tanzanie), et l'usage éventuel d'indicateurs spécifiques de santé et de bien être pour le suivi et l'évaluation des interventions ATPC.

Recommandation/idée : d'autres innovations méthodologiques pour trouver des approches plus rapides et moins coûteuses, y compris l'innovation et l'usage de méthodes participatives.

Défi : la difficulté de surveiller le lavage des mains avec du savon.

Recommandation/idée : essayer des sondages avec le(s) vendeur(s) de savon à propos des variations dans les ventes de savon après le déclenchement, comme méthode pour vérifier et surveiller le lavage des mains.

Les sources et les contacts à suivre :

Mukherjee, Nilanjana, Djoko Winarto et Amin Robiarto, Managing the Flow of Monitoring Information to Improve Rural Sanitation in East Java, Water and Sanitation Program, world Bank, février 2011

Estrella, Marisol et autres eds. Learning from Change: Issues and Experiences in Participatory Monitoring and Évaluation Intermediate Technology Publications (maintenant Practical Action Publications), Rugby UK, 2000

Barahona, Carlos & Sarah Levy 'The best of both worlds: Producing national statistics using participatory methods' World Development 35.2:326-341, 2007.

Chapitre 6 'Who counts? Participation and numbers' in Robert Chambers Revolutions in Development Inquiry , Earthscan, London and Sterling VA, 2008 pp. 105-132.

Tiwari, Chiranjibi et Adam Mohamed Ali, 2011, Role of district level reflection and government leadership in scaling up CLTS: Lessons from process monitoring of CLTS in Kenya, Government of Kenya, SNV and Unicef

Contacts:

Nilanjana Mukherjee, courriel : bubul44@gmail.com

Samuel Musyoki, courriel : Samuel.Musyoki@plan-international.org

Chiranjibi Tiwari, courriel : ctiwari@snvworld.org

Les Nouvelles Questions et l'Extension de l'ATPC dans des Différents Contextes

Introduction

Il n'y a pas mal d'années que l'ATPC s'est vu introduire et beaucoup a été appris depuis. Nous sommes arrivés à un point où nous devons demander si ce que nous avons appris de l'ATPC dans les communautés rurales établies pourrait être possible dans d'autres contextes. L'importance de l'inclusion et de l'assainissement comme droit humain a été mieux reconnu. Des questions ont été posées concernant des situations, des zones et des groupes pour lesquels l'ATPC pourrait être ou non une option, ou même pas le meilleur choix : dans une gamme de zones urbaines ; pendant des urgences et des contextes post-urgence de masses de réfugiés ; dans les déserts ou les zones d'humidité ; avec des gens comme les nomades, les transhumants et les migrants lorsqu'ils sont en mouvement ; et avec les travailleurs migrants. Espérons que ce texte encouragera encore de l'exploration, de l'innovation et de la documentation des approches ATPC dans de tels contextes, ainsi que le partage des expériences et des aperçus des adaptations possibles, la couverture, et enfin leur passage à l'échelle.

Les contextes difficiles et émergents examinés ci-dessous sont alors :

- L'inclusion, l'équité et l'Approche Fondée sur les Droits
- Les applications en milieu urbain dans les quartiers informels et les bidonvilles
- Les situations d'urgence, de post-urgence et de post-conflit
- L'ATPC dans des communautés nomades, transhumantes, migrantes et de travailleurs migrants.

1. L'Inclusion, l'équité et l'Approche Fondée sur les Droits

Introduction

La question-clé est celle-ci : l'ATPC est-il possible à l'échelle pour permettre à tous de pratiquer l'assainissement et l'hygiène saufs ? Le simple engagement à l'action ne marchera pas, sauf si la politique, l'investissement et l'action sont fondés sur le principe d'équité, qui est essentiellement juste. L'équité implique reconnaître que les gens sont différents et pourront avoir besoin d'un soutien particulier, ou de mesures à surmonter des entraves spécifiques qui leur bloquent le chemin à l'accès, l'usage et la pratique saufs, et de le faire de façon durable. L'assainissement est un droit pour tout le monde. Mais cela signifie aussi que les gens ont la chance de revendiquer leurs droits et d'agir, avec comme but ultime l'assainissement pour tous.

Les conséquences doivent être comprises pour tout le monde : les enfants, les femmes, les hommes et en particulier ceux qui sont marginalisés, impuissants, négligés ou incapables de subvenir à leurs besoins. Les difficultés, vulnérabilités et besoins spéciaux de beaucoup d'entre eux par rapport à l'assainissement ont été rarement reconnus jusqu'à récemment ; la reconnaissance et l'action ont beaucoup de chemin à faire si l'équité doit être réalisée.

Les Défis

Beaucoup de groupes moins visibles et marginalisés sont susceptibles d'être exclus des applications et des procédures de l'ATPC, ou se trouvent discriminés à cause de leur incapacité de subvenir à leurs besoins. Ils comprennent ceux qui sont :

- Physiquement ou mentalement handicapés, très âgés, faibles ou malades.
- Très pauvres
- Sans terre
- Les femmes et les filles, les veuves
- Les pasteurs transhumants ou nomades
- Les travailleurs migrants, lors de la migration et lorsqu'on travaille à l'arrivée
- Vivre dans des établissements urbains informels et des bidonvilles. (L'exclusion peut s'avérer plus grave dans les zones urbaines par rapport à la campagne à cause de facteurs comme la propriété foncière, le manque d'espace, moins de cohérence communautaire, et des difficultés à empêcher les passants de déféquer en plein air).

Recommandations, expériences et idées

- Les questions d'équité et d'accès doivent être considérées dans chaque contexte et activité- en particulier dans le déclenchement ATPC (qui assiste et participe, ou non), le suivi post-déclenchement (qui aide ceux qui sont en difficulté à s'aider eux-mêmes ?), et le marketing d'assainissement post-FDAL (les outils financiers, les groupes d'épargne etc., pour ceux qui en ont besoin)
- La conception des latrines doit être accessible et convenable pour ceux qui sont handicapés. De telles conceptions dans les zones rurales peuvent sortir de processus participatifs pouvant également élargir la sensibilisation des problèmes d'assainissement pour les handicapés.
- Une Approche Fondée sur les Droits dans les zones urbaines, en particulier là où le droit à l'assainissement est gravé dans une constitution nationale comme au Kenya, pour être utilisé stratégiquement à soutenir des demandes de services tels l'accès aux égouts et l'application des lois et des règlements, par exemple la fourniture d'installations sanitaires par les propriétaires.
- Les initiatives spéciales afin de compenser ou d'éliminer les vulnérabilités et de répondre aux besoins des personnes à risque, en particulier les femmes et les filles (comme exemples, voir le tableau)

L'espoir tire du conflit- comment l'assainissement joue un rôle essentiel en protégeant les femmes et les enfants de la violence sexuelle en RDC.

Travaillant dans la Province Kivu Nord de la RDC, le Programme de Promotion de Soins Sante Primaire (PPSSP) mène une approche innovante dans la satisfaction des besoins de femmes et d'enfants.

La violence sexuelle est une tragédie fréquente qui touche les femmes et les enfants dans l'Est du Congo. Les maladies telles que la cholera, la diarrhée et les infections nématodes provenant d'eau mauvaise, de mauvais assainissement et d'hygiène sont également banales. Les liens entre l'assainissement et la violence sexuelle deviennent apparentes lorsque, à cause du manque d'accès aux latrines privées, les femmes n'avaient d'autre choix que de sortir de leur village, souvent la nuit, pour déféquer- ce qui les rendait plus vulnérables à la violence sexuelle. Avant ce projet, en 2009, seulement 20% de la population locale avait accès aux latrines, 60% avait accès à l'eau propre, et il n'y avait pas de système de gestion des déchets. Les victimes du viol n'avaient aucun accès au soutien

médical et psychologique et le mariage de filles mineures était acceptable à tous. Le PPSSP a répondu avec une approche intégrée et holistique. En adoptant une approche ATPC, et en travaillant dans les écoles et les cliniques, la santé maternelle et infantile s'est améliorée, et l'augmentation dans les latrines de ménage a réduit la vulnérabilité des femmes. En plus, à travers la mise en place de comités de protection de la communauté, les survivants de la violence sexuelle sont en mesure de parler de recevoir de l'aide psychosociale et de demander la justice. L'implication des femmes est fondamentale au processus global, de l'identification de sources d'eau, à faire partie de comités de protection des points d'eau, et de comités de protection de la communauté. Elles participent dans la sensibilisation de la communauté, la mobilisation et la participation. Cette approche a permis à plus de victimes de parler haut de la violence sexuelle.

- Source: Programme de Promotion de Soins Santé Primaires

<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/hope-out-conflict-how-sanitation-plays-vital-role-protecting-women-and-children-sexual-violence>

Les sources et les contacts à suivre

- <http://www.wsscc.org/resources/resource-publications/equity-and-inclusion-sanitation-and-hygiene-south-asia>

- Equity and Inclusion in Sanitation and Hygiene in Africa: A Regional Synthesis Paper by WaterAid (July 2011)

2. L'ATPC dans les établissements urbains informels et les bidonvilles

Introduction

Dès 2030 plus de deux milliards de personnes vivront dans des établissements informels ou des taudis, et le nombre est actuellement (2011) en hausse de 7% par an. La pression que cela exercera sur les habitations urbaines est immense. Le fait que la plupart de ces habitations manquent l'accès à un assainissement réel crée déjà d'énormes problèmes ; on peut s'attendre à une situation encore pire. L'ATPC a été utilisé surtout dans les zones rurales mais il y a davantage intérêt à l'apporter aux zones urbaines.

Les Défis

Les défis sont énormes.

- Il y a de multiples acteurs puissants avec des intérêts particuliers. Ceux-ci doivent être ciblés et engagés autrement pour s'assurer qu'ils soient déclenchés et engagés à travailler dans les communautés. Ceux qui sont impliqués dans l'animation de l'ATPC urbain doivent donc être stratégiques dans la construction de partenariats et d'alliances qui permettront aux communautés de s'adresser à la politique autour de la gestion des déchets urbains, la prestation des services, l'urbanisme, le logement, le foncier, l'application et les règlements de l'hygiène, le leadership et de la gouvernance.
- Les chefs de ménages (mères et pères) occupés, manquent le temps d'assister à des réunions de déclenchement ou de suivre.
- Les systèmes de services physiques, tels les égouts, sont chers à construire ainsi que les systèmes de recyclage, et d'élimination de déchets solides et liquides.

- Les questions foncières, de l'insécurité de tenure et du manque d'espace rendent souvent difficile, voire impossible la disposition d'auto-assistance dans les zones rurales.
- Des questions surgissent sur les alternatives et leur gestion- les latrines de ménage, les latrines communautaires partagées, et différentes technologies comme l'Ecosan, les biodigesteurs etc.
- La cohérence communautaire peut être inférieure dans les zones rurales.
- L'atteinte de la FDAL peut s'avérer problématique à cause du grand monde qui passe.

Les expériences

CLUES et le Manuel Assainissement Urbain Environnemental piloté par la Communauté (AUEPC)

Une grande présentation a été faite pendant la conférence WEDC à Loughborough en juillet 2011 par Christophe Luthi de l'Eau et l'assainissement dans les pays en développement (EAWAG). Ce manuel parle d'approches à l'assainissement urbain axées sur la demande. Cela donne les étapes dans le cycle de planification, y compris l'environnement favorable, l'analyse financière et les questions de technique. Pour d'autres infos télécharger :

http://www.eawag.ch/forschung/sandec/gruppen/sesp/clues/index_EN

Le Pilotage de l'ATPC Urbain à Mathare, Nairobi

En juin 2010, le Plan Kenya en partenariat avec (CCS) Community Cleaning Services (une entreprise sociale de jeunesse) a été le premier à piloter l'ATPC à Mathare 10, une partie de l'une des plus grandes agglomérations informelles urbaines au Kenya. Quatre villages avec des populations d'environ 50,000 ont été déclenchés. Les communautés étaient galvanisées et se sont engagées à prendre des mesures collectives, mais en contraste avec les zones rurales, l'action pour construire les latrines et en finir avec la défécation en plein air ne pouvait être immédiat avec l'auto-assistance. Beaucoup a été fait pour nettoyer la zone, en particulier la réduction et la gestion des déchets solides et la réduction de la DAL, mais les progrès avec les propriétaires, la municipalité, le gouvernement et d'autres acteurs ont demandé un effort soutenu pendant des mois et maintenant des années. L'engagement, l'énergie et l'enthousiasme des Leaders Naturels qui sont apparus a été encore plus important que dans les zones rurales.

L'ATPC Urbain en Zambie : l'Approche de l'Application Juridique

Choma, la chefferie du chef Macha, a été déclarée à l'état FDAL en 2010, mais ça n'a été que pour des zones rurales alors que la ville de Choma est restée DAL. Alors en 2010, l'UNICEF Zambie a commencé avec un pilote (péri-)urbain à Choma, et plus tard à Lusaka aussi. L'équipe du programme de surveillance conjointe (JMPT) s'est décidée à adapter l'ATPC aux zones urbaines. Un des fondements a été la prise de mesures d'institutions officielles pour atteindre la FDAL, et l'application légale de lois et de règlements pour s'adresser et faire face aux nuisances urbaines liées à l'assainissement ainsi qu'à la nourriture et l'hygiène générale. Suivant l'ATPC rural et cet 'ATPC' urbain, Choma n'a pas eu de choléra dans les trois années suivant le premier déclenchement, mais Lusaka et d'autres zones urbaines ont continué à en souffrir. L'ATPC urbain par l'application juridique a été mis en œuvre d'abord comme la préparation en cas d'urgence et une réponse aux épidémies de choléra à Lusaka, en ciblant les zones les plus touchées. Les formations ont été tenues dans d'autres pour sensibiliser la communauté d'affaires, le gouvernement et le public à l'adhésion aux lois de santé publique et de sécurité alimentaire. Le cible spécifique de l'application juridique 'ATPC' sont les espaces publics, les bâtiments publics (par exemple les établissements gouvernementaux, les écoles), la restauration, et les loges dans les zones urbaines et périurbaines.

L'assainissement dans les Zones Périurbaines.

Le Plan aux Pays Bas soutient un programme d'assainissement dans les zones périurbaines dans quatre cites africaines (Kabwe en Zambie, Mzuzu, Blantyre au Malawi, Arba Minch en Ethiopie et Parakou en Bénin). L'objectif global est de soutenir les consortiums partenaires locaux à fournir les services d'assainissement durables aux communautés pauvres périurbaines. Une évaluation à mi-parcours a été faite récemment. L'objectif du programme jusqu'ici a été principalement du côté de l'offre (entrepreneurs et institutions financières) Afin de stimuler la demande les clients seront activement impliqués dans le programme. Cette implication se fera par les approches participatives de l'Assainissement Total Piloté dans les Zones Urbaines, avec le Marketing Social.

Les obstacles à l'ATPC urbain sont illustres dans le blog de la boite ci-dessous par l'un de ceux engages dans la cartographie de Mathare 10 au Kenya. Les cartes, faites par des jeunes bénévoles utilisant le GPS et la Open Street Mapping sont des outils puissants qui peuvent être utilisés dans le plaidoyer, indiquant l'emplacement des latrines, combien elles sont utilisées, les zones de défécation en plein air, et les égouts à ciel ouvert. Ces cartes sont accessibles à <http://www.mapkibera.org/blog/2011/02/14/base-map-of-mathare-is-complete/> . Depuis le premier déclenchement le nombre de latrines dans les communautés a augmenté.

Des Réflexions sur les Conditions à Mathare 10 par un Bénévole de la Cartographie

Dans les deux mois derniers, nous avons été actifs dans la cartographie de l'assainissement et de l'eau, de zones de défécation en plein air et d'égouts à ciel ouvert à Mathare no.10, Thayu, Mabatini, Mashimoni et plus tard dans le reste de Mathare. Pendant ce processus j'étais surpris de voir des gens chiant ouvertement par terre, ne se souciant pas d'autres qui les observaient.

Les enfants de Mathare ont besoin de terrains de jeux et d'installations de récréation. Et ceci parce que beaucoup d'espace libre sont utilisés comme zones de défécation à l'air libre qui mène souvent à des accidents.

J'ai été touché par ce que j'ai vu pendant la cartographie. A cause de cela j'ai fait ma propre enquête. Je voulais savoir pourquoi les gens faisaient toujours la défécation à l'air libre au lieu d'utiliser les toilettes qui ont été construites à cout très élevé, par les ONG et le gouvernement, par le biais du fonds développement communautaire (FDC).

Voilà ce que j'ai découvert :

- Les Couts de l'Entretien : pour utiliser une toilette à Mathare 10 on doit payer de cinq à dix shillings par jour, ou alors une redevance mensuelle. Si l'on ne paie pas, ou ne peut pas payer, on doit chercher d'autres alternatives- comme l'utilisation de zones de défécation ouvertes ou de 'toilettes volantes', qui sont dispersées partout dans Mathare.
- De mauvais aménagements de logis : la plupart des maisons a Mathare10. Mabatini, Mashimoni et Thayu manquent de toilettes à l'intérieur, obligeant les gens à utiliser des toilettes volantes ou des zones défécation à l'air libre.
- La pauvreté
- Le manque de sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement

Ces jours-ci les toilettes se font construire partout à Mathare. Les leaders de quartier ont fait la demande au gouvernement et aux ONG impliquées dans la construction de nouvelles toilettes, a éduquer les membres de la communauté sur l'importance de l'assainissement et l'hygiène propres. - Blog par Javin (Map Mathare), 31 mai 2011.

Recommandations et idées

- Utiliser un Cadre fondé sur les Droits et les arrêtés de Gouvernement et de municipalité. S'appuyer sur les instruments existants de santé publique et les lois de l'habitation humaine.
- Créer un environnement de facilitation avec les autres nombreux acteurs- Leaders Naturels et membres de la communauté, propriétaires, administration, municipalité, politiciens et représentants élus, entre autres, et convoquer des réunions pour faciliter les échanges et les négociations.
- Réunir des zones spécifiques pour atteindre la FDAL, autant que possible, là ou il existe un niveau de cohérence communautaire.
- Mobiliser et motiver la jeunesse.
- Créer une sensibilisation et s'assurer que les citoyens connaissent leurs droits et responsabilités, afin qu'ils puissent des revendiquer.
- Apprendre des expériences acquises ailleurs, et faciliter le partage latéral, les visites et les échanges.

Sources et contacts à suivre :

- Le blog sur le Pilote de l'ATPC Urbain de Mathare par Sammy Musyoki
- Mathare de Cartographie Blog
- Mathare Blog
- Pour d'autres infos sur CLUES contacter : christoph.luthi@eawag.ch, ou aller à : http://www.eawag.ch/forschung/sandec/publikationen/sesp/dl/sustainable_san.pdf
- Revolutionising Sanitation in Zambia by Giveson Zulu, Peter Harvey and Leonard Mukosha; PLA 61 PLA 61 Tales of Shit: CLTS in Africa
- CLTS Évaluation for Zambia –Leslie Iveson and Bonarventure Siantumbu
- One Pager by Giveson Zulu on Urban CLTS in Zambia <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/urban-clts-zambia>
- Pour d'autres informations sur le programme de l'Assainissement dans des zones périurbaines en Afrique SVP contacter : Sharon.roose@plannederland.nl

3. L'ATPC dans des cas d'urgence et des conditions de post-conflit/post-urgence

Introduction

Les cas d'urgence comprennent le conflit civil, les inondations, les sécheresses, les tempêtes violentes, les tremblements de terre, les tsunamis et d'autres désastres qui frappent les gens et les déplacent. Les PDI (personnes déplacées à l'intérieur) et des réfugiés comptent dans les 40 millions. Ils peuvent se trouver dans des conditions très variables : de l'invalidité physique dû à la faim et/ou les épidémies, à la santé physique et la force de beaucoup de membres ; d'être dispersés dans des communautés à être concentrés dans des camps et des colonies ; et d'être largement tous seuls et autonomes à avoir des attitudes de dépendance suite à des efforts d'agences internationales, d'ONG et de gouvernements pour subvenir à leurs besoins. Les généralisations au sujet de la pertinence et de la faisabilité de l'ATPC sont donc difficiles à faire. Toutefois, l'expérience commune démontre qu'il sera le plus faisable là où les gens sont en plus grand nombre, physiquement capables, avec

quelque cohérence sociale, et libres d'attitudes de dépendance. Dans le passé il s'est avéré que des gens déplacés ont plus d'énergie et de capacité à s'aider eux-mêmes et à être autonomes que de nombreux travailleurs d'ONG ont compris.

Défis et questions

Est-ce que les 'ONG d'Urgence', avec leurs réflexes de fourniture et de livraison de matériel d'assainissement subventionné, font parfois partie du problème, renforçant une image et donc une réalité trompeuse, d'impuissance parmi les populations touchées ?

L'ATPC peut-il contribuer à l'autonomie et le respect pour soi ? Et au développement plus large des moyens de subsistance dans des situations de post-conflit ou post-urgence ?

Dans quelle mesure, et dans quelles conditions le matériel subventionné peut-il être nécessaire et voulu, et dans quelles conditions devrait-on l'éviter ?

Que peut-on faire si la dépendance est devenue une culture institutionnalisée ?

Quels sont les meilleurs moyens de distinguer entre les conditions différentes, afin que les actions peuvent y être mieux adaptées ?

Expériences

Le Sud-Soudan et la RDC

Dans les situations de post-conflit dans le Sud-Soudan et la RDC, l'ATPC a été récemment introduit. Cela s'est avéré difficile mais possible. Il y aura beaucoup à apprendre des conséquences.

Le Liberia

Au Liberia l'ATPC n'a pas encore vraiment décollé, mais il est difficile de comprendre à quel point cela est le résultat de conditions post-urgence. Ici, les questions tournent autour des la mobilisation et la formation des animateurs. Il n'y a que quelques formateurs formés. Les Institutions au niveau du pays sont faibles et ne peuvent fournir d'appui solide. L'UNICEF et WaterAid sont les principaux partisans de l'ATPC. Bien que le Gouvernement du Liberia soit engagé, les modalités pour le déploiement aux régions et la coordination au niveau du Gouvernement Central nécessitent encore du renforcement. Pendant l'urgence actuelle, avec l'afflux important de réfugiés de la violence post-élections en Côte d'Ivoire dans les communautés frontalières, tous les partenaires ONG WASH ont convenu d'adopter une version de l'ATPC pour les urgences. Reste à voir si cette approche réussira.

Ailleurs

Il y a également de l'expérience de mise en œuvre de l'ATPC dans le Mozambique après les inondations, à l'Haïti après le séisme, et dans des situations au Pakistan.

Recommandations et idées

Ce sont les premières étapes dans l'apprentissage dans quelle mesure l'ATPC est-il faisable, même avant d'essayer de le faire passer à l'échelle. On peut s'attendre au scepticisme de la part de certains

acteurs externes dans les conditions d'urgence et de post-urgence. Les recommandations et les idées sont donc de:

- Etre audacieux en cherchant à introduire l'ATPC dans de multiples conditions.
- Documenter et comparer les expériences, de ce qui marche et qui ne marche pas.
- Apprendre des pratiques et expériences actuelles avec la participation et l'entraide de populations touchées.
- Elaborer une typologie de situations qui peut être utilisée de manière normative.
- S'efforcer d'apprendre de manière rapide et précise les types de conditions et les paramètres clés, et de développer une typologie de situations à être utilisée de manière normative.
- Évaluer les besoins pour passer à l'échelle dans des conditions de déplacement de masse. Cela peut comprendre la réorientation de ceux des agences humanitaires.

Sources et contacts à suivre

- Voir les rapports sur l'ATPC en RDC et en Sud-Soudan écrits par Philip Otieno
- L'ATPC dans le contexte post-urgence au Pakistan
- L'adaptation de l'ATPC en Haïti
- Une page de Frank Greaves, Tearfund
- Pour Tearfund en RDC voir ppsspcic@yahoo.fr et <http://ppssp.org>
- PLA 61 Tales of Shit: CLTS in Africa (pages 48-49)
- Pour plus d'informations sur le Liberia contacter Ada Oko-Williams adaokowilliams@wateraid.org

4. L'ATPC dans les communautés nomades, mobiles et migrantes

Introduction

Les nomades, les transhumants les migrants et travailleurs migrants ont tendance à être marginalisés et négligés.

Mais ils ont des droits comme les autres. Ils posent des problèmes spéciaux. Pour des nomades très mobiles comme au Niger, les latrines pourraient ne pas être une option. Là où ils se trouvent dans des zones chaudes, sèches et peu peuplées, l'ATPC pourrait être ni réalisable ni bien nécessaire a part l'encouragement de la méthode du chat, ou de tranchées peu profondes qui sont remplies en partant. Toutefois, assez souvent, les femmes pastorales et les enfants, les vieux et les faibles restent dans des colonies permanentes ou à demi-permanentes, et d'autres pratiquent la transhumance. Ces colonies, comme à Karamoja en Ouganda, peuvent être très insalubres, parfois avec des problèmes d'hygiène accentués par le manque d'eau. Les maasai manyattas au Kenya et en Tanzanie, où les gens vivent avec leurs animaux et près de déjections animales ainsi que humaines, peuvent poser des problèmes spéciaux. Une conséquence est le taux élevé de trachome et de cécité chez les femmes pastorales et chez les enfants les infections oculaires portées par les mouches. Un autre problème encore, c'est quand les éleveurs sont transhumants et passent à travers des régions peuplées, comme dans des zones du Darfour. Une fois de plus, la méthode du chat et/ou les petites tranchées peuvent servir de solution. L'incapacité de communautés FDAL, comme à Himachal Pradesh en Inde, de fournir des latrines adéquates pour les migrants travailleurs temporaires et de les persuader d'en utiliser, est également très grave.

Les défis et les questions

- Quels types d'assainissement et d'hygiène sont appropriés et faisables, pour qui et dans quelles conditions ?
- Combien sont les variations dans l'environnement, le climat, la saison etc. pertinents ?
- Le déclenchement conventionnel de l'ATPC est-il la bonne approche, ou l'innovation est-elle requise pour s'adapter aux conditions des nomades, transhumants, migrants et travailleurs migrants ?
- Ces populations posent-elles de sérieux problèmes de défécation quand elles passent à travers des villages ou des villes ?

Recommandations, expériences et idées

- Utiliser les médias, en particulier la radio, pour communiquer avec les nomades, transhumants, migrants et travailleurs migrants et leurs hôtes.
- Acquérir de l'expérience avec l'ATPC là où les nomades et transhumants ont des communautés établies, où certains vivent tout le temps ou la plupart du temps, et d'autres reviennent de façon saisonnière ; déterminer quelles sont les meilleures : les latrines individuelles de ménage, ou partagées, communales.
- Dans le suivi et le déclenchement de l'ATPC dans des endroits où les passants, transhumants ou migrants pratiquent la DAL, encourager la pratique éthiopienne de construction et d'entretien de latrines de bord de route pour l'usage.
- Faire bien comprendre que les tranchées peu profondes qui sont régulièrement couvertes, et la méthode du chat, peuvent souvent être la meilleure solution possible, et peuvent être acceptables et hygiéniques si d'autres options s'avèrent être irréalistes.

Sources et contacts à suivre :

- Pour le suivi sur l'inclusion et les droits, contacter Sharon Roose
Sharon.roose@plannederland.nl
- Pour plus d'informations sur les communautés nomades contacter Ada Oko Williams
adaoko-williams@wateraid.org

Pour plus d'informations sur les latrines de bord de route contacter Atnafe Beyene
Atnafe.Beyene@plan-international.org

Taking Community Led Total Sanitation to Scale with Quality

Some Sources on Scaling Up Community-Led Total Sanitation with Quality

Bongartz, Petra, Musyoki, Samuel Musembi, Milligan, Angela and Ashley, Holly (eds) (2010) *Tales of Shit: Community-Led Total Sanitation in Africa*, Participatory Learning and Action 61, London: International Institute for Environment and Development

Chambers, Robert (2009) *Going to scale with Community-Led Total Sanitation: reflections on experience, issues and ways forward*, Practice Paper Number 1, IDS Sussex, March

Hanchett, S., M.H.Khan, L.Krieger and C.Kullmann (2011) 'Sustainability of sanitation in rural Bangladesh' Paper to 35th WEDC International Conference, Loughborough, UK

Kar, Kamal with Robert Chambers (2008) *Handbook on Community-Led Total Sanitation*, Plan International (UK) and Institute of Development Studies, Sussex

Kumar, Somesh (ed) (1977) *PRA – Going to Scale: challenges for training*, Report of the South Asia Workshop Report, Calcutta 13-16 May 1997, PRAXIS, Delhi and ActionAid India, Delhi

Maulit, J.A. and M. Kang (2011) 'Effects of program and institutional design on district-level CLTS management in Malawi' Paper to 35th WEDC International Conference, Loughborough, UK

Mehta, Lyla and Sunne Movik (eds) (2011) *Shit Matters: the potential of community-led total sanitation*, Practical Action Publishing, Rugby, UK

Mukherjee, Nilanjana with inputs from others (2009) *Learning at Scale: Total Sanitation and Sanitation Marketing Project: Indonesia Country Update*, WSP of the World Bank, August

Mukherjee, Nilanjana, Robiarto, Amin, Saputra, Effentrif and Wartono, Djoko (2011). *Achieving and Sustaining ODF Communities: Learning from East Java Communities*. Water and Sanitation Program Research Brief, WSP, World Bank, August

Mukherjee, Nilanjana and Nina Shatifan (2011) 'The CLTS story in Indonesia: Empowering communities, transforming institutions, furthering decentralization' in Mehta and Movik eds *Shit Matters*, 2011 pp 145-159

Patkar, Archana and Louisa Gosling (2011) *Equity and Inclusion in Sanitation and Hygiene in Africa: a regional synthesis paper*, WSSCC and WaterAid, July

Perez, E.A. (2011) 'Sustainable rural sanitation at scale: results and lessons from India, Indonesia and Tanzania' Paper to 35th WEDC International Conference, Loughborough, UK

Setiawan, E. and J. Parry (2010) 'Engaging with government to scale-up Community-Based Total Sanitation in Indonesia', Paper to 35th WEDC International Conference, Loughborough, UK

ANNEXE A: LES PARTICIPANTS A L'ATELIER

Nom	Titre et Organisation	Pays	Courriel
Ada Oko-Williams	Water Aid	Nigeria	AdaOko-Williams@wateraid.org
Andrew Tirrell	Consultant, Plan International	USA	Andrew.tirrell@tufts.edu
Atnafe Beyene Wolde Sellassie	CLTS Project Coordinator Plan International Ethiopia	Ethiopie	Atnafe.Beyene@plan-international.org
Berhanu Tunsisa Gobena	CLTS Coordinator, Plan International Ethiopia	Ethiopie	Berhanu.Tunsisa@plan-international.org
Carolyn Esther Nabalema	WASH Specialist, Plan Uganda	Ouganda	Carol.nabalema@plan-international.org
Chiranjibi Tiwari	Senior Advisor and WASH Sector Leader, SNV Netherlands Development Organisation Kenya	Kenya	ctiwari@snvworld.org; Chiranjibi.tiwari@gmail.com
Giveson Zulu	WES Specialist (Staff Xchange) UNICEF, Eastern and Southern Africa Regional Office	Kenya	gzulu@unicef.org; giveson@gmail.com;
Jane Bevan	WASH Specialist UNICEF West and Central Africa Regional Office	Sénégal	jbevan@unicef.org
Jolly Ann Maulit	Water and Sanitation Team - Malawi, Engineers Without Borders Canada	Malawi	jollyannmaulit@gmail.com; jollyannmaulit@ewb.ca
Kamal Kar	Independent consultant, CLTS Foundation	Inde	Kamalkar@yahoo.com
Modibo Diallo	National Directorate of Sanitation	Mali	modibo57@yahoo.fr
Muchie Kidanu	WASH Specialist, UNICEF Ethiopia	Ethiopie	mkidanu@unicef.org
Nilanjana Mukherjee	Sr. Community Development Consultant, Water and Sanitation Program	Indonésie	BUBUL44@gmail.com
Petra Bongartz	Coordination, communication and Networking Officer: CLTS, IDS	GB	p.bongartz@ids.ac.uk

Philip Otieno	CLTS coordinator, Plan international Kenya	Kenya	Philip.otieno@plan-international.org
Robert Chambers	Research Associate IDS	GB	r.chambers@ids.ac.uk
Samuel M.Musyoki	Strategic Director of Programs, Plan International Kenya	Kenya	Samuel.musyoki@plan-international.org
Sharon Roose	WASH Advisor, plan Netherlands	Pays Bas	Sharon.roose@plannederland.nl
Syed Shah Nasir Khisro	Director, Integrated Regional Support Programme	Pakistan	director@irsp.org.pk ; ssnkhisro@gmail.com
Ulemu Chiluzi	Program Manager-WASH, Plan international Malawi	Malawi	Ulemu.chiluzi@plan-international.org
Vinod K Mishra	Deputy Director, Training/Coordinator, KRC, Water & Sanitation, Uttarakhand Academy of administration, Nainital	Inde	Vinodmishra2810@gmail.com